



RAPPORT ANNUEL 2009



LUX-DEVELOPMENT

Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement

49.66 %

% Déboursement pour le secteur du développement local en 2009

75 Mio €

Enveloppe 2009 allouée par le MAE

26.74 %

% Déboursement pour le secteur de l'éducation en 2009

6

Nombre de bureaux régionaux

2.49 %

% Déboursement pour le secteur de la microfinance en 2009

109

Collaborateurs en 2009

53

Personnel terrain

68 545 805 €

Montant total déboursé en 2008

56

Personnel siège

112

Nombre total de projets et programmes de l'Agence

21.11 %

% Déboursement pour le secteur de la santé en 2009

10

Nombre de pays partenaires privilégiés

70 882 043 €

Montant total déboursé en 2009



SOMMAIRE

MOT DU PRÉSIDENT / DIRECTEUR	04
MOMENTS-CLÉS	07
LUX-DEVELOPMENT	11
MISSION	12
VISION 2012	14
REPORTAGE PHOTOGRAPHIQUE	15
DOSSIER SPÉCIAL : DÉVELOPPEMENT LOCAL	31
LUX-DEVELOPMENT NOS PROGRAMMES	71
RÉCAPITULATIF PAR PAYS	132
FINANCES	133
CRÉDITS	140

LE MOT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR

4

S'il est reconnu que les pays en développement n'ont joué aucun rôle ni dans le déclenchement de la crise financière ni dans l'emballement de la crise économique mondiale qui en a résulté, il est évident qu'ils n'en subissent pas moins les conséquences désastreuses, même si l'onde de choc les a atteints avec un certain retard. Le déclin prononcé des flux commerciaux internationaux, l'effondrement des prix des matières premières, la baisse du tourisme international et la réduction des envois de fonds des migrants sont autant de facteurs qui affectent sévèrement les indicateurs macroéconomiques de ces pays.

Comme le souligne le Rapport 2009 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) « ... La Déclaration du Millénaire fixait 2015 comme date butoir pour la réalisation de la plupart des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui établissaient des cibles chiffrées pour réduire de moitié l'extrême pauvreté sous toutes ses formes. À l'approche de cette date, à moins de six ans d'ici, le monde est plongé dans une crise économique sans précédent par sa gravité et sa dimension planétaire. Les progrès vers la réalisation de ces objectifs sont à présent menacés par une croissance économique anémique, voire négative, une diminution des ressources, moins d'opportunités commerciales pour les pays en développement et une possible réduction

des flux d'aide en provenance des nations donatrices. Au même moment, les effets des changements climatiques deviennent de plus en plus apparents, et leur impact risque d'être dévastateur pour tous les pays, riches ou pauvres... »

Il faut reconnaître que des facteurs significatifs et indiscutables sont réunis pour annoncer les crises suivantes qui, elles non plus, n'auront pas été créées par les pays pauvres, mais qui pourtant les affecteront durement.

Parmi ces facteurs, ceux qui nous paraissent les plus inquiétants sont de deux ordres :

- le changement climatique et ses conséquences négatives notamment sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en eau ;
- la raréfaction des ressources énergétiques fossiles et son impact sur les prix annonçant une crise énergétique majeure pour les pays qui n'auront pas pu maîtriser la révolution technologique nécessaire pour y faire face.

Dans le cadre de son initiative d'Alliance mondiale contre le Changement climatique (AMCC), l'Union européenne souligne que ce sont les pays en développement qui seront les plus affectés par le changement climatique, car ils n'ont de ressources suffisantes ni pour atténuer ni pour s'adapter aux changements en cours.



Selon le Groupe d'Experts intergouvernemental sur l'Evolution du Climat (GIEC), l'Afrique est particulièrement vulnérable face à ce défi. Cela l'expose notamment à des difficultés d'approvisionnement en eau, à des phénomènes climatiques très violents et à l'insécurité alimentaire liée à la sécheresse et à la désertification.

La Banque mondiale estime quant à elle que 85% du coût du changement climatique reviendra aux nations en développement et qu'un total de 400 milliards USD par an serait nécessaire pour en atténuer les conséquences, notamment par le développement des technologies vertes. Actuellement, les transferts atteignent en moyenne huit milliards USD par an sous le Mécanisme de Développement propre (MDP) de Kyoto.

Toutefois, force est de constater que le MDP n'a canalisé que très peu d'investissements vers l'Afrique. Sur les 1 500 projets de MDP dans le monde, seulement deux douzaines sont situés en Afrique, alors qu'une étude du PNUD pointe du doigt les disparités : « 79% des populations dans les pays les moins avancés (PMA) et 74% en Afrique sub-saharienne sont privées d'accès à l'électricité, contre 28% en moyenne dans les pays en développement ». Dans les faits, moins de 3% des Burundais, des Tchadiens ou des Libériens ont le courant. Au Rwanda, en République centrafricaine ou en Sierra Leone, ils sont moins de 5%.

Notre conviction en tant qu'Agence bilatérale est que, pour faire face à ces nouveaux défis qui viennent s'ajouter à ceux que nous n'avons pas pu résoudre entièrement dans le cadre de la poursuite des OMD, nous devons trouver des articulations nouvelles entre l'Aide publique au Développement (APD) et d'autres mécanismes financiers. Il faudrait encore que le MDP et les mécanismes qui lui succéderont dans un contexte post Kyoto soient adaptés pour poursuivre le même but dans les PMA : éradication de la pauvreté et développement durable.

Problèmes globaux, solutions globales ?

Bien sûr, mais pas uniquement ! Car derrière ces enjeux et ces indicateurs globaux se cachent des difficultés, voire des drames locaux insoutenables : des puits taris, des pâturages épuisés, des greniers vides, du bois de feu difficile à trouver, les devoirs scolaires à faire à la lueur d'une lampe à pétrole,.... qui nous rappellent que chaque pays doit trouver ses solutions nationales, mais aussi des modèles de développement local qui permettent de faire face aux chocs mondialisés.

La Coopération luxembourgeoise a choisi le développement local comme secteur de concentration de ses appuis. Il est désormais décliné dans les documents de stratégies et d'orientations publiés en 2009 et qui balisent nos actions.



6

Lux-Development ne peut que se réjouir de ce choix et s'inscrire totalement dans l'approche du développement local proposée qui se veut volontariste, axée sur un territoire restreint, qui conçoit le développement comme une démarche privilégiant les ressources endogènes et qui intègre les dimensions territoriales, politiques, sociales, culturelles, environnementales et organisationnelles. La mission de Lux-Development qui « ... vise dans chacune de ses interventions, quelle qu'en soit la forme, à appuyer le développement des capacités des acteurs avec lesquels l'Agence coopère ... » prend en effet tout son sens dans ce contexte, car l'adaptation locale aux contraintes et la capacité à saisir les opportunités générées par la mondialisation deviendra un enjeu majeur, de même que la résilience des systèmes locaux aux chocs extérieurs.

Notre rapport annuel 2009, dans sa partie centrale, met en lumière les interventions de Lux-Development pour soutenir le développement local ainsi que les multiples formes que prennent ces appuis. Dans tous les cas, le renforcement des capacités des acteurs locaux constitue une constante totalement indispensable : amélioration du niveau des compétences individuelles, renforcement organisationnel et développement institutionnel sont les trois niveaux qui font l'objet de nos appuis.

Mais nos efforts pour renforcer les capacités d'analyse et de planification locale, horizontale et intégrée ainsi que les capa-

cités de mise en œuvre et de monitoring ne doit pas nous faire perdre de vue que nos objectifs directs ont trait à :

- une meilleure accessibilité a des services de base, tels que la santé et l'éducation, et une qualité accrue de ces services ;
- une utilisation efficiente, efficace et durable des biens publics, en particulier les ressources naturelles telles que les forêts, les pâturages, l'eau ;
- la mise en place des conditions permettant le développement économique local et la génération de richesse et d'emplois à travers des partenariats multiples entre secteurs public et privé, ainsi qu'avec la société civile.

Alors, en réaction aux voix qui s'élèvent pour questionner la pertinence de la coopération au développement ou pour proposer de se tourner exclusivement vers le commerce comme solution aux problèmes de développement, Lux-Development défend le pari de l'engagement et de l'efficacité.

Nous continuons de croire que les acteurs du développement local tiennent dans leurs mains certaines clés essentielles de l'éradication de la pauvreté et du développement durable et, qu'à ce titre, ils méritent notre appui et le maintien de nos engagements.

L'adage *Think global Act local* reste plus que jamais d'actualité.

Gaston SCHWARTZ
Directeur général

Jeannot WARINGO
Président du Conseil d'Administration

//// Moments-clés ////



LUX-DEVELOPMENT MEMBRE DU RESEAU TRAIN4DEV



En avril 2009 Lux-Development est devenue membre effectif du réseau Train4Dev « *Joint Donors' Competence Development Network* » dont l'objectif consiste à promouvoir l'efficacité de l'aide à travers une meilleure coopération entre les différents bailleurs pour le développement de leurs compétences et de celles de leurs partenaires. Lux-Development a ainsi rejoint un réseau qui mobilise, sur la base d'un engagement volontariste, la majorité des acteurs bi- et multilatéraux impliqués dans l'aide publique au développement.

- croissance favorable aux pauvres ;
- gestion des finances publiques ;
- gestion axée sur les résultats ;
- assistance au processus électoral ;
- développement des capacités.

En signant la charte du réseau, les membres du réseau Train4Dev réaffirment qu'ils adhèrent aux grands principes décidés au niveau international (Consensus européen, Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide, Programme d'Action d'Accra) dont l'alignement et l'harmonisation constituent des éléments importants.

8

Le réseau permet la mise en commun de moyens ainsi que l'échange et le partage d'expériences. En pratiquant une approche conjointe du développement des compétences, le réseau renforce l'harmonisation entre les bailleurs. Les membres s'engagent à faire profiter leurs pairs des programmes de formation qu'ils organisent en les publiant et en garantissant l'accès. Ceci vaut également pour la formation à distance et pour le *IT knowledge sharing*.

De plus, des sessions de formations conjointes sont organisées par des groupes de travail qui mutualisent les moyens de leurs membres afin de s'atteler aux thématiques prioritaires identifiées dans le cadre de l'agenda de l'efficacité de l'aide :

- approche programme ;
- gestion des connaissances ;
- suivi et évaluation ;

Le réseau est piloté par un Core Group, sorte de conseil d'administration, formé d'une troïka dont Lux-Development fait partie active, puisque notre Agence co-organisera l'AG de 2011 conjointement avec la CTB (Agence belge de développement).

De plus, Lux-Development assure l'administration du site web www.train4dev.net qui constitue le principal outil de communication du réseau et de ses sous-groupes.

L'adhésion au réseau Train4Dev est cohérente avec les objectifs que s'est fixée Lux-Development dans le cadre de sa Vision 2012, notamment celui d'être en mesure d'adopter les différentes approches et modalités de coopération et celui de nous engager dans des réseaux internationaux qui renforcent notre efficacité et le dialogue entre agences de développement.



LUX-DEVELOPMENT ELIGIBLE GESTION CENTRALISEE INDIRECTE UNION EUROPEENNE

La Commission européenne (CE) a déclaré Lux-Development éligible dans le cadre du mode de gestion centralisée indirecte. Concrètement ceci signifie que la Commission européenne peut avoir recours à Lux-Development pour mettre en œuvre une intervention financée par celle-ci.

La décision de la CE intervient suite à un audit mené par Ernst & Young qui a conclu que le fonctionnement de Lux-Development était conforme aux exigences.

La gestion centralisée indirecte est un instrument développé par la CE pour répondre aux principes du Code de Conduite sur la Complémentarité et la Division du Travail dans la coopération au développement. Ce code de conduite vise à promouvoir une meilleure répartition des tâches entre les donateurs de

l'Union européenne (UE) dans les pays en développement, afin d'améliorer la performance de la politique de coopération de l'UE. Le code est basé sur 11 principes visant à réduire les formalités administratives, utiliser les fonds là où ils sont le plus nécessaires, mettre l'aide en commun et répartir les tâches pour fournir une aide plus importante, plus efficace et plus rapide.

Lux-Development est la 8^e agence de développement à satisfaire aux critères fixés par la Commission dans le cadre de ce mode de gestion centralisée. Elle rejoint ainsi d'autres organisations comme l'Agence belge de développement (CTB), la GTZ (Allemagne) ou encore l'Agence Française de Développement (AFD), pouvant bénéficier d'accords de coopération déléguée avec la Commission.

ATELIER

FORMATION PROFESSIONNELLE



10

En 2009, en collaboration avec la GTZ (*Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit*) et l'AFD (Agence Française de Développement), Lux-Development a conçu et initié un atelier portant sur « Les enjeux et les perspectives des appuis à la formation professionnelle ». Cet atelier, qui s'est déroulé les 30 juin et 1^{er} juillet 2009 à la Chambre des Métiers à Luxembourg, a vu la participation de 80 professionnels du secteur, parmi lesquels des cadres des Ministères des pays partenaires en charge de la formation professionnelle (FP), des conseillers techniques principaux et assistants techniques de Lux-Development, des représentants des Agences de coopération et d'ONG internationales qui font de la formation professionnelle un domaine prioritaire d'intervention, des représentants des institutions multilatérales impliqués dans les réformes du secteur de la formation professionnelle, des professionnels du secteur au Luxembourg, des représentants de la Direction de la Coopération du Ministère des Affaires étrangères du Grand-Duché de Luxembourg ainsi que des collaborateurs du siège de Lux-Development.

L'atelier s'était fixé comme objectifs de :

- faire le point sur les enjeux majeurs des appuis au secteur de la formation professionnelle ;
- capitaliser les expériences des appuis de Lux-Development dans le secteur et favoriser l'enrichissement mutuel entre les acteurs (partenaires, Agences de coopération, autres opérateurs) ;

- dégager des leçons apprises, des bonnes pratiques à reproduire, des mauvaises expériences à éviter ainsi que des recommandations pour guider la conception et la mise en œuvre des appuis à la formation professionnelle ;
- contribuer à la préparation de l'édition 2009 des Assises luxembourgeoises de la coopération et en particulier à un atelier de formation sectoriel.

Les débats et échanges au cours des deux journées de travail ont porté sur deux thèmes spécifiques issus des préoccupations et des enjeux majeurs des projets et programmes dont Lux-Development appuie la mise en œuvre dans les Balkans, en Asie, en Afrique et en Amérique Latine, à savoir :

- les stratégies de financement diversifié et durable de la formation professionnelle ;
- les réformes institutionnelles pour l'amélioration de l'efficacité du secteur de la FP.

Chaque journée était dédiée à un thème et les travaux organisés autour des communications des experts et des pays partenaires, des travaux et des échanges en groupes ainsi que des séances plénières.

L'intégralité des communications et des contributions, des conclusions et des recommandations ainsi que le programme, la liste des participants et une bibliographie peuvent être consultées sur le site web de Lux-Development :

www.lux-development.lu/workshop/vet/

Lux-Development



Mission

Notre mission se décline aussi bien au Luxembourg que dans les pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise.

Au Luxembourg: un partenaire fiable pour l'État luxembourgeois

Au Luxembourg, notre mission est de permettre à l'État luxembourgeois de mettre en œuvre sa politique volontariste et ambitieuse de coopération au développement qui vise l'éradication de la pauvreté ainsi que le développement durable, compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux. En tant qu'Agence gouvernementale, Lux-Development veut être le canal bilatéral par lequel s'exprime la solidarité internationale qui constitue le fondement de l'action extérieure du gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg. Lux-Development constitue en outre un Centre de Compétences qui est à la disposition de l'État luxembourgeois, et en particulier le Ministère chargé de la Coopération, pour accomplir sa mission d'orientation politique et stratégique, de même que de négociation des Programmes indicatifs de Coopération (PIC). Lux-Development fournit au Ministère chargé de la coopération les éléments qui permettent une

meilleure information et une meilleure redevabilité vis-à-vis du Parlement et du public.

Dans les pays partenaires: le développement des capacités

Sur le terrain, Lux-Development cherche à maximiser l'appropriation du développement par les pays partenaires, c'est-à-dire leur capacité à exercer une réelle maîtrise sur leurs politiques et stratégies de développement en assurant la coordination de l'appui au développement que leur fournissent les partenaires techniques et financiers. Lux-Development vise donc dans chacune de ses interventions, quelle qu'en soit la forme, à développer les capacités des acteurs avec lesquels l'Agence coopère.

Lux-Development se veut un partenaire fiable et cherche à maîtriser et à adopter les différentes approches et modalités de coopération compatibles avec les principes des accords internationaux. L'Agence les applique en accord avec les mandats que lui confie l'État luxembourgeois.

Lux-Development cherche à accompagner ses partenaires, sans s'y substituer, dans les changements qu'ils



souhaitent opérer dans des situations complexes. Pour ce faire, l'Agence développe ses compétences dans les secteurs et les thématiques transversales prioritaires de la Coopération luxembourgeoise ainsi que dans les approches et les modalités de coopération. L'Agence se dote en outre de compétences d'analyse et de conception qui lui permettent de poser ses décisions et prises de risques sur des bases solides et de positionner adéquatement ses interventions.

Lux-Development se considère mutuellement responsable, avec ses partenaires opérationnels, des résultats obtenus. L'Agence cherche à faire évoluer sa gestion afin de l'axer d'avantage sur les résultats plutôt que sur les moyens.

Sur la scène internationale: un acteur reconnu par ses pairs

Au plan international, Lux-Development participe aux réflexions menées par ses pairs et s'intègre activement dans les réseaux internationaux, notamment européens, où son expertise est utile. L'Agence exploite les opportunités de collaboration opérationnelle, notamment dans le cadre du Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de développement.

Vision 2012

14

La fiabilité, l'efficacité et la durabilité de nos interventions sont renforcées

- permettre à l'État luxembourgeois de réaliser ses objectifs quantitatifs en termes d'Aide publique au Développement (aide bilatérale) ;
- renforcer le dialogue avec le MAE pour la mise en œuvre des recommandations de l'Examen par les Pairs du Comité d'Aide au Développement (OCDE), de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide, du Programme d'Action d'Accra et du Code de Conduite sur la Complémentarité et la Division du Travail dans la Politique de Développement de l'Union européenne ;
- mettre en place un dispositif particulier pour les interventions déclinant les nouvelles approches et modalités, en phase de formulation et en phase d'exécution ;
- traduire les stratégies sectorielles et thématiques élaborées avec le MAE en outils opérationnels ;
- orienter les processus ressources humaines (recrutement, développement de compétences et gestion de la performance) en support aux objectifs stratégiques de l'Agence ;
- fédérer et motiver les collaborateurs autour des valeurs et de la Vision de l'Agence pour une meilleure efficacité.

Lux-Development assume ses responsabilités en matière de redevabilité de la Coopération bilatérale au Luxembourg

- réaliser des évaluations indépendantes et publier les conclusions de ces évaluations ;

- appuyer le MAE pour améliorer la communication sur la Coopération luxembourgeoise ;
- assurer la gestion des risques, surtout dans le cas des nouvelles approches et modalités.

Lux-Development dispose des partenariats et est engagée dans les réseaux internationaux qui renforcent son efficacité

- promouvoir l'échange d'expériences et de bonnes pratiques avec d'autres acteurs de la coopération au développement ;
- se doter d'un pool de compétences externes à travers des réseaux spécialisés (réseaux sectoriels, thématiques ...).

Lux-Development est une organisation qui apprend de ses expériences, les capitalise et les met à disposition de ses partenaires et de l'État luxembourgeois

- promouvoir les échanges inter-programmes ;
- publier et diffuser les principales leçons apprises et bonnes pratiques identifiées à travers les évaluations et séminaires d'échange.

Reportage photographique



Concours photo

Le Développement local en images

Dans un souci de rapprocher le terrain au siège et de donner l'opportunité aux collègues de s'exprimer à travers leurs œuvres photographiques, l'Agence a lancé un nouveau concours photo. Pour cette deuxième édition, qui avait pour thème le développement local, nous avons à nouveau reçu de très belles œuvres photographiques de nos projets, programmes, nos partenaires et collègues d'ici et là. Les œuvres gagnantes sont publiées dans ce rapport annuel et trouveront une place d'honneur dans nos locaux à Luxembourg. L'une d'elles figure d'ailleurs sur la couverture de cette édition 2009. Voici donc les lauréats de ce concours, leurs photos et leurs explications parfois succinctes, parfois plus élaborées.

1^{er} Prix et gagnant du concours :
Sayane MOUHOUMODOUNE (NIG/116)

« L'eau, c'est la vie »

L'installation de bornes fontaines dans les cours des écoles ne contribue pas seulement à un accès plus facile à l'eau, mais surtout à une eau potable d'une bonne qualité. En combinaison avec la sensibilisation des villageois, le taux de maladies créées par la consommation d'eau polluée peut diminuer et ainsi Lux-Development peut contribuer à l'amélioration de la qualité de vie de la population.

2^e Prix et vice-champion :
Claude FLENER (NIG/116)

« La fête de l'élevage »

Ceci est une scène de la fête de l'élevage à Banga'ga au Niger. Lors de cet événement les éleveurs régionaux présen-

tent leurs troupeaux à la population et aux autorités et des prix sont remis aux plus fortes et plus belles bêtes. Avec la construction de parcs de vaccination et de marchés à bétails, Lux-Development soutient ce domaine agricole si important pour la région.

3^e Prix, médaille de bronze pour
Ocon INTI (NIC/022) Intur

« Or Rouge »

Mains usées par le pénible labeur de la coupe des grains de café. Ferme écologique | Esperanza Verde, Matagalpa

4^e Prix: Xhemajli MERSINA (YUG/010)
Kosovo

« Soudeur magique »

5^e Prix : Isabel SCHANK (NIC/021)

« Bonnes connexions »

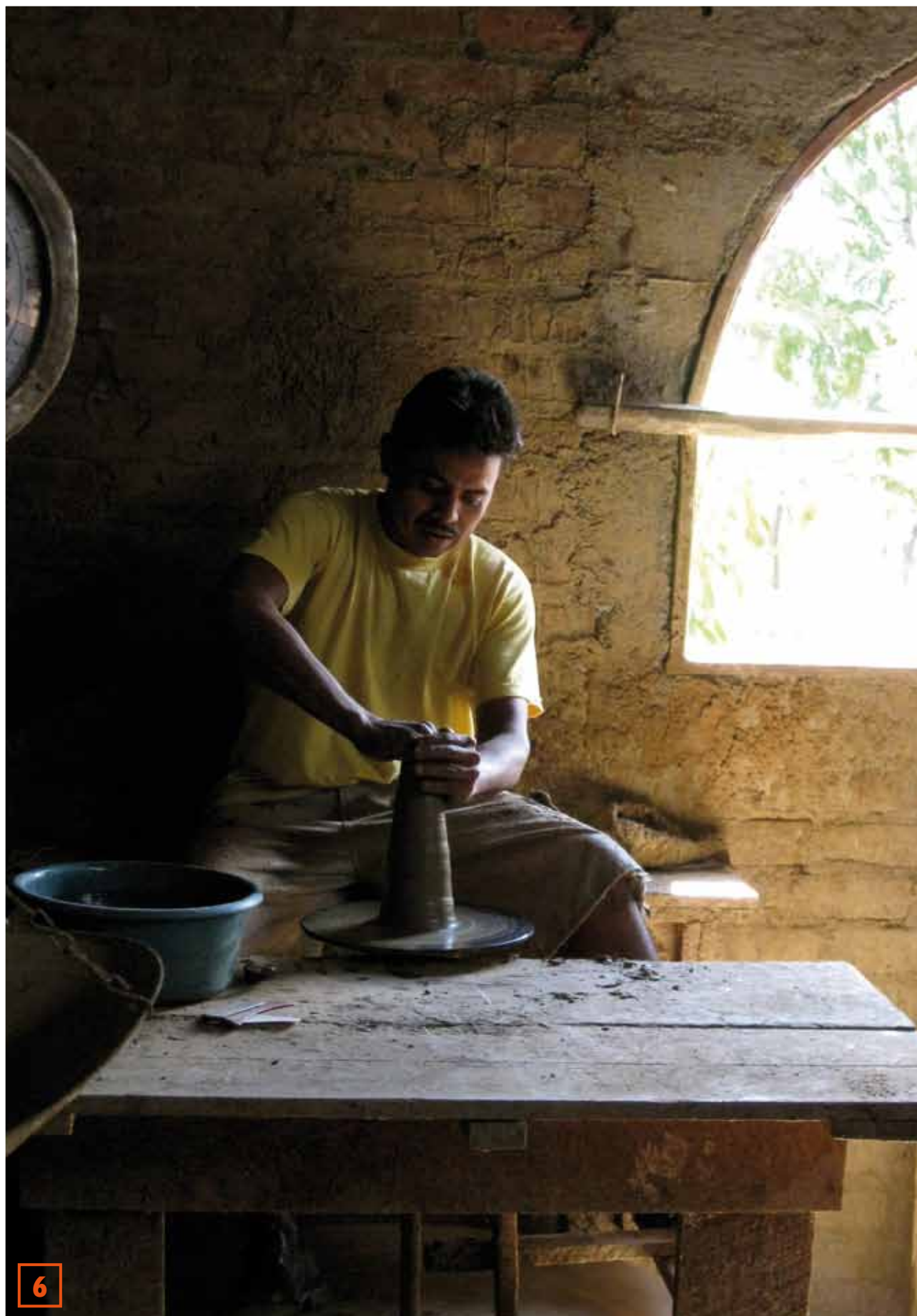
Un technicien de l'entreprise nicaraguayenne de l'eau, avec l'appui de Lux-Development - projet NIC/021, installe un compteur d'eau dans un foyer pour que le client puisse mieux contrôler sa consommation d'eau potable. Des fuites et des pertes de ce liquide précieux peuvent ainsi être détectées et réparées plus facilement. Grand nombre des compteurs existants ont été détruits lors de l'ouragan Mitch de 1998. Beaucoup de gens se sont depuis lors reconnectés clandestinement, ce qui a conduit à une surcharge du système et à une influence négative sur le service de l'eau. Photo prise à Ciudad Antigua, département de Nueva Segovia au Nord du Nicaragua, 2009.



























Légendes

30

- P1 **L'eau, c'est la vie | 1^{er} du concours**
(Sayane Mouhoumoudoune | Dosso, Niger | NIG/116)
- P2 **La fête de l'élevage | 2^e du concours**
(Claude Flener | Dosso, Niger | NIG/116)
- P3 **Enfants à Kalabougou | 7^e du concours**
(Cathy Schmartz | Ségou, Mali | MLI/020)
- P4 **Journée de salubrité | 8^e du concours**
(Claude Flener | Dosso, Niger | NIG/116)
- P5 **Soudeur magique | 4^e du concours**
(Mersina Xhemajli | Pristina, Kosovo | YUG/010)
- P6 **Clair-obscur à Mozonte**
(Claire Rossignol | Managua, Nicaragua)
- P7 **Marché local après une bonne récolte | 10^e du concours**
(Christine Karasi-Omes | route de Kigali-Gisenyi, Rwanda)
- P8 **Années de grandeur | 9^e du concours**
(Inti Ocon | Estelí, Nicaragua | NIC/022)
- P9 **Niger vu du ciel - Échoppes**
(Philippe Delfosse | Dantiandou, Niger | NIG/015)
- P10 **Or rouge | 3^e du concours**
(Inti Ocon | Matagalpa, Nicaragua | NIC/022)
- P11 **L'artisanat au cœur du développement économique local | 6^e du concours**
(François Bary | Mopti, Sénégal)
- P12 **Labourer pour l'avenir**
(Inti Ocon | Estelí, Nicaragua | NIC/022)
- P13 **Bonnes connexions | 5^e du concours**
(Isabel Schank | Estelí, Nicaragua | NIC/021)
- P14 **Les pirogues d'Ouna**
(Claude Flener | Dosso, Niger | NIG/116)



Dossier spécial Développement local

Développement local

32

Le terme de développement local peut recouvrir des réalités très diverses, en fonction du lieu, du moment et de la perspective dans laquelle on se place. Apparu dans les pays du Nord au cours des années 1960 sous la forme de la théorie du développement endogène, il s'agit alors d'une approche volontariste, axée sur un territoire restreint, qui conçoit le développement comme une démarche partant du bas et privilégiant les ressources endogènes.

Le concept a progressivement évolué. Il a quitté la sphère purement économique et il a intégré d'autres dimensions, qu'elles soient territoriales, politiques, sociales, culturelles, environnementales ou organisationnelles. Toutes ces dimensions sont également présentes lorsqu'on parle de développement local dans les pays du Sud.

Le développement local se caractérise principalement par les éléments suivants :


- l'existence d'un territoire donné dans lequel s'applique le processus de développement ; le territoire peut être défini par des données géographiques (bassin d'un cours d'eau, par exemple), par l'organisation administrative (région, district, agglomération) ou par une combinaison de

plusieurs facteurs, ce qui indique que la taille du territoire peut être très variable. Le territoire n'est pas un ensemble fermé : il échange avec l'extérieur et en subit les influences. En fait, il s'agit davantage d'un moyen de dépasser des logiques sectorielles que d'une « circonscription spatiale de la décision¹ » ;

- la dimension économique vise le déploiement d'un ensemble d'activités de production, de transformation ou de vente de biens et services ;
- la dimension politique concerne l'organisation du pouvoir au sein du territoire et les relations entre les différents acteurs et groupes organisés ;
- la dimension sociale fait référence aux liens (de cohésion, reconnaissance, proximité) qui se tissent au sein des groupes sociaux, aux relations qu'établissent ces groupes sociaux entre eux et à leur participation, essentielle, au processus de développement local ;
- la dimension culturelle englobe les systèmes de valeurs, de croyances et de représentation qu'il importe de prendre en compte pour la mise en œuvre des actions sur le territoire ;
- la dimension organisationnelle prend en compte les changements de mode d'organisation de l'État (déconcentra-

“ Un moyen de dépasser les logiques sectorielles ”

1 Tesson F, Introduction au cours de développement local, <http://web.univ-pau.fr/~ftesson1/tesson/LDevCours.html>



tion, décentralisation) et ses répercussions au niveau du territoire; les notions de responsabilité, de gouvernance et de redevabilité sont ainsi devenues incontournables;

- la dimension environnementale a pris de plus en plus d'importance dans les réflexions sur le développement local: gestion durable des ressources naturelles, préservation du cadre de vie, impact du changement climatique, etc.

Le développement local est dès lors régi par trois principes d'action:

- une approche transversale ou intégrée des problèmes;
- une démarche participative, avec la mise en œuvre de partenariats multiples entre secteurs public et privé, la société civile et les organismes de coopération;
- un processus d'apprentissage; il n'existe pas de modèle préétabli, chaque situation est un cas unique auquel les modes d'intervention doivent être adaptés et ajustés au fil du temps.

Dans le contexte de la coopération, le développement local est également envisagé comme un moyen d'action et non pas comme une fin en soi. Le Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois, dans son document stratégique dédié au développement local, indique à cet égard que « L'appui à la décentralisation et la gouvernance locale constitue plus une

approche qu'un secteur d'intervention classique. Un lien étroit existe entre les programmes de développement local de la Coopération luxembourgeoise et ses stratégies sectorielles, notamment en matière de bonne gouvernance, de santé, d'éducation ou encore de l'eau et de l'assainissement². »

Pour la Coopération luxembourgeoise, le développement local regroupe, dans les faits, quatre composantes qui ont en commun de faire l'objet de l'approche décrite ci-dessus. Il s'agit de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de l'eau et de l'assainissement, de la gestion des ressources naturelles ainsi que de l'appui à la décentralisation et la gouvernance locale.

La présentation du contexte international et l'évolution des quatre composantes qui font partie de l'approche du développement local, telle qu'elle est envisagée par la Coopération luxembourgeoise, fait l'objet de la première partie de ce dossier.

L'analyse des composantes du développement local dans les régions d'intervention de la Coopération luxembourgeoise et la manière par laquelle celle-ci répond aux besoins spécifiques en constitue la deuxième partie.

² Grand-Duché de Luxembourg, Ministère des Affaires étrangères, Direction de la coopération au développement, Stratégies et Orientations, Développement local – Appui à la décentralisation et la gouvernance locale, Luxembourg, 2009

Développement local



La présentation d'exemples d'interventions de la Coopération luxembourgeoise pour chacune des composantes et les points de vue de bénéficiaires et des partenaires forment la troisième partie.

Enfin, la liste des interventions mises en œuvre avec l'appui de Lux-Development dans le cadre du développement local est donnée en quatrième partie.

1 | Contexte international et évolution des composantes du développement local

34

La présentation du contexte international relatif aux composantes du développement local est organisée autour des références aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) qui constituent des éléments structurant de la coopération internationale. Ils sont utilisés par tous les intervenants et font l'objet d'un suivi régulier de la part du système des Nations Unies. Ils constituent en quelque sorte des points de repère universels pour mesurer les progrès accomplis dans la lutte contre la pauvreté. Les OMD s'appliquent effectivement à trois des quatre composantes du développement local, tel qu'envisagé par la Coopération luxembourgeoise : l'agriculture et la sécurité alimentaire, l'eau et l'assainissement, la gestion des ressources naturelles. La quatrième composante qui concerne l'appui à la décentralisation et la gouvernance locale n'est pas suivie par un OMD mais fait cependant l'objet de nombreux débats internationaux qui seront brièvement présentés.

Agriculture et sécurité alimentaire : des avancées fragiles et insuffisantes

OMD 1 Cible 3 : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015, la proportion de personnes qui souffrent de la faim

Le Sommet mondial de l'Alimentation qui s'est tenu à Rome en novembre 1996 a jeté les bases de la stratégie internationale en matière de sécurité alimentaire.

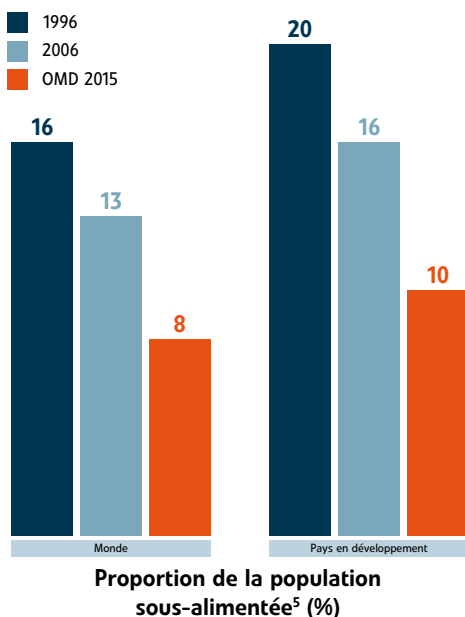
En 1996, environ 800 millions de personnes ne disposaient pas d'une nourriture suffisante pour couvrir leurs besoins nutritionnels essentiels. 13 années plus tard, lors du Sommet mondial sur la Sécurité alimentaire organisé en novembre 2009, le Directeur général de la l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), a parlé de « résultat tragique », en référence au milliard de personnes sous-alimentées dans le monde.

Définition : *La sécurité alimentaire est considérée comme atteinte « lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active ».*

Le Rapport 2009 sur l'État de l'Insécurité alimentaire dans le Monde publié par la FAO et le Programme alimentaire

3 FAO, Plan d'action du Sommet mondial de l'Alimentation, novembre 1996

mondial (PAM) souligne qu'après les progrès enregistrés pendant les années 1980 et 90, le nombre de personnes sous-alimentées a recommencé à augmenter, lentement mais constamment, depuis 10 ans (en chiffres absolus). En termes relatifs, la proportion de personnes sous-alimentées par rapport à la population totale a légèrement diminué, passant de 16 à 13% au niveau mondial et de 20 à 16% si on ne considère que les pays en développement. Cette évolution reste cependant très insuffisante pour atteindre le premier Objectif du Millénaire pour le Développement (OMD) qui est de réduire de moitié la proportion de personnes sous-alimentées en 2015 par rapport à 1990⁴.



4 FAO/PAM, L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2009, Rome, novembre 2009

5 Ibid.

Une analyse par zones géographiques fait apparaître que l'Asie regroupe plus de la moitié du total mondial des personnes sous-alimentées (566 sur 872 millions en 2006). Ceci s'explique par le poids démographique de l'Inde et de la Chine qui comptent respectivement 251 et 127 millions de personnes sous-alimentées. En termes relatifs, la Chine a réussi, entre 1990 et 2015, à réduire de 15 à 10% la proportion de sa population sous-alimentée, alors qu'en Inde ce pourcentage n'est passé que de 24 à 22% pendant la même période. Si on observe les pays cibles de la Coopération luxembourgeoise en Asie, il faut saluer les progrès réalisés par le Vietnam qui a réduit de 28 à 13% la proportion de sa population sous-alimentée, devenant ainsi un des rares pays à atteindre le premier OMD. Le Laos est dans une situation moins favorable, même si des progrès importants ont été accomplis : la population sous-alimentée y est passée de 27 à 19% de la population totale.

En Amérique latine, le nombre total de personnes sous-alimentées a légèrement diminué, passant de 52 à 45 millions entre 1990 et 2006, ce qui correspond à une réduction de 12 à 8% en termes relatifs. Le Salvador a vu le nombre de personnes sous-alimentées augmenter, passant de 500 000 personnes en 1990 contre 700 000 en 2006, tandis que le Nicaragua a enregistré une baisse spectaculaire, le nombre de personnes sous-alimentées étant passé de 2.2 à 1.2 millions. Si on s'intéresse au pourcentage de personnes sous-alimentées par rapport à la population totale, l'évolution est certes

Développement local

36



importante avec une réduction de 52 à 21 %, mais ce dernier chiffre reste encore élevé et place le Nicaragua en troisième position dans la zone Amérique latine et Caraïbes, derrière Haïti et la Bolivie.

L'Afrique subsaharienne a connu une augmentation de sa population sous-alimentée en termes absolus; elle est passée de 168 à 212 millions entre 1990 et 2006, ce qui correspond cependant à une légère diminution en termes relatifs, de 34 à 30 % de la population totale. Les quatre pays partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal) y ont connu une évolution similaire : stabilité ou légère augmentation de la population sous-alimentée en termes absolus et diminution en termes relatifs. Le Burkina Faso et le Mali obtiennent les meilleurs résultats avec une réduction respectivement de 14 à 9 % et de 14 à 10 % de la population sous-alimentée. Le Sénégal et le Niger enregistrent certes des diminutions respectives de 28 à 25 % et de 38 à 28 % de leur population sous-alimentée, mais ces résultats laissent encore une forte proportion de la population en situation précaire, la moyenne pour l'Afrique de l'Ouest étant de 13 % de personnes sous-alimentées par rapport à la population totale.

La crise économique actuelle n'a fait qu'exacerber des difficultés structurelles persistantes. Pour assurer l'éradication de la faim dans les années à venir, la FAO et le PAM préconisent dans leur rapport d' « (...) aider les pays en développement en leur fournissant les instruments économiques, politiques et de

développement nécessaires pour relancer leur agriculture sur le plan à la fois de la productivité et de la résilience face aux crises. Des politiques stables et efficaces, des mécanismes réglementaires et institutionnels et des infrastructures commerciales fonctionnelles qui encouragent les investissements dans le secteur agricole sont déterminants. Il est nécessaire d'accroître les investissements dans les sciences et technologies agro-alimentaires. Sans des systèmes agricoles solides et des mécanismes mondiaux de gouvernance de la sécurité alimentaire, bien des pays continueront à avoir le plus grand mal à augmenter la production au même rythme que la demande, à faire parvenir les denrées alimentaires là où elles sont nécessaires et à trouver des investissements pour financer leurs besoins en importations alimentaires. Chaque fois que possible, les efforts devraient être intégrés et produire un effet multiplicateur. Par exemple, l'achat local de produits pour les repas scolaires peut générer des revenus et des marchés garantis pour les petits agriculteurs hommes et femmes, tandis que les réserves communautaires de céréales peuvent servir de filet de sécurité alimentaire au niveau local⁶. ».

Eau et assainissement : une pression accrue sur la ressource et des progrès insuffisants en matière d'assainissement

OMD 7 Cible C : Réduire de moitié, entre 1990 et 2015 le pourcentage de la population qui n'a pas d'accès de façon

6 Ibid.

durable à un approvisionnement en eau potable ni à des services d'assainissement de base

Eau potable

En 2008 (derniers chiffres connus), le taux d'accès à l'eau potable était de 87% au niveau mondial et de 84% si on considère les seuls pays en développement. Malgré les progrès accomplis, 884 millions de personnes dans le monde n'avaient pas accès à une source améliorée d'eau potable.

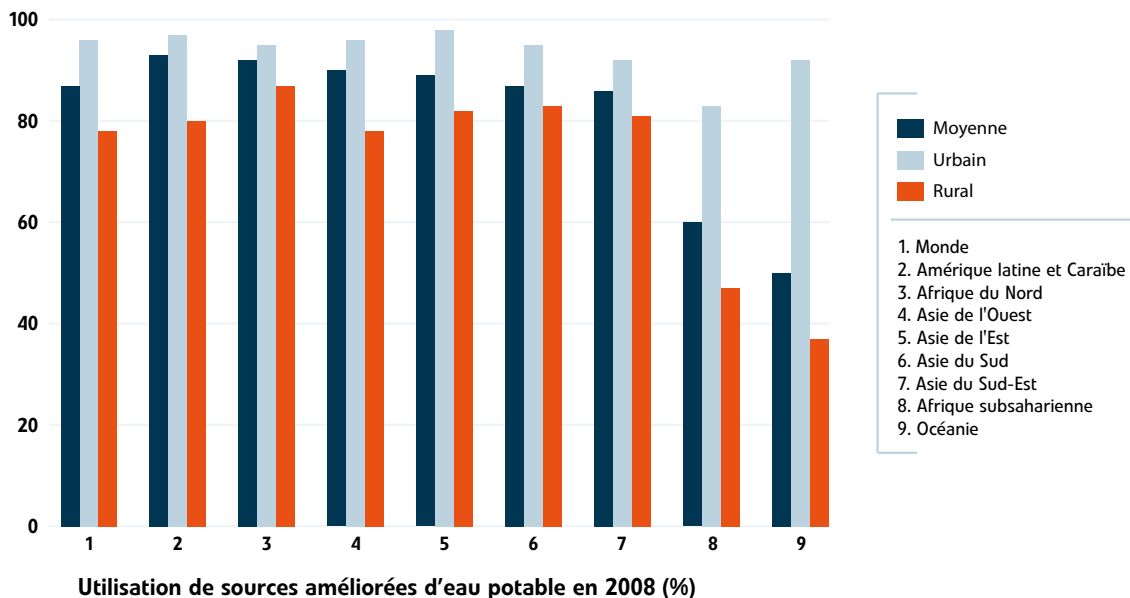
Définition : *L'approvisionnement durable en eau potable est défini comme l'accès à l'eau courante dans le logement, la cour ou le terrain où se situe l'habitation, l'accès à des bornes-fontaines, forages chemisés, puits ou sources protégés ou la collecte de l'eau de pluie.⁷*

⁷ WHO/UNICEF Joint Monitoring Programme for Water Supply and Sanitation, Progress on Sanitation and Drinking-water: 2010 Update, Geneva (Switzerland), 2010

Au rythme actuel, l'OMD relatif à l'eau potable pourra être atteint en 2015: le pourcentage de la population mondiale sans accès à l'eau potable était de 23% en 1990, de 13% en 2008 et devrait baisser à 9% en 2015, ce qui représenterait tout de même encore 672 millions de personnes.

La plupart des pays sont en passe d'atteindre l'OMD, à l'exception de l'Afrique subsaharienne. Celle-ci compte un tiers des personnes sans accès à l'eau potable dans le monde et elle reste en retard pour atteindre l'OMD: le pourcentage de personnes sans accès à l'eau potable est passé de 51 à 40% entre 1990 et 2008 mais n'atteindra probablement pas les 25% en 2015.

Il convient de noter que l'OMD relatif à l'eau et l'assainissement au niveau mondial est fortement influencé par les performances de la Chine et de l'Inde, en raison de leur poids démographique



Développement local



(1.3 milliards et 1.2 milliards d'habitants respectivement, ce qui représente plus du tiers de la population mondiale).

Assainissement

En 2008, 2.6 milliards de personnes, soit plus d'un tiers de la population mondiale, n'avaient pas accès à l'assainissement amélioré⁸.

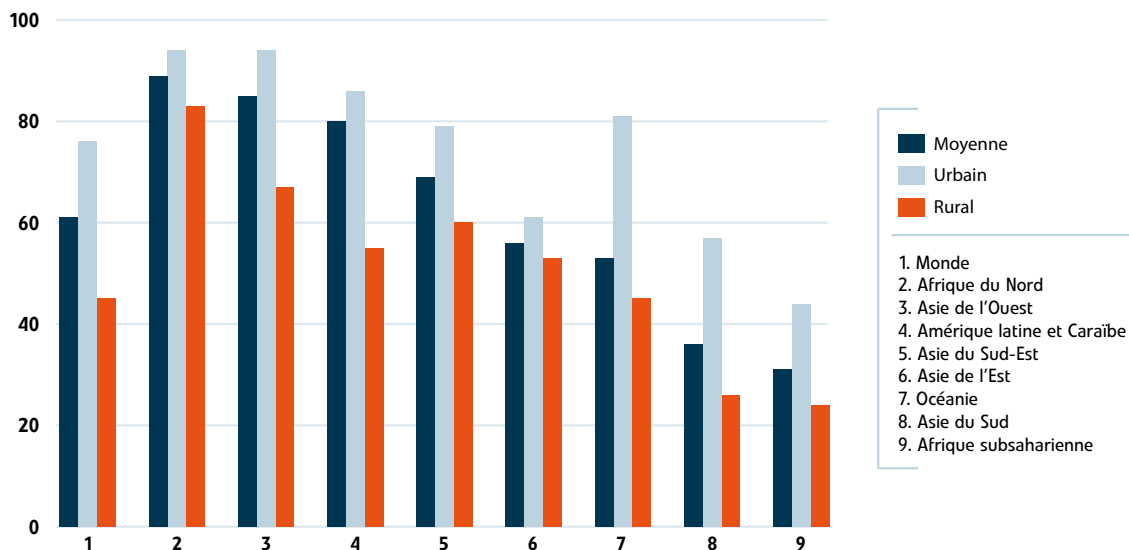
Au rythme actuel de progression, l'OMD relatif à l'assainissement ne pourra pas être atteint en 2015. Le pourcentage de personnes sans accès à l'assainissement était de 46% en 1990 et la projection pour 2015 est de 36%, au lieu des 23% visés. 2.7 milliards de personnes seraient encore sans assainissement en 2015, soit un milliard de plus que l'objectif.

Les disparités géographiques sont importantes. Avec 1.07 milliards de personnes sans accès à l'assainissement amélioré en 2008, l'Asie du Sud (Inde, Pakistan, Népal principalement) est la région où les besoins sont les plus importants. L'Afrique subsaharienne est la région où le taux de couverture est le plus faible (31%), ce qui représente 565 millions de personnes sans accès à l'assainissement. En Amérique latine, les progrès sont insuffisants au Nicaragua et en Bolivie.

Les progrès les plus notables ont été enregistrés en Asie du Sud-Est et en Afrique du Nord où le taux de couverture a respectivement cru de 23 et 17 points entre 1990 et 2008, pour atteindre 69 et 89%.

⁸ Ibid.

Utilisation de l'assainissement amélioré en 2008 (%)



Définition : *L'accès à l'assainissement amélioré, est défini par les Nations Unies comme la séparation des excréments de tout contact humain, que ce soit par l'usage de toilettes à eau reliées à un réseau d'égout ou à une fosse septique ou par l'usage d'une latrine améliorée.*

Disparité ville – campagne

Dans les pays en développement, 94 % de la population urbaine et 76 % de la population rurale a accès à des sources améliorées d'eau potable. 84 % des personnes qui n'ont pas accès à des sources améliorées se trouvent en milieu rural (743 millions) et seulement 16 % en zones urbaines (141 millions). Les plus fortes disparités se trouvent en Océanie (92 % de couverture en ville et seulement 37 % en zone rurale) et en Afrique subsaharienne (83-47).

En ce qui concerne l'assainissement, 70 % des personnes sans assainissement vivent en zone rurale. L'utilisation de l'assainissement amélioré est particulièrement faible en Afrique subsaharienne (31 %) et les disparités entre villes (44 %) et campagnes (24 %) y sont frappantes, tout comme en Amérique latine (86-55) et en Asie du Sud (57-26). Il faut remarquer qu'entre 1990 et 2008, la croissance démographique dans les villes a été plus rapide que l'augmentation du nombre de personnes ayant eu accès à l'assainissement, ce qui montre la difficulté de la tâche.

Disparités socio-économiques

En Afrique subsaharienne, l'accès à une source améliorée d'eau potable est plus

de deux fois plus élevé pour les 20 % de la population les plus riches (88 %) que pour les 20 % les plus pauvres (36 %). Pour ce qui est de l'accès à l'assainissement amélioré, ce rapport est proche de un à cinq (77 % contre 16 %)⁹. Améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement est donc une manière de lutter contre les effets de la pauvreté.

Aspects qualitatifs

Entre 1990 et 2008, le nombre de personnes ayant eu accès à l'eau potable via des réseaux de distribution à domicile a représenté plus du double des autres types d'accès. En Asie de l'Est, en Amérique latine et en Afrique du Nord, l'amélioration de l'accès à l'eau potable a été exclusivement obtenue par des réseaux de distribution à domicile. À l'inverse, en Afrique subsaharienne, la population ayant eu accès à d'autres sources améliorées a été 3.5 fois supérieure à celle ayant eu accès à des réseaux de distribution. Ainsi, en Afrique subsaharienne, seulement 5 % de la population rurale et 35 % de la population urbaine bénéficient d'un point d'eau à domicile.

Le temps passé à chercher de l'eau représente également un élément qualitatif important. Dans de nombreux pays africains, un tiers des sources améliorées impliquent des temps de collecte supérieurs à une demi-heure pour un aller-retour, ce qui petit à petit conduit à une

⁹ *MICS and DHS surveys from 33 countries in Sub-Saharan Africa, 2004-2009*, cité dans : WHO/UNICEF, *Joint Monitoring Programme ...*, op.cit.

Développement local

40



diminution du volume d'eau collecté et aboutit à ce que les besoins en eau potable familiaux ne soient plus satisfaits. Ce phénomène s'observe aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale. Selon une étude réalisée par les Nations Unies dans 45 pays, la collecte d'eau est assurée à 64 % par les femmes, à 24 % par les hommes et à 12 % par les enfants¹⁰.

Gestion de la ressource

Selon le Programme Eau et Assainissement de la Banque mondiale, la rareté de l'eau affecte un tiers de la population mondiale. L'urbanisation et l'industrialisation ne sont que deux des facteurs qui contribuent à l'appauvrissement et à la pollution des eaux de surface. Les ressources en eau sont déjà soumises à rude épreuve dans plusieurs pays en développement et les changements climatiques pourraient rendre la situation encore plus grave.

L'élévation de la température et la variabilité du climat pourraient avoir comme résultat des événements climatiques extrêmes. Il faut s'attendre à ce que la sécheresse et les inondations posent de sérieux problèmes au développement dans les zones tropicales et subtropicales. Les inondations peuvent endommager les systèmes d'adduction d'eau qui ne sont pas conçus pour transporter de grandes quantités ou sont trop sophistiqués et doivent être préservés de toute surcharge ou contamination¹¹.

Pour sa part, le 3^e Rapport mondial sur le Développement de l'Eau publié par l'UNESCO¹² à l'occasion du Forum mondial de l'Eau qui s'est tenu à Istanbul en mars 2009, insiste sur les liens entre la gestion de l'eau et le développement durable : « Les ressources en eau et les systèmes hydriques doivent être gérés de façon à atteindre les objectifs de développement économique et social durable. La bonne gestion des ressources en eau peut favoriser l'équité et la sécurité de l'accès à l'eau et l'assainissement pour les familles, les communautés et les entreprises. Une bonne gestion des ressources doit donc assurer la disponibilité en eau pour l'alimentation, l'énergie et l'environnement et constituer une protection contre les inondations et les sécheresses. »

La prise de décision dans le domaine de l'eau et de l'assainissement suppose de rechercher des synergies et de faire des arbitrages judicieux. Il est important de distinguer entre les actions à court terme menées pour résoudre des problèmes urgents, et le développement stratégique à long terme. Le développement de systèmes hydriques qui répondent à plusieurs besoins et la réutilisation de l'eau permettent de réduire les arbitrages en permettant à des volumes d'eau limités de répondre à plusieurs besoins.


Le rapport préconise que la communauté des donateurs inclue l'eau dans les cadres plus larges de l'aide au développement et

10 MICS and DHS surveys from 45 developing countries, 2005-2008, cité dans : WHO/UNICEF, Joint Monitoring Programme ..., op. cit.

11 Water and Sanitation Program, Access - News for

the Water and Sanitation Community, Washington, 12 mars 2007

12 UNESCO, The United Nations World Water Development Report 3, Paris, mars 2009



concentre son assistance dans les régions où elle est la plus nécessaire, l'Afrique subsaharienne, l'Asie, les bidonvilles d'Amérique latine et les zones post-conflit.

Environnement et gestion des ressources naturelles : une urgence planétaire

L'objectif 7 des OMD est formulé de façon très large, puisqu'il vise à « assurer un environnement durable ».

Sous cet objectif, deux cibles concernent plus particulièrement la protection de l'environnement et la gestion des ressources naturelles : la cible 7A cherche à « intégrer les principes du développement durable dans les politiques et programmes nationaux et à inverser la tendance actuelle à la déperdition des ressources naturelles », et la cible 7B prévoit de « réduire la perte de la biodiversité et d'atteindre pour 2010 une diminution significative du taux de perte. »

Dans leur rapport 2009 sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement, les Nations Unies concentrent leur analyse sur l'évolution des émissions annuelles de dioxyde de carbone, qui contribuent fortement à l'effet de serre et qui sont passées de 22 milliards de tonnes en 1990 à 29 milliards en 2006¹³. Au cours de cette période, les émissions cumulées des pays en développement ont dépassé celles des pays développés, mais les émissions par habitant restent quatre fois plus élevées dans les pays développés : 12 tonnes par personne et par an contre une moyenne

de trois tonnes par personne et par an dans les pays en développement et seulement 0.8 tonne en Afrique subsaharienne en 2006.

Le rapport des Nations Unies signale aussi que « la déforestation se poursuit à un rythme alarmant. » 13 millions ha de forêts ont été détruits tous les ans pendant la période 2000-2010, ce qui représente néanmoins un ralentissement par rapport à la décennie antérieure, durant laquelle le rythme annuel de destruction était de 16 millions ha. L'Amérique latine (4.7 millions ha), l'Afrique subsaharienne (4.1 millions ha) et l'Asie du Sud-Est (2.8 millions ha) sont les trois zones de forte déforestation. Certaines régions ont en revanche enregistré des accroissements des zones boisées, en particulier l'Asie de l'Est (+ 3.8 millions ha par an entre 2000 et 2005, avec un doublement du rythme de croissance par rapport à la décennie 1990-2000) et les pays développés (+ 0.7 million ha). Ces efforts de reboisement et de restauration des sites ajoutés à l'expansion naturelle des forêts sont cependant loin de compenser la forte déforestation dans les autres régions. La perte nette annuelle au niveau mondial a été de 5.2 millions ha entre 2000 et 2010, au lieu de 8.3 millions ha pendant les années 1990.

Réduire la déforestation et la dégradation des forêts permet d'atténuer les changements climatiques. Les arbres et les plantes absorbent et stockent le carbone, abaissant ainsi les niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère. Mais lorsque des arbres sont abattus et brûlés, ils relâchent le CO₂ dans les airs. Selon les Nations

13 Nations Unies, Objectifs du Millénaire pour le Développement, Rapport 2009, New York, juillet 2009

Développement local



42

Unies, « la foresterie a produit 17.4% du total des émissions de gaz à effet de serre [d'origine humaine] en 2004, en majeure partie à cause de l'intense déforestation et de la dégradation des forêts dans les pays en développement¹⁴. »

La gestion de la ressource en eau génère également de graves inquiétudes. 70 % de l'eau puisée dans le monde est destinée à l'agriculture et cette proportion peut atteindre 80 % dans certaines régions, ce qui entraîne des pénuries et provoque une dégradation de l'environnement. Une meilleure gestion de la ressource devient indispensable, accompagnée par l'amélioration des pratiques agronomiques.

Dans ce contexte, le sommet sur le changement climatique qui s'est tenu à Copenhague en décembre 2009 devait constituer une étape importante du processus de négociation internationale sur l'enjeu climatique et donner lieu à des engagements concrets de la part des pays participants. Or les résultats sont maigres, tant par rapport aux attentes soulevées que face aux exigences de la situation climatique. Certes le document final reconnaît l'opinion scientifique selon laquelle la hausse des températures mondiales doit être inférieure à 2°C et indique que de fortes réductions des émissions mondiales sont nécessaires, mais il ne fixe aucun moyen contraignant pour y parvenir. Les réductions des émissions sont à décider par pays ou groupe de pays sur une base volontaire.

Les signataires reconnaissent aussi l'importance qu'il y a à réduire les émissions

dues à la déforestation et aux dégradations forestières, ainsi que la nécessité d'accroître la captation de gaz à effet de serre par les forêts.

Le texte prévoit deux mécanismes de financement en faveur des pays en développement: le renforcement du programme REDD (*Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation in Developing Countries*) pour la lutte contre la déforestation, et la création d'un « Fonds climatique vert de Copenhague » qui vise à lever 100 milliards USD par an d'ici à 2020 pour aider les pays en développement à réduire leurs émissions et à s'adapter au changement climatique. Pour la période 2010-2012, les pays développés se sont engagés à verser collectivement 30 milliards USD par an à ce fonds vert.

La conférence de Copenhague a certes clairement montré les limites du processus multilatéral de prise de décision qui résiste mal aux logiques étatiques, mais il a néanmoins constitué une étape importante de la prise de conscience collective des enjeux planétaires, grâce à une forte mobilisation de la société civile, et il pourra servir de leçon pour améliorer la préparation des prochaines échéances climatiques internationales.

Décentralisation et gouvernance locale : une approche en faveur de la lutte contre la pauvreté

Le document stratégique du gouvernement luxembourgeois consacré au développement local réunit sous cette appellation l'appui à la décentralisation et à la

¹⁴ Ibid.

“ 70% de l’eau puisée dans le monde est destinée à l’agriculture et cette proportion peut atteindre 80% dans certaines régions, ce qui entraîne des pénuries et provoque une dégradation de l’environnement. ”

gouvernance locale, qui sont considérées comme des instruments d’accompagnement pour lutter contre la pauvreté et les inégalités et pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Le document stratégique présente également un plan d’action articulé autour de quatre points :

- promouvoir un cadre national favorable à la gouvernance locale démocratique ;
- renforcer la gouvernance démocratique à l’échelle locale ;
- promouvoir un développement économique local basé sur une planification participative ;
- renforcer la décentralisation fiscale et le financement des autorités locales.

Le niveau local peut ainsi être envisagé comme un échelon où les actions de développement, qu’elles soient menées par l’État ou ses institutions décentralisées, par les autorités locales, par le secteur privé, par la société civile ou par les partenaires internationaux, peuvent réellement prendre en compte les préoccupations des citoyens. Il permet également d’intégrer et de donner un sens concret aux notions de participation, de redevabilité et de gouvernance en raison de la proximité entre les différents acteurs.

2 | L’importance du développement local dans les régions d’intervention de la Coopération luxembourgeoise

En 2009, la Direction de la Coopération au Développement du Ministère des Affaires étrangères luxembourgeois a publié une

série de documents intitulés « Stratégies et Orientations » qui précisent l’approche de la Coopération luxembourgeoise dans ses secteurs d’intervention.

Quatre documents traitent des différents aspects liés au développement local :

- agriculture et sécurité alimentaire ;
- eau et assainissement ;
- environnement et changement climatique ;
- développement local – Appui à la décentralisation et la gouvernance locale.

Agriculture et sécurité alimentaire : appui au développement rural intégré

La sécurité alimentaire reste une préoccupation majeure dans un grand nombre de pays, en particulier en Afrique subsaharienne où les progrès réalisés restent insuffisants. Comme le mentionne le document « Stratégies et Orientations » consacré à l’agriculture et à la sécurité alimentaire, « [l]’insécurité alimentaire structurelle dans la plupart des pays partenaires de la Coopération luxembourgeoise, et plus particulièrement dans les pays d’Afrique de l’Ouest, est souvent liée à un manque d’accès aux ressources de production et aux marchés, à la faiblesse des capacités et systèmes de production, à la croissance démographique élevée et à la surexploitation des ressources naturelles conjuguée souvent à des conditions climatiques et environnementales défavorables à la base¹⁵. »

¹⁵ Grand-Duché de Luxembourg, Ministère des Affaires étrangères, Direction de la coopération au développement, Stratégies et Orientations, Agriculture et sécurité alimentaire, Luxembourg, 2009

Développement local

44



La stratégie préconisée par la Coopération luxembourgeoise pour remédier à cette situation est d'aborder la problématique sous plusieurs angles :

- inciter les producteurs à dépasser l'agriculture de subsistance et à s'insérer davantage dans les activités économiques ;
- sécuriser l'accès, en particulier des femmes, au foncier ;
- renforcer la conservation des sols et récupérer les terres dégradées ;
- désenclaver les zones rurales, afin de permettre un meilleur écoulement des productions ;
- renforcer les capacités des producteurs, notamment à travers leurs organisations et groupements ;
- favoriser l'accès des producteurs aux financements, notamment via le microcrédit ;
- améliorer les performances des systèmes de production en favorisant l'accès aux intrants agricoles et aux techniques agricoles appropriées ;
- diversifier les productions agro-sylvopastorales ;
- appuyer les filières de commercialisation et de transformation des productions ;
- renforcer la prévention et améliorer la gestion des crises alimentaires.

En Asie du Sud-Est (Vietnam et Laos) la problématique ne se pose pas uniquement en termes de production agricole et de sécurité alimentaire, mais de développement rural d'une façon plus large. La démarche est cependant très compa-

nable et dans les deux zones d'intervention l'approche de développement local prend tout son sens : planification participative en partenariat avec les autorités locales et la population bénéficiaire pour la définition en commun des projets à mettre en œuvre, coordination intersectorielle, renforcement des capacités des services techniques, financement d'infrastructures, mise en place de systèmes de crédit.

Eau et assainissement: pour une gestion performante et durable des investissements

Les OMD relatifs à l'eau et à l'assainissement montrent que des progrès ont été réalisés à l'échelle globale, mais que les situations sont contrastées selon les zones géographiques. Le Luxembourg, qui dispose d'une longue expérience dans le domaine, a adapté ses interventions en fonction des situations locales : « la réponse de la Coopération luxembourgeoise n'est pas uniforme. Les modes d'interventions s'insèrent dans le contexte local et privilégient tel ou tel domaine d'action en fonction des besoins constatés sur le terrain. Ainsi, les interventions en matière d'eau et d'assainissement peuvent être considérées soit comme un secteur à part entière, soit constituer une composante d'un programme plus vaste de développement rural ou urbain intégré, voir d'un programme de santé ou même d'éducation¹⁶. »

16 Grand-Duché de Luxembourg, Ministère des Affaires étrangères, Direction de la coopération au développement, Stratégies et Orientations, Eau et assainissement, Luxembourg, 2009



Dans trois pays d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Mali, Niger) où la disparité entre villes et campagnes est importante, la Coopération luxembourgeoise se concentre sur l'hydraulique villageoise. Elle s'inscrit dans le cadre des programmes sectoriels nationaux et appuie la réalisation d'adductions d'eau potable, la mise en place de comités d'usagers et l'instauration de dispositifs de gestion et d'entretien des réseaux afin d'assurer la pérennisation des infrastructures. Le rôle joué par les usagers est central et relève bien d'une dynamique de développement local. Cette approche permet aussi à la Coopération luxembourgeoise d'accompagner les collectivités locales dans une démarche de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) qui vise à préserver la ressource dans une région où elle est à la fois rare et disputée. De plus, une vision de développement local permet d'interagir avec d'autres secteurs liés à l'eau potable, comme la santé, l'éducation et l'agriculture.

L'assainissement n'a pas toujours constitué une priorité des projets d'eau en Afrique de l'Ouest. Cette approche est en train de changer et les projets luxembourgeois intègrent à présent systématiquement cette composante. Elle est abordée sous l'angle de l'IEC (information-éducation-communication) sur les thèmes de l'hygiène, de l'assainissement et de l'environnement et elle comprend des réalisations concrètes avec la construction de latrines scolaires et familiales.

La gestion des déchets solides est également prise en compte, mais elle concerne

essentiellement les centres urbains : amélioration de l'environnement urbain à Bamako, instauration d'un système municipal de gestion des ordures ménagères dans cinq villes du nord du Sénégal (ces dernières se déroulant dans le cadre d'un projet de santé et non d'eau potable).

Au Cap-Vert, les projets d'eau et d'assainissement de la Coopération luxembourgeoise combinent développement des infrastructures et renforcement des capacités institutionnelles et techniques. Il ne s'agit plus de systèmes ruraux gérés par des associations d'usagers, mais d'ensembles plus complexes confiés à des opérateurs hydrauliques pour lesquels la gestion des systèmes et leur durabilité technique et financière doivent être renforcées. Les difficultés proviennent de la rareté de la ressource et de la topographie des îles : l'eau est rare, elle coûte cher à exploiter et à distribuer et il y a une forte concurrence pour son utilisation, entre usage domestique et agricole. L'approche de développement local de la Coopération luxembourgeoise la conduit à se positionner comme un partenaire qui favorise le dialogue entre les parties prenantes, réalise des investissements viables, et propose des solutions techniques et financières qu'il appartient aux autorités locales de valider et mettre en œuvre.

“ Au Sénégal, Mali et Niger, la Coopération luxembourgeoise se concentre sur l'hydraulique villageoise ”

Développement local

46



En Amérique centrale (Nicaragua et El Salvador), la Coopération luxembourgeoise a dès le départ financé des projets en milieu semi urbain qui se caractérisent par un habitat relativement concentré, la possibilité de construire des réseaux d'eau potable avec un maillage serré et des branchements à domicile, la nécessité d'inclure un volet assainissement pour éviter tout risque de dégradation de la situation sanitaire, ainsi que par la présence d'un opérateur national qui, en tant que maître d'ouvrage, assure la gestion ultérieure des installations. Bien que des besoins en investissements existent toujours, la priorité est clairement passée à la gestion des infrastructures et au renforcement des capacités des opérateurs nationaux. L'approche de développement local revêt alors un autre aspect : dans les zones traditionnelles d'intervention de la Coopération luxembourgeoise (le nord du Nicaragua autour de la ville d'Estelí et l'est du Salvador autour de San Miguel), l'appui luxembourgeois prend la forme de projets-pilotes de renforcement institutionnel qui visent à doter régionalement les opérateurs nationaux d'outils de gestion et de modes de fonctionnement plus performants. La planification de leurs investissements devient ainsi un élément de l'aménagement du territoire qui tient compte du développement futur de la région.

Gestion des ressources naturelles : une approche locale pour un problème global

S'il est vrai que le changement climatique et ses répercussions se posent à l'échelle de la planète tout entière, une approche


locale permet d'apporter des réponses qui améliorent directement la vie des populations tout en préservant le futur.

De tous les pays d'intervention de la Coopération luxembourgeoise, la zone sahélienne est probablement celle où les problèmes de dégradation de l'environnement se posent avec le plus d'acuité : climatologie défavorable avec une agriculture fortement dépendante du régime des pluies, pratiques culturelles ne permettant pas le renouvellement des sols, déforestation alarmante, dégradation des ressources en eau.

La Coopération luxembourgeoise a ainsi inscrit les préoccupations liées à l'environnement et aux effets du changement climatique dans ses stratégies et principes, en faisant de l'environnement un thème transversal de ses Programmes indicatifs de Coopération¹⁷. Ces principes se traduisent par exemple par la prise en compte des risques environnementaux au moment de l'élaboration de nouveaux projets ou par la priorité accordée aux alternatives qui génèrent le plus de bénéfices environnementaux et sociaux.

Les projets spécifiquement consacrés aux problèmes environnementaux sont encore peu nombreux, mais ils sont appelés à se multiplier si on veut espérer avoir un impact effectif et durable. À cet égard, le développement local constitue

¹⁷ Grand-Duché de Luxembourg, Ministère des Affaires étrangères, Direction de la coopération au développement, Stratégies et Orientations, Environnement et changement climatique, Luxembourg, 2009



une approche qui permet à la fois d'envisager dans leur intégralité les problèmes qui se posent à l'échelle d'un territoire, de comprendre les interactions entre les différents éléments, de mobiliser l'ensemble des parties prenantes et de développer une démarche participative et coordonnée pour y apporter des solutions. Ceci est notamment le cas au Burkina Faso avec le projet d'aménagements forestiers et de gestion des ressources naturelles, présenté dans la 3^e phase du présent dossier.

Appui à la décentralisation et la gouvernance locale : renforcer la participation citoyenne

Les processus de décentralisation ont conduit dans de nombreux pays, en particulier en Afrique de l'Ouest, à la mise en place de nouveaux cadres institutionnels. Bien que les processus ne soient pas toujours complètement aboutis, ils peuvent permettre de rapprocher les institutions des citoyens et de favoriser la participation de ces derniers à la vie publique. Ils peuvent aussi constituer l'occasion d'accroître la redevabilité des institutions publiques sur leurs actions et leur gestion.

Les décisions et instruments concernant la décentralisation ont pu, comme dans le cas de la régionalisation au Sénégal, être approuvés dès le milieu des années 1990 mais l'ensemble des mécanismes y afférant n'ont pas forcément été traduits dans les faits. La complexité de l'enjeu, le désengagement de l'État, l'insuffisance de moyens humains et financiers au

niveau local, la multiplication des acteurs et la superposition des structures administratives sans véritable coordination ou clarification des rôles, l'absence d'un modèle de référence et d'une méthodologie peuvent constituer autant de difficultés pour la mise en œuvre du développement local.

Dans ce contexte, un projet de coopération internationale peut, en mettant à disposition des institutions locales des moyens (financiers, expertise) et en leur proposant une méthodologie de travail, jouer un rôle de catalyseur. C'est notamment le cas des composantes d'accompagnement des PIC II au Sénégal et au Mali.

Dans d'autres régions, le développement local emprunte d'autres voies : dans les pays très structurés comme le Vietnam et le Laos, ce sont les instances locales du parti qui servent de courroie de transmission entre pouvoir central et action locale. Malgré quelques avancées, le mode de fonctionnement reste clairement du haut vers le bas. Dans ce contexte, les projets de coopération peuvent intervenir en renforçant les capacités des institutions locales, en favorisant la planification participative et en finançant des activités dont l'initiative revient directement aux bénéficiaires. Cette démarche a été adoptée dans le cadre des projets de développement rural intégré au Vietnam et au Laos.

En Amérique centrale, l'État central reste très présent. On assiste davantage à des processus de déconcentration que de véritable décentralisation. C'est souvent

Développement local



à la société civile que revient le rôle d'aiguillon ou de contrepoids. La coopération internationale peut appuyer le processus de déconcentration en renforçant, comme précédemment, les capacités des institutions déconcentrées, en favorisant le dialogue entre secteur public et sec-

teur privé dans le cadre d'un secteur et d'un projet bien définis et en répondant aux demandes spécifiques des bénéficiaires, tout en maintenant un dialogue permanent avec les autorités centrales. Le projet de la route du café au Nicaragua en constitue un exemple.

3 |

Exemples d'interventions de la Coopération luxembourgeoise



Développement local



3 | Exemples d'interventions de la Coopération luxembourgeoise

Grâce à une présence solidement établie sur le terrain, au dialogue et aux relations de confiance instaurés avec les gouvernements bénéficiaires et à la démarche participative mise en œuvre dès l'identification et la formulation des projets, la Coopération luxembourgeoise a su adapter ses interventions aux besoins spécifiques de chaque pays partenaire, comme l'illustrent les exemples de projets ci-dessous.

Agriculture et sécurité alimentaire / développement rural intégré

Appui au développement territorial dans le département de Dosso au Niger

À la suite d'un premier projet de développement rural intégré dans le département de Dosso (NIG/010), le gouvernement nigérien a demandé à la Coopération luxembourgeoise de concevoir un projet qui prenne en compte la nouvelle organisation administrative et politique issue du processus de décentralisation, avec la création des communes rurales comme nouveaux partenaires du développement. Le projet NIG/015 a ainsi été formulé en 2004-2005 avec les lignes directrices suivantes :

- consolider les acquis du projet NIG/010 et étendre l'intervention à l'ensemble du département de Dosso ;
- rééquilibrer autant que possible les investissements en infrastructure de

base et les investissements dans les domaines de la production agricole, sylvicole, halieutique, pastorale et artisanale ;

- harmoniser les interventions par la prise en compte des programmes des autres partenaires au développement présents dans le département ;
- confirmer l'intégration du projet dans la stratégie de réduction de la pauvreté et la stratégie de développement rural.

Le projet NIG/015, qui a démarré en octobre 2005, constitue de fait une recherche-action dans le domaine de la décentralisation et de son articulation avec les programmes sectoriels, en intégrant la dimension territoriale du développement et la recherche de mécanismes de durabilité. Il vise à promouvoir une dynamique de développement territorial en favorisant l'accès des ruraux aux opportunités économiques et sociales, en améliorant la gestion des ressources naturelles et en renforçant les capacités des institutions publiques et privées, ainsi que des organisations rurales.

Au cours de ses quatre années d'activité, le projet a permis aux communes d'élaborer leurs plans de développement communaux, les infrastructures socio-économiques des communes ont été renforcées (adductions d'eau potable, aménagements hydro agricoles, marché villageois et magasin de stockage) et la construction de routes d'accès a permis de désenclaver les villages du département. En parallèle, le projet a soutenu un grand nombre d'initiatives et fourni des

services d'appui permettant d'accroître la production agricole et pastorale, en collaboration avec d'autres partenaires financiers tels que la FAO.

Le processus de pérennisation des investissements doit cependant encore être consolidé; les membres des comités de gestion villageois mis en place avec l'appui du projet ont certes suivi des formations, mais ces instances ne sont pas encore suffisamment fonctionnelles.

Agriculture et sécurité alimentaire au Mali

Le programme de sécurité alimentaire dans la région de Ségou et dans le cercle de Yorosso au Mali (MLI/018) a pour objectif de renforcer la capacité de production économique rurale et de renforcer l'autonomie et la solvabilité des ménages. Il s'appuie sur les résultats d'un projet antérieur (MLI/004 Aménagement de la plaine de San) dans le domaine de la riziculture, tout en diversifiant et reproduisant ses interventions dans d'autres zones.

Le programme agit selon trois axes :

- renforcer les capacités des services techniques déconcentrés et des collectivités territoriales en matière de développement rural, d'aménagement du territoire et de gestion durable des ressources naturelles;
- améliorer le potentiel de production agricole et les conditions de transformation des produits agro-sylvo-pastoraux;
- permettre aux bénéficiaires de gérer et d'exploiter de façon autonome et

durable les aménagements agricoles et les entreprises de transformation des produits.

Concrètement, le projet doit permettre d'aménager et de mettre en valeur 600 ha de bas-fonds et 20 périmètres maraîchers au profit d'associations de producteurs agricoles. Il prévoit aussi de faciliter la mise en place d'une cinquantaine d'unités de transformation agro-alimentaire, sélectionnées sur la base de leur faisabilité technique et de leur rentabilité économique.

Développement rural dans la province de Bolikhamxay au Laos

Le projet LAO/021, qui s'intègre dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, appuie la mise en oeuvre des plans de développement socio-économique dans les trois districts les plus défavorisés de la province de Bolikhamxay.

Dans une première étape, le projet renforce les capacités des bureaux du Ministère du Plan et de l'Investissement au niveau des districts et des provinces, afin de leur permettre de concevoir, mettre en œuvre et suivre les plans de développement socio-économique. Leur responsabilité est de coordonner les plans de développement et d'investissement des ministères techniques et de s'assurer qu'ils sont cohérents avec les priorités nationales. Ils doivent aussi davantage prendre en compte les demandes émanant des habitants au niveau des villages.

Le résultat de ce processus est un plan d'investissement et de développement

Développement local



“ Nous possédons une petite ferme dans le village de Cay Me, situé près de la ville de Hoa Binh, dans la province de Nghe An. Nous produisons du riz, du maïs et des légumes, principalement pour notre propre consommation. Nous élevons aussi des poulets et des vaches. Les poules nous fournissent de la viande et des œufs, et les vaches constituent une forme d'épargne à laquelle nous avons recours en cas de besoin financier urgent ou imprévu. Notre principal souci est de générer des revenus financiers pour nos besoins quotidiens, une préoccupation partagée par la plupart des habitants de Cay Me.

Avec neuf autres familles du voisinage, nous avons monté, avec l'appui de la station vétérinaire de la commune, un groupe d'intérêt pour l'élevage de porcs nains (*potbelly pig*). Ce type d'élevage est adapté aux difficiles conditions climatiques et environnementales de la région et les animaux peuvent être nourris avec les aliments locaux.

Avec l'appui du projet, nous avons reçu une truie et une autre famille a reçu un verrat. La station vétérinaire nous a donné trois formations sur l'élevage des porcs. Après la naissance de la première portée, les porcelets ont été distribués aux autres membres du groupe.

Notre truie donne deux portées par an, avec en moyenne 13 porcelets par portée. Nous nous partageons les tâches liées à l'élevage au sein de la famille, car l'alimentation des porcs prend beaucoup de temps. Nous retirons environ 400 EUR de la vente des porcelets, ce qui représente de 40 à 50% de nos revenus financiers.

”

.....

Famille Lo Thanh,
village de Cay Me,
province de Nghe An, VIETNAM

socio-économique cohérent pour chaque district, qui puisse ensuite servir de base à des requêtes de financement.

La deuxième étape prévoit précisément de financer des projets d'infrastructures sociales de base de même que des infrastructures productives, dont le besoin aura été identifié durant le processus de planification. Ce dispositif présente l'avantage d'offrir aux autorités et institutions provinciales et de district une prévisibilité des investissements à venir et les incite

à élaborer des projets de qualité qui doivent répondre à un certain nombre de critères pour être éligibles à un financement. La qualité de la mise en œuvre est également prise en compte pour l'octroi des fonds ultérieurs.

Le troisième volet du projet concerne l'extension du système de microcrédit démarré par le projet précédent et la création d'une institution de microfinance de 2^e niveau pour financer les activités productrices des habitants.

Développement rural dans l'ouest de la province de Nghe An au Vietnam

Cette intervention se situe dans une des provinces les plus étendues mais aussi une des plus pauvres du Vietnam ; elle se concentre dans trois districts isolés et montagneux de la province de Nghe An (Con Cuông,

Tuong Duong et Ky Son) qui comptent 53 communes, 475 villages et environ 33 000 foyers.

Un premier projet avait été consacré à l'amélioration des systèmes d'irrigation et d'eau potable, dans le but d'accroître la production agricole (VIE/007,

“ Le système d'irrigation, qui est essentiellement constitué d'un barrage en gabions, est un des 100 projets de développement agricole de petite échelle soutenus par le projet VIE/014. Du fait de sa conception très simple, la construction du barrage a pu être réalisée en moins de deux mois. Le coût total de la construction est d'environ 14 000 EUR dont 13 300 ont été apportés par le projet et 700 par les villageois, sous forme de matériaux et de main d'œuvre. L'ouvrage mesure 40 m de long et 2 m de haut. Il permet de surélever d'un mètre le niveau de l'eau en amont, ce qui à son tour, avec l'appoint d'un autre cours d'eau, permet d'irriguer 50 ha de terres et d'obtenir deux récoltes de riz par an.

Les bénéficiaires du système d'irrigation sont 1 500 personnes d'ethnie thai (320 foyers) qui vivent dans les villages de Na Can et Ban Lung et trouvent leurs ressources principalement dans l'agriculture.

Avant la construction du barrage en gabions, pour pouvoir effectuer deux récoltes annuelles, les villageois devaient reconstruire deux à trois fois par an un barrage temporaire en bois et pierres qui était régulièrement emporté par les eaux en cas de forte pluie. En raison du manque de fiabilité de ce système d'irrigation, la productivité du riz n'était alors que 4 tonnes/ha/récolte. Grâce au nouveau système d'irrigation, la productivité atteint 6 tonnes/ha/récolte. Ceci signifie que chaque année, le système d'irrigation permet de produire 120 tonnes de riz supplémentaires et les villageois ne perdent plus leur temps à reconstruire le barrage. Cependant, le système requiert un entretien de la part des villageois, notamment après les crues de la saison des pluies.

Ce type de barrage en gabions est le premier à être construit dans la province de Nghe An. Au total, le projet finance la construction de cinq barrages de ce type. Leur coût de construction ne représente que 10 à 15 % d'un barrage en béton, tout en assurant la même fonction. ”

.....
Famille Lo Thanh,
village de Cay Me, province de Nghe An, VIETNAM

Développement local

54



1994-2002). À partir de 2002, l'approche a évolué en se focalisant non plus sur la simple mise en place d'infrastructures, mais en visant à améliorer la capacité de production agricole de la région, afin d'accroître les moyens de subsistance de la population (VIE/014, 2002-2009).

Cette vision plus large du développement rural a entraîné d'importants changements dans la manière d'exécuter le projet: il a commencé par renforcer les capacités de planification et de gestion au niveau communautaire en appuyant l'élaboration de plans de développement villageois avec la participation effective des habitants. Sur la base des plans de développement villageois, 100 projets de développement agricole à petite échelle ont ensuite été conçus et mis en œuvre. Parallèlement, le projet a passé un accord avec la « *Vietnam Bank for Agriculture and Rural Development* » et a mis en place un fonds de garantie pour les prêts accordés par cette banque aux agriculteurs. 1 325 foyers dans 64 villages ont ainsi bénéficié de crédits qui ont principalement servi à l'achat de bétail et de buffles.

Un deuxième axe de travail du projet VIE/014 a été le renforcement des services de vulgarisation agricole dans les trois districts. Le projet a mené des essais et des démonstrations de culture dans le but d'améliorer et de diversifier les pratiques agricoles et d'accroître les rendements.

Le troisième axe de travail a été consacré à des travaux d'infrastructure visant à améliorer l'accès à ces zones reculées: construction de ponts suspendus pour

véhicules légers et de routes rurales, réalisation d'adductions d'eau potable et de systèmes d'irrigation.

Cette approche participative et pluridisciplinaire a permis d'accroître les revenus des familles vivant dans ces zones reculées, pour lesquelles la sécurité alimentaire est un souci majeur. Pratiquement tous les villages ont enregistré une augmentation de la production alimentaire, même si les progrès varient en fonction des conditions d'accès.

L'institutionnalisation de la planification participative par les autorités provinciales n'est cependant pas allée aussi loin que prévu et la participation des paysans aux activités découlant des plans de développement villageois est restée faible, notamment en raison d'un système de prise de décision qui fonctionne du haut vers le bas, et de l'éloignement des villages par rapport aux centres de décision.

La troisième phase de l'intervention (VIE/028, 2009-2013) est une phase de consolidation et de pérennisation des activités qui s'appuie sur les leçons apprises et capitalise les succès des projets antérieurs. Le nouveau projet a été recentré sur la lutte contre la pauvreté et se concentre sur les 33 communes les plus pauvres des trois districts. Il cible les groupes ethniques désavantagés dont les revenus proviennent surtout de l'agriculture pratiquée sur les hauteurs sèches (par opposition aux fonds de vallées plus humides). Son objectif est d'améliorer les conditions de vie des populations

“ Suite à la campagne d’information et de sensibilisation, la mairie a demandé aux associations de soumettre des projets d’amélioration du cadre de vie. Avec l’appui de l’ONG APSRU, nous avons élaboré un projet de pavage qui s’est trouvé trop ambitieux. C’est ainsi que les femmes ont réfléchi ensemble et ont identifié le site du FESMAMA qui valorisera au mieux notre culture, notre fierté tout en améliorant notre cadre de vie. Le projet a été transmis à l’ONG APSRU qui est notre partenaire. Tout le monde parle de ce projet et la population de Markala attend avec impatience sa réalisation.

En plus de ses effets sur l’image de Markala, le local et l’emplacement permettront aux femmes de valoriser certaines activités économiques.

Avec le démarrage des activités du CREPA, qui nous accompagne dans l’assainissement liquide, nous sentons déjà les premiers effets car nous avons reçu une formation pour mieux mener nos campagnes d’information et d’animation. Ceci nous a permis de mieux comprendre les dangers liés à l’insalubrité. Nous devons maintenant améliorer nos capacités d’organisation pour répondre aux nombreux besoins. ”

.....

Madame SANGARE ROKIA MACALOU,
Trésorière du Collectif des Associations pour l’Assainissement
et l’Embellissement du Cadre de Vie, Markala, MALI

55

“ Le MLI/017 est le premier programme en matière d’assainissement qu’a connu la région de Ségou à travers des volets qui prennent en compte les trois problématiques majeures de l’assainissement dont la résolution constitue une priorité pour les collectivités territoriales, à savoir : la gestion des déchets solides, des déchets liquides et l’aménagement urbain (gestion des eaux pluviales, réalisation des espaces verts, pavage,...). Les actions identifiées nous permettent de faire un grand bond vers l’avant notamment à travers :

- la sensibilisation et la formation des collectivités par des relais, des associations féminines, des élus locaux et des comités d’hygiène ;
- le renforcement des capacités des services techniques déconcentrés par un appui logistique et un coaching sur le terrain ;
- la mise en place de structures pérennes pour assurer la continuité des actions d’assainissement.

La contribution des élus dans les campagnes de sensibilisation accentue les changements de comportement. Ces derniers constituent sans nul doute un gage de réussite des actions futures. ”

.....

Yacouba TAMBOURA,
Ingénieur d’Agriculture et du Génie rural, Directeur régional de l’assainissement et du contrôle des pollutions et nuisance de Ségou, MALI

Développement local



Avant [l'intervention de la Coopération luxembourgeoise] nous avions un petit château d'eau qui ne permettait pas d'alimenter tout le monde surtout pour les maisons en hauteur ou éloignées. Aujourd'hui, non contents de nous laver, de boire, de faire tout ce qu'on veut grâce à l'eau en abondance, nous envisageons même de pratiquer le maraîchage grâce au nouveau forage. Le réseau d'adduction d'eau a été étendu, la pression de l'eau est forte et les sept quartiers de Ngourane sont alimentés. Nous avons aussi des abreuvoirs modernes et de grande capacité qui ont été construits compte tenu du fait que nous sommes dans une zone d'élevage, et Ngourane est une étape pendant la transhumance. Nous avons bénéficié d'ouvrages de qualité, il suffit de voir les tuyaux, même à Kébémér ils n'en ont pas de pareils.

Il faut noter d'abord la gestion participative autour du forage, les membres de l'ASUFOR ont été formés en matière de gestion, de facturation des consommations. Le comité directeur de l'ASUFOR compte aujourd'hui une quinzaine de membres dont sept femmes.

56

Ensuite, la mise en place de l'ASUFOR a permis de poser des compteurs et de rétablir l'équité dans la facturation de l'eau aux ménages, car auparavant il y avait un tarif unique alors que les niveaux de consommation des ménages étaient différents.


Enfin, la création d'emplois, même si elle est minime, existe quand même : des releveurs, des personnes chargées de réparer le réseau en cas de panne ont été formés et sont embauchés à cet effet.

D'autres effets du nouveau forage, c'est que grâce à la présence de l'eau dans les foyers, nous sommes en mesure de sensibiliser les enfants à la propreté et à l'hygiène, nous veillons à la propreté des enfants de 0 à 3 ans de la case des tout-petits, des écoles coraniques et de l'école française.

En plus, ce forage nous ouvre des perspectives puisque, depuis bientôt un an, le village a été érigé en chef-lieu de communauté rurale ce qui implique que nous aurons bientôt un marché hebdomadaire, nous pouvons dès à présent envisager que nos femmes et nous-mêmes menions des activités génératrices de revenus comme l'agriculture, le maraîchage grâce à l'eau pour développer économiquement notre village.



Comité de gestion de l'ASUFOR,
village de Ngourane, SÉNÉGAL



bénéficiaires, à travers l'amélioration et la diversification de la production agricole et la mise en place d'infrastructures adéquates. Les activités du projet prévoient de renforcer les approches participatives, de développer les activités de crédit rural, de développer un cursus pour la formation agricole centrée sur les productions d'altitude et de renforcer les liens de collaboration entre les trois niveaux administratifs (province, district, commune).

L'intervention, qui au total aura duré près de 20 ans et qui est restée focalisée sur le développement rural dans la partie la plus montagneuse de la province de Nghe An, aura ainsi progressivement évolué de la construction d'infrastructures directement menée par le projet, vers le renforcement des capacités des acteurs locaux à tous les niveaux et la mise en place de systèmes reproductibles et pérennes permettant de répondre aux besoins spécifiques de la partie la plus pauvre de la population. Le degré de complexité s'est accru, l'approche est devenue plus systémique, le renforcement des capacités s'est substitué à la mise en œuvre directe. Cette évolution s'est faite avec le concours de la population bénéficiaire, des autorités locales, d'institutions financières et d'institutions représentant la société civile.

Eau et assainissement

Eau et décentralisation au Sénégal, au Mali et au Niger

Lux-Development met en œuvre des projets d'approvisionnement en eau potable

dans les trois pays du Sahel (Sénégal, Mali, Niger), au Cap-Vert et en Amérique centrale. Contrairement à l'Amérique centrale où les projets d'eau potable interviennent surtout dans des zones d'habitat concentré, les zones d'intervention au Sahel sont principalement rurales ou semi urbaines. Les problématiques et les approches sont donc différentes, tant en ce qui concerne l'approvisionnement en eau potable que l'assainissement.

S'agissant de l'eau potable, les réseaux d'eau en zone rurale sahélienne ne sont pas remis à une entreprise nationale chargée de leur fonctionnement et de leur entretien. Ce rôle échoit soit aux communes qui en sont les maîtres d'ouvrage comme au Niger, soit à des associations d'usagers des forages dans les cas du Mali et du Sénégal. Dans les deux situations, la participation citoyenne est essentielle et la bonne gouvernance est un élément-clé de la pérennisation des résultats du projet. Au Niger, le projet NIG/116, cofinancé par l'Union européenne, a donné lieu à une relecture des plans de développement communaux pour y intégrer les aspects « eau, hygiène et assainissement » et il a permis de replacer la gestion des ouvrages hydrauliques et de l'assainissement dans une perspective plus large qui reprend l'ensemble des enjeux liés à l'usage des ressources naturelles.

Plus encore que pour l'eau potable, le thème de l'assainissement nécessite d'importantes actions d'information, éducation et communication, pour d'obtenir des changements durables de

Développement local

58



comportements et de pratiques. L'IEC passe souvent par les enfants et donc par la formation des enseignants.

Les projets d'eau et d'assainissement peuvent être l'occasion de développer une prise de conscience des responsables locaux de la dégradation qualitative et quantitative des ressources en eau et de la nécessité d'entreprendre des actions préventives de protection de la ressource.

Dans le cas du Sénégal, le projet SEN/026 d'accès à l'eau potable et à l'assainissement s'inscrit dans le cadre unifié d'intervention coordonné par le Programme d'Eau Potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM) avec lequel il collabore sur plusieurs aspects : gestion future des réseaux d'eau potable, appui au dispositif de suivi-évaluation, élaboration de plans locaux d'hydraulique et d'assainissement.

Eau et assainissement au Cap-Vert

Au Cap-Vert, le manque de ressources en eau constitue un des principaux obstacles au développement socio-économique du pays. Les problèmes d'approvisionnement en eau, tant pour les besoins ménagers que pour l'agriculture, via l'irrigation, s'aggravent chaque année, notamment en raison de la croissance démographique et de l'urbanisation de la population. La problématique est particulièrement importante sur l'île de Fogo, où seulement 51 % de la population a accès à l'eau potable. Les familles pauvres, dispersées dans les zones rurales, sont

les plus touchées et une bonne partie d'entre elles s'approvisionne à des fontaines publiques ou grâce à des camions-citernes.

À Fogo et sur l'île voisine de Brava, la production et la distribution de l'eau sont assurées par la société Aguabrava. Lux-Development a formulé le projet CVE/070 pour renforcer cette entreprise sur les plans techniques, commerciaux, administratifs et financiers, en se basant sur les expériences des projets antérieurs, financés par les coopérations luxembourgeoise et allemande.

Le renforcement institutionnel mis en œuvre par le projet porte notamment sur la mise en place d'un nouvel organigramme et la formation du personnel, l'élaboration de nouveaux statuts, la réalisation d'un cadastre technique et commercial et la mise en service d'un nouveau logiciel de gestion commerciale et d'un logiciel de gestion administrative et financière et sur l'application d'une nouvelle tarification. Le projet procède aussi à des améliorations techniques sur les réseaux de distribution de l'eau existants.

Ces actions progressent à bon rythme mais les décisions de type politique tardent à être prises. La situation financière de l'entreprise est difficile, notamment en raison des coûts élevés de production (dus aux nombreuses stations de pompage rendus nécessaires par le relief escarpé) qui ne sont pas couverts par les tarifs actuellement pratiqués. Des arbitrages difficiles doivent être rendus,

“ La société Aguabrava fait un travail digne dans le domaine de l’approvisionnement de l’eau potable aux populations des îles de Fogo et Brava, grâce aux investissements de la Coopération luxembourgeoise, qui appuie cette société pour surmonter les problèmes de gestion et améliorer l’approvisionnement en eau potable.

Aujourd’hui on constate un progrès notable par rapport au passé récent. Le projet en cours a eu un impact positif pour la population des deux îles qui sont bien desservies, malgré les prix appliqués qui sont un peu élevés. ”

.....
José Ferreira,
habitant de São Felipe, Ile de Fogo, CAP-VERT

“ La restructuration de Aguabrava, financée par la Coopération luxembourgeoise, a permis de la reconvertir en une société plus fonctionnelle, opérationnelle et active.

Avec les investissements de la coopération, la société a réussi à se moderniser et à continuer les extensions de réseaux d’eau domiciliaire et publique, réduisant ainsi le déficit d’accès à l’eau potable. De ce fait, grâce aux investissements de la coopération, la société a réussi des niveaux de couverture de réseaux domiciliaires à Brava, proches de 100%.

Le grand défi se trouve dans le traitement de l’eau de Brava qui a des teneurs en fluor et sodium supérieures aux normes de l’OMS. La Coopération luxembourgeoise envisage de financer le traitement de ces eaux.

Un autre grand défi est la remise en état de l’éolienne de Brava. Ces travaux, outre l’amélioration de l’approvisionnement en énergie de l’île, auront aussi pour effet d’améliorer le système d’approvisionnement en eau potable de l’île (dont les dépenses en énergie sont très importantes). ”

.....
Camilo Gonçalves,
Maire de Brava, Ile de Brava, CAP-VERT

Développement local



entre la rentabilité financière de la société d'une part, et la demande sociale qui est d'étendre le réseau de distribution jusque dans les zones les plus élevées et de maintenir des prix abordables, d'autre part.

Le projet travaille aussi sur le volet assainissement en menant une expérience pilote de toilette sèche dans une zone qui ne bénéficie pas de l'eau courante. Ce type de toilette procure des avantages sur le plan de la santé, de l'environnement et de l'agriculture.

Enfin, le projet a réalisé une étude technique en vue de la réhabilitation de l'éolienne à Brava qui permettra, après travaux, de garantir l'alimentation électrique des stations de pompage. La maintenance future de l'installation devra également être organisée.

Programme d'eau potable et d'assainissement au Nicaragua

Le Luxembourg finance des projets d'eau potable et d'assainissement au Nicaragua depuis 1999. Il s'est au départ agité de projets indépendants les uns des autres visant à approvisionner en eau potable des centres semis urbains à l'habitat relativement concentré (NIC/008, NIC/012) ou à agrandir un réseau d'assainissement en milieu urbain (NIC/011). La priorité était donnée à la réalisation d'infrastructures dont le fonctionnement et l'entretien étaient confiés à l'entreprise nationale chargée de l'eau et de l'assainissement, ENACAL. Tous les projets d'eau potable en Amérique centrale

ont, dès leur conception, intégré le volet assainissement dans ses aspects d'évacuation et/ou traitement des eaux usées et des matières fécales.

Une nouvelle approche a été développée dans le cadre du projet NIC/021. Elle porte sur le renforcement des capacités d'intervention et l'amélioration des résultats opérationnels de l'opérateur ENACAL, dans les trois départements du nord du pays: réalisation d'un cadastre technique et commercial des réseaux, collecte et analyse des données d'exploitation, organisation des filiales, formation du personnel. De plus, le projet appuie ENACAL pour lui permettre d'optimiser ses infrastructures d'eau potable et d'assainissement: diagnostic des infrastructures existantes, réalisation de schémas directeurs, définition des priorités d'investissement pour la rénovation et l'extension des réseaux. Le troisième axe de travail est consacré à l'évacuation des eaux usées. Dans un souci de santé publique, Lux-Development a, dans tous ses projets en Amérique centrale, systématiquement et dès le départ traité en parallèle eau potable et assainissement. Les solutions mises en œuvre ont été adaptées aux conditions locales: type d'habitat, type de sol, revenus des habitants, existence de réseaux d'assainissement, etc. Dans le cas du projet NIC/021, une gamme de solutions est proposée: réalisation de collecteurs dans les centres urbains et construction d'une station d'épuration, ou systèmes individuels d'assainissement dans les petites localités.

“ Depuis les premiers contacts que la municipalité de Palacagüina a eus avec la Coopération luxembourgeoise en 2003, trois maires se sont succédés à la tête de la commune mais ils ont tous eu la sagesse de privilégier la continuité de l'action menée par Lux-Development. L'objectif du projet NIC/012 était, d'une part, d'améliorer quantitativement et qualitativement l'approvisionnement en eau potable dans la commune et, d'autre part, de résoudre la problématique de l'environnement dans la commune en apportant des solutions durables, tant pour le traitement des eaux usées que pour l'évacuation des déchets solides.

Cette volonté permanente, indépendamment des fluctuations politiques, permet actuellement à la commune de Palacagüina d'être citée en exemple, notamment pour la gestion des déchets solides. Nous recevons fréquemment des délégations municipales venant d'autres régions du pays qui sont très intéressées par notre système de gestion des déchets et la gestion de notre décharge.

Qui plus est, le projet a sensibilisé les habitants à la problématique des eaux usées. Celles-ci étaient déversées dans les rues où elles s'accumulaient et créaient des problèmes de santé, produisaient de mauvaises odeurs et provoquaient des conflits de voisinage. Le projet a appuyé la réalisation de petits ouvrages domestiques de traitement et d'infiltration ou de recyclage des eaux usées, avec un taux de couverture supérieur à 80% du centre urbain. Ces systèmes relativement simples permettent aujourd'hui à la commune de présenter un aspect beaucoup plus propre. ”

.....

Luz Amparo García,
Maire de la commune de Palacagüina, NICARAGUA

61

Gestion des ressources naturelles

Aménagements forestiers et gestion des ressources naturelles au Burkina Faso

Cette intervention se situe dans la région des Hauts-Bassins autour de la ville de Bobo-Dioulasso. Elle a donné lieu à deux phases : dans un premier temps, le projet BKF/007 (2002-2006) a été consacré à l'aménagement participatif des deux forêts classées de Diendéresso et du Kou. Dans une deuxième étape, le projet BKF/012 en cours offre un appui à la gestion des ressources naturelles dans le bassin de Bobo-Dioulasso.

Le projet BKF/007 avait pour objectif essentiel d'assister le gouvernement du Burkina Faso dans la mise en œuvre de son Programme National d'Aménagement des Forêts (PNAF) par la restauration de la productivité agro-sylvo-pastorale des ressources naturelles aux alentours de la ville de Bobo-Dioulasso, afin d'améliorer le niveau de vie des populations riveraines, d'approvisionner la ville en bois de feu, d'améliorer la gestion de l'offre en produits forestiers, de préserver l'environnement et la biodiversité, de sécuriser les ressources en eau de la ville et d'améliorer les zones de loisirs. Son objectif spécifique était de restaurer et de préserver le couvert végétal des forêts classées.

Développement local



“ Notre région a été durement touchée par le passage de l’ouragan Mitch en octobre 1998. Dans la commune de San Fernando, l’ouragan a totalement détruit le système précaire de distribution d’eau potable.

Pendant plusieurs années, la population n’a eu que deux options : acheter de l’eau potable en bouteille ou obtenir quelques gouttes du liquide distribué, sans traitement adéquat et en quantité très insuffisante, par le système provisoire installé par ENACAL après la catastrophe. La qualité du service était si mauvaise que nous n’avons jamais pu le facturer.

Entre 2003 et 2005, le projet NIC/012 a appuyé ENACAL à définir et réaliser la réhabilitation de l’aqueduc de San Fernando. Grâce au projet qui a construit une unité de traitement et un réservoir, les 515 usagers reliés au réseau reçoivent de manière continue de l’eau potable d’excellente qualité et ENACAL a pu reprendre la facturation de l’eau dont les clients s’acquittent volontiers et sans retard.

A l’heure actuelle, avec l’appui du nouveau projet NIC/021, nous mesurons les indicateurs de gestion de notre réseau et nous continuons à sensibiliser les usagers sur l’utilisation rationnelle de l’eau potable. Avec un pourcentage d’eau non comptabilisée de seulement 22%, nous sommes fiers d’être en tête du classement des filiales d’ENACAL dans le département de Nueva Segovia.



62

.....
Wilmer Ortez,

Chef de filiale d’ENACAL, commune de San Fernando, NICARAGUA

L’orientation conceptuelle du projet était de briser le cercle vicieux de la pauvreté liée à la destruction de l’environnement : la diminution de la pauvreté diminue également la pression humaine sur les ressources forestières fragilisées et, inversement, la restauration de l’environnement permet de générer des revenus durables. Le projet a représenté une contribution significative à la réalisation des objectifs globaux de développement affichés dans le nouveau programme-cadre de gestion durable des ressources forestières.

Le projet BKF/012 prolonge et amplifie les acquis de la phase précédente en

incluant deux autres forêts classées : Kua et Kuinima. Ses actions visent à renforcer les capacités en matière de gestion des ressources naturelles des acteurs déconcentrés, décentralisés et non étatiques, à restaurer et gérer de manière participative et durable les forêts classées périurbaines de Bobo-Dioulassao, à appuyer les conseils villageois de développement et les communes limitrophes des forêts à actualiser et mettre en œuvre les plans de gestion des terroirs et à engager un processus d’intégration territoriale des forêts classées périurbaines, des zones limitrophes et de la ville de Bobo-Dioulasso.

“ Jusqu’en 2002, les forêts classées de Dindéresso et du Kou subissaient de fortes agressions de la part des populations riveraines, conséquences des conditions de vie très précaires. Le projet BKF/012 intervient depuis 2003 avec une approche participative pour sauvegarder ces forêts tout en créant des activités alternatives pour améliorer les conditions de vie des populations riveraines.

L’accès à l’eau était difficile pour les femmes de Sakaby et les moyens de subsistance insuffisants. La venue du projet a donc été salubre pour nous. Il nous a aidé à réhabiliter l’ancien forage défectueux, à implanter un nouveau forage et à installer un moulin à grains. En juin 2003, le Groupement de Gestion forestière (GGF) de Sakaby fut mis en place et formé pour une gestion rationnelle des ressources forestières.

Avec les autres membres du GGF, femmes et hommes, j’ai appris à construire des foyers améliorés, à pratiquer l’agroforesterie, à enrichir le sol avec la fumure organique, à fabriquer du savon de karité, à pratiquer la teinture et à améliorer les techniques d’élevage de la volaille, des aulacodes et des porcs.

Présentement, la mise en œuvre de ces activités contribue à renforcer la solidarité et la cohésion du groupe des femmes, mais permet aussi un accroissement de notre pouvoir d’achat pour subvenir à nos besoins.

Avec l’installation des forages et du moulin, l’accès à l’eau potable est désormais facile et le temps pour moudre le grain a été réduit. Les revenus générés par ces installations servent à leur entretien mais participent aussi à l’aménagement du cadre de vie du village. Par exemple, cela nous a permis de contribuer à la construction d’une salle polyvalente et au bornage du cimetière du village.

En outre, fortement sensibilisées et formées sur la nécessité des ressources forestières dans la vie communautaire, nous pratiquons désormais des activités collectives et individuelles de reboisement et d’exploitation de bois et d’autres produits forestiers. Nous avons même réalisé un bosquet. Tout cela a contribué à diminuer l’exploitation anarchique de la forêt et à la préserver pour nos enfants. ”

63

Marie Gabrielle Sanou,

50 ans, est veuve et mère de six enfants. Elle est trésorière de l’Union des Groupements de Gestion Forestière (UGGF), une organisation faîtière chargée de la co-gestion des forêts classées de Dindéresso et du Kou avec le Service forestier de l’État. Madame Sanou est membre du Groupement de Gestion Forestière de son village, Sakaby, situé dans la périphérie de Bobo-Dioulasso,

BURKINA FASO

Développement local



64

Ce projet se caractérise par une forte participation des populations à la gestion des ressources forestières et naturelles et par une intégration marquée de ses actions dans les instances et les mécanismes de décision et de gestion locale, comme en témoigne la trésorière de l'Union des Groupements de Gestion Forestière des forêts classées de Dindéresso et du Kou. Il répond aux directives nationales en matière d'aménagement forestier participatif, définies par le Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie. Il a mis en œuvre une approche de partenariat avec les autres structures gouvernementales et non gouvernementales, basée sur la concertation et la complémentarité des compétences et des moyens. Il joue ainsi un rôle de facilitateur et d'intermédiaire en cherchant à mettre en place des synergies durables entre les acteurs.

Développement local, décentralisation et gouvernance

Développement local et tourisme au Nicaragua

Le projet NIC/022 « *Ruta del Café* » propose un concept novateur qui vise à renforcer les processus de développement économique local, promus par le gouvernement nicaraguayen, dans lesquels le tourisme se présente comme un facteur de développement territorial dont les bénéficiaires finaux sont les communautés et les habitants des zones d'intervention.

La création des routes touristiques par l'institut nicaraguayen du Tourisme (INTUR) a pour but de consolider le sec-

teur du tourisme en tant qu'alternative de développement socio-économique, de garantir la pérennité des modèles de développement touristique et de redistribuer les bénéfices du tourisme dans une double perspective, sociale et territoriale.

Le projet NIC/022 a pour objectif d'encourager et de renforcer les politiques municipales de développement touristique et les capacités entrepreneuriales par le biais de la formation et de l'assistance technique, de concevoir de nouveaux produits touristiques, ainsi que de promouvoir et commercialiser la Route du Café au plan national et international.

L'approche retenue par le projet est de faire de la planification participative une stratégie de développement économique local, en permettant à l'ensemble des acteurs publics et privés et à la société civile de dialoguer et de définir leurs priorités. Dans les cinq départements du nord du Nicaragua qui constituent sa zone d'intervention, le projet a ainsi appuyé l'élaboration de 31 plans touristiques municipaux et de cinq plans départementaux. 28 circuits touristiques ont été définis, ce qui a accéléré la coordination entre les acteurs, publics et privés, car les circuits suivent une logique territoriale de complémentarité des ressources, de l'offre touristique et des services. La planification participative a aussi permis de dépasser les clivages politiques et de privilégier les logiques de développement local.

Sur la base des plans touristiques municipaux, le projet a cofinancé 31 projets

“ La réalisation du projet touristique (aménagement de l'accès et des espaces autour de la maison natale du poète Ruben Darío) a eu un impact social, culturel et économique. Les rues principales de Ciudad Darío étaient obstruées, alors qu'historiquement cette ville était un lieu de commerce. Le projet est un succès ; l'aménagement a été favorablement reçu par la population et par les visiteurs nationaux et internationaux, puisqu'il a permis de créer des places de stationnement à proximité de la Maison natale de Ruben Darío.

Le projet a généré un nouveau dynamisme et de nouvelles activités économiques et nous disposons d'un espace où le comité départemental du tourisme peut organiser des animations.

L'Institut nicaraguayen de la Culture (INC) avait fait réhabiliter cette maison emblématique qui représente l'histoire de notre fierté nicaraguayenne, le poète Ruben Darío. Nous avons entrepris des discussions avec l'INC pour que la commune puisse gérer la Maison natale et nous avons demandé du personnel spécialisé pour gérer ce site historique.

Il faudra recruter davantage de personnel pour améliorer l'accueil des visiteurs, ce qui va créer de nouveaux emplois. Ce projet représente un pas vers le développement touristique de Ciudad Darío. C'est une contribution à la culture des habitants de Ciudad Darío, car la culture avait été oubliée par le passé et le projet est venu lui redonner de l'éclat. ”

.....
Angel Rafael Cardoza Orozco,
Maire de Ciudad Darío, NICARAGUA

65

démonstratifs de petites infrastructures touristiques publiques dont certaines sont considérées comme exemplaires, tels que le canyon de Somoto pour la participation des communautés locales à la mise en place d'un produit touristique, ou la forteresse d'Ocotol pour la création d'un nouvel espace de culture et de loisirs.

Le projet finance aussi des animations touristiques dans le but de sensibiliser les acteurs locaux à l'importance de ces animations pour l'économie locale et des retombées financières qu'elles peuvent engendrer.

La formation occupe une place centrale dans le projet : des cycles de formation

aux différents métiers du tourisme sont organisés en collaboration avec l'École nationale d'Hôtellerie, ce qui a permis de faire jouer les synergies entre les projets NIC/022 et NIC/018. Ces formations sont essentielles pour améliorer l'offre touristique locale, dont 75% relève du secteur informel.

Afin de faciliter l'accès des petites et moyennes entreprises de tourisme au crédit, le projet et l'INTUR ont mis en place un fonds de développement des PME dont la gestion a été confiée à une banque privée. Le taux pratiqué est très compétitif et les garanties à présenter sont comparables à celles du marché. Ce fonds connaît un grand succès puisque tous les financements disponibles ont été

Développement local



alloués et la banque n'a enregistré aucun retard de paiement. En amont, le projet aide les entrepreneurs à élaborer leurs plans d'affaires et met à leur disposition une assistance pour renforcer la qualité technique des dossiers.

Le projet mène également un programme pilote de promotion et de commercialisation de l'offre touristique de la Route du Café. Après la phase de lancement, les apports financiers du projet ne sont plus significatifs et sont relayés par l'initiative privée, ce qui garantit le caractère durable des stratégies.

Enfin, la dimension environnementale est fortement prise en compte par le biais d'un partenariat avec l'organisation *Rainforest Alliance* qui a développé une méthodologie se basant sur le concept de développement touristique durable.

Appui au processus de décentralisation au Sénégal

Le programme de coopération entre le Sénégal et le Luxembourg comporte une composante (SEN/023) dont l'un des objectifs est de renforcer les dispositifs et les mécanismes de concertation, de coordination et de suivi-évaluation au niveau régional et local. L'échelon régional convient particulièrement à ce type de coordination, car il est au carrefour des politiques sectorielles nationales, des dynamiques de décentralisation et des modes de participation citoyenne.

Le programme Sénégal-Luxembourg a ainsi signé une convention-cadre avec

le Programme national de Développement local qui définit les grandes lignes de l'intervention auprès des collectivités territoriales et en assure la cohérence. En termes concrets, le programme a facilité l'organisation de l'atelier national de cadrage des conférences d'harmonisation qui devait définir les modalités pratiques de mise en œuvre de ces conférences au niveau régional, dont l'instauration découle du processus de décentralisation.

Le programme vient surtout directement en appui aux trois Agences régionales de Développement (ARD) de sa zone d'intervention, en réponse à leurs besoins et plans d'action spécifiques, sur la base du plan d'action élaboré par chaque ARD. Il facilite ainsi la mise en place et la redynamisation des cadres régionaux de concertation sectorielle et des cadres locaux de concertation dans les collectivités locales.

Le programme appuie également les ARD pour la mise en place d'outils de suivi et évaluation des différents programmes sectoriels en cours. Il a aussi financé une étude sur l'organisation et le fonctionnement des instances de gouvernance sectorielle.

L'ensemble de ces actions concourt à renforcer les capacités des acteurs locaux à mieux planifier et mettre en œuvre leurs actions de développement.

Parallèlement, le programme comporte un volet de renforcement des capacités des collectivités locales et des citoyens



La Coopération luxembourgeoise
est bénéfique pour la région [de Louga] depuis
ces quatre dernières années pour trois raisons :

- Le renforcement de capacités des élus locaux et des partenaires techniques locaux est un premier axe du programme et nous en bénéficions ;
- Le second axe est tout le programme en matière d'environnement que nous devons dérouler avec l'agence régionale de développement de Louga : protection de l'environnement, lutte contre les feux de brousse, restauration des sols.

Lux-Development a mis à notre disposition des outils financiers et matériels ;

• Le troisième axe, c'est la création d'une entente inter-régionale entre Louga et Saint-Louis qui résulte du fait que le Conseil régional a toujours voulu développer, de manière judicieuse, les énormes potentialités agricoles autour du Lac de Guiers. Ce souhait est rendu possible grâce à la mise en place de cette entente qui bénéficie du concours financier de Lux-Development puisque sur les 21 millions EUR dégagés pour formuler des projets et des programmes d'accompagnement des populations locales pour l'exploitation et le développement des potentialités autour du Lac de Guiers, 80% proviennent du financement du Luxembourg. La question de l'impact du programme n'est pas seulement liée au montant mais aussi et surtout à la qualité et à la facilitation de l'accès à la ressource.

J'estime que l'impact du programme luxembourgeois se mesure en termes d'efficacité de l'intervention et nous sommes satisfaits de son implication et de son approche participative. Lux-Development joue un rôle de *joint-venture*, de complémentarité, de subsidiarité à l'endroit du Conseil Régional pour développer ses capacités d'intervention sur le terrain. Son intervention dans le développement local est centrée sur des questions clés qui sont des questions structurantes et qui ont donc un impact immédiat.



.....

Momar Lo,
Chargé du développement économique local,
Conseil régional de Louga, SÉNÉGAL

pour une bonne gouvernance locale effective, dont la mise en œuvre est confiée à une ONG nationale. Celle-ci travaille notamment sur les thématiques du développement local, de la citoyenneté dans les établissements de formation professionnelle et technique et de la gouvernance dans la gestion des ressources naturelles.

Développement local

Liste des projets en cours d'exécution par Lux-Development dans le secteur du développement local et des différentes sous-composantes.

Eau et assainissement

Albanie	ALB/002	Eau et Assainissement dans la Région du Diber
Albanie	ALB/003	Appui à la Réalisation de la Stratégie du Traitement des Eaux usées
Cap-Vert	CVE/069	Eau São Domingos - Phase II
Cap-Vert	CVE/070	Eau et Assainissement Fogo et Brava
El Salvador	SVD/017	Eau et Assainissement dans l'Orient du Salvador
El Salvador	SVD/019	Appui institutionnel à ANDA
Mali	MLI/008	Hydraulique villageoise dans le Cercle de Barouéli
Mali	MLI/017	Programme d'Accès à l'Eau potable, à l'Assainissement de Base et à l'Aménagement urbain dans la Zone de Concentration sud du PIC II
Namibie	NAM/338	Eau et Assainissement à Omaheke et Otjozondjupa
Namibie	NAM/343	Formalisation des Agglomérations informelles à Rundu et Katima Mulilo
Namibie	NAM/345	Décentralisation des Services d'Eau rurale - Kavango et Caprivi
Nicaragua	NIC/021	Programme d'Eau potable et d'Assainissement à Nueva Segovia, Madriz et Estelí
Sénégal	SEN/012	Eau potable et Assainissement en Milieu rural à Thiès et Louga
Sénégal	SEN/026	Accès à l'Eau potable et à l'Assainissement dans les zones rurales des Régions de Thiès et de Louga

Agriculture et sécurité alimentaire

Monténégro	YUG/009	Projet de Renforcement du Secteur laitier au Monténégro - Phase III
Mali	MLI/004	Aménagement de la Plaine de San Ouest
Mali	MLI/018	Programme de Sécurité alimentaire dans la Zone de Concentration sud du PIC II
Namibie	NAM/334	Institut de Développement agricole de Mashare
Vietnam	VIE/014	Développement rural dans l'Ouest de la Province de Nghe An
Vietnam	VIE/019	Projet d'Irrigation de Nam Tuan
Vietnam	VIE/020	Jacinthes d'Eau à Can Tho

Gestion des ressources naturelles

Monténégro	YUG/012	Développement de la Sylviculture au Monténégro - phase II
Burkina Faso	BKF/012	Projet d'Appui à la Gestion des Ressources naturelles dans le Bassin de Bobo-Dioulasso

“ Le programme a contribué, entre autres, au renforcement des capacités de l'Agence régionale de développement [de Saint-Louis] au plan des ressources humaines et au plan des moyens logistiques. Surtout le renforcement de capacités des cadres de l'ARD, ce qui nous a permis d'améliorer le niveau d'expertise de l'ensemble des agents avec des formations en planification, en gestion, saisie et traitement des données et pour une meilleure maîtrise de certaines démarches méthodologiques en matière de gestion et d'animation des entreprises compte tenu de la nouvelle réforme de l'Enseignement technique et la Formation professionnelle (ETFP).

Avec les collectivités locales nous avons pu mettre en place des cadres de concertation qui leur ont permis de régler un problème majeur de la décentralisation qui est l'implication des populations aux décisions de définition et de mise en œuvre du développement local. Grâce à Lux-Development, nous avons travaillé dans trois communautés rurales pour mettre en place les cadres de concertation du village, de la zone et du niveau communautaire et dans trois communes où nous avons mis en place les conseils de quartiers et les collectifs de quartier. Nous avons travaillé pour, justement, qu'ils participent au processus de développement local et nous avons fait avec eux des projets dans le cadre de l'émergence de l'esprit de citoyenneté. Je pense que l'apport de ces populations pour prolonger l'action des collectivités locales est extrêmement important. ”

.....
Bouna Warr,
 Directeur de l'Agence régionale de Développement de
Saint-Louis, SÉNÉGAL

69

Développement rural et gouvernance locale

Serbie	SRB/013	Appui à la Municipalité de Novi Pazar - Phase II
Cap-Vert	CVE/035	Infrastructures routières à Santo Antão
Laos	LAO/011	Projet de Développement rural intégré à Pakkading
Laos	LAO/412	Appui aux Initiatives communautaires à Oudomxay
Laos	LAO/014	Projet de Développement rural intégré à Bolikhan
Laos	LAO/021	Développement intégré à Bolikhamxay
Namibie	NAM/340	Appui au Marché de Ngweze et au Centre artisanal de Katima
Niger	NIG/015	Projet Dosso Ma Za'ada Appui au Développement territorial dans le Département de Dosso
Rwanda	RWA/022	Développement de l'Économie rurale du Bugesera
Tunisie	TUN/023	Développement intégré de Trois Zones d'Ombre du Gouvernorat de Kairouan
Vietnam	VIE/023	Projet de Développement local à Quang Diên
Vietnam	VIE/028	Développement rural à l'Ouest de Nghe An



SOMMAIRE

BUREAU DE DAKAR	74
BUREAU DE HANOÏ	84
BUREAU DE MANAGUA	94
BUREAU DE OUAGADOUGOU	102
BUREAU DE PRAIA	110
BUREAU DE PRISTINA	118
AUTRES PAYS	126

//// Lux-Development Nos programmes



72

Managua

Nicaragua
El Salvador
Équateur

Pristina

Kosovo
Monténégro
Serbie

Dakar

Sénégal
Mali

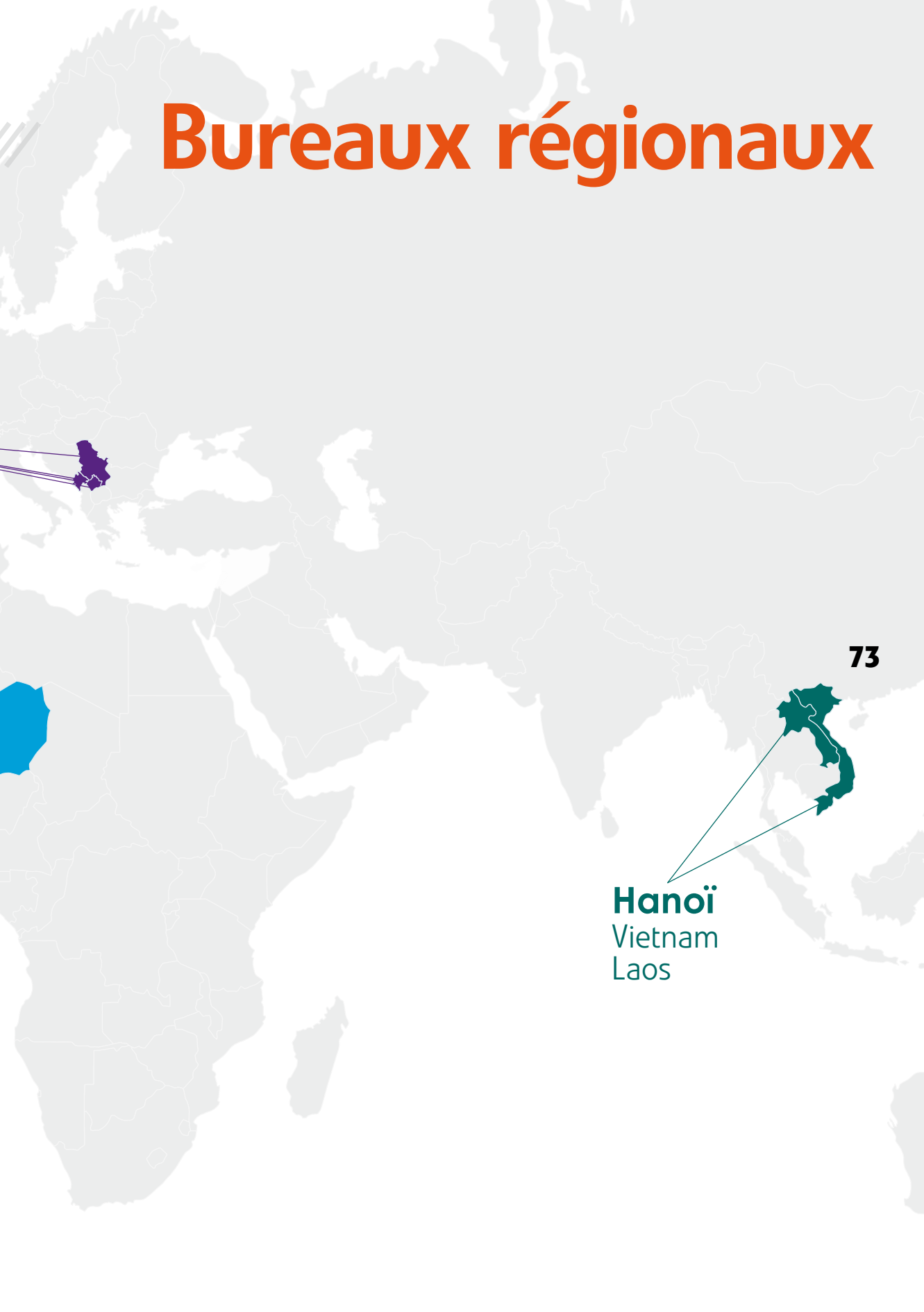
Praia

Cap-Vert

Ouagadougou

Burkina Faso
Niger

Bureaux régionaux



73

Hanoï
Vietnam
Laos



Dakar

Sénégal
Mali

166/182

Indice de développement humain
en 2008 | Sénégal

13 443 225

Population | Mali © CIA Factbook

1 240 192 km²

Superficie | Mali

2.71 %

Taux d'accroissement de la population | Sénégal

116/1000

Mortalité infantile | Mali

178/182

IDH 2008 | Mali

74

59/1000

Mortalité infantile | Sénégal

59

Espérance de vie à la naissance
Sénégal

19.1

18.1

17.1

Moyenne d'âge de la population | Sénégal

13 711 597

Population | Sénégal © CIA Factbook

196 722 km²

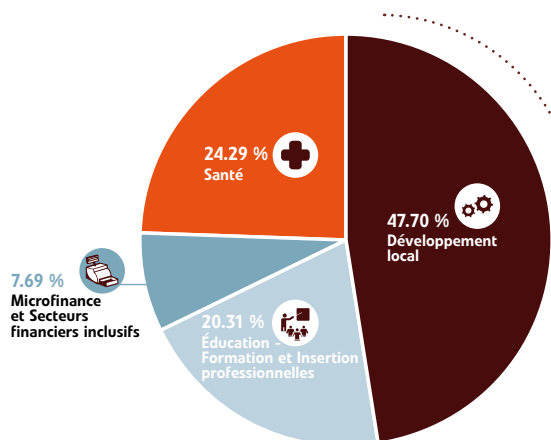
Superficie | Sénégal



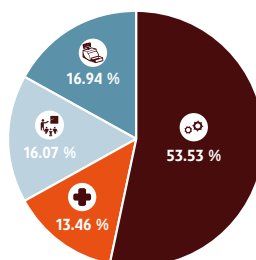
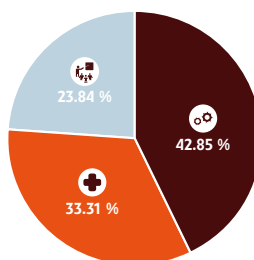


Dakar

Sénégals
Mali

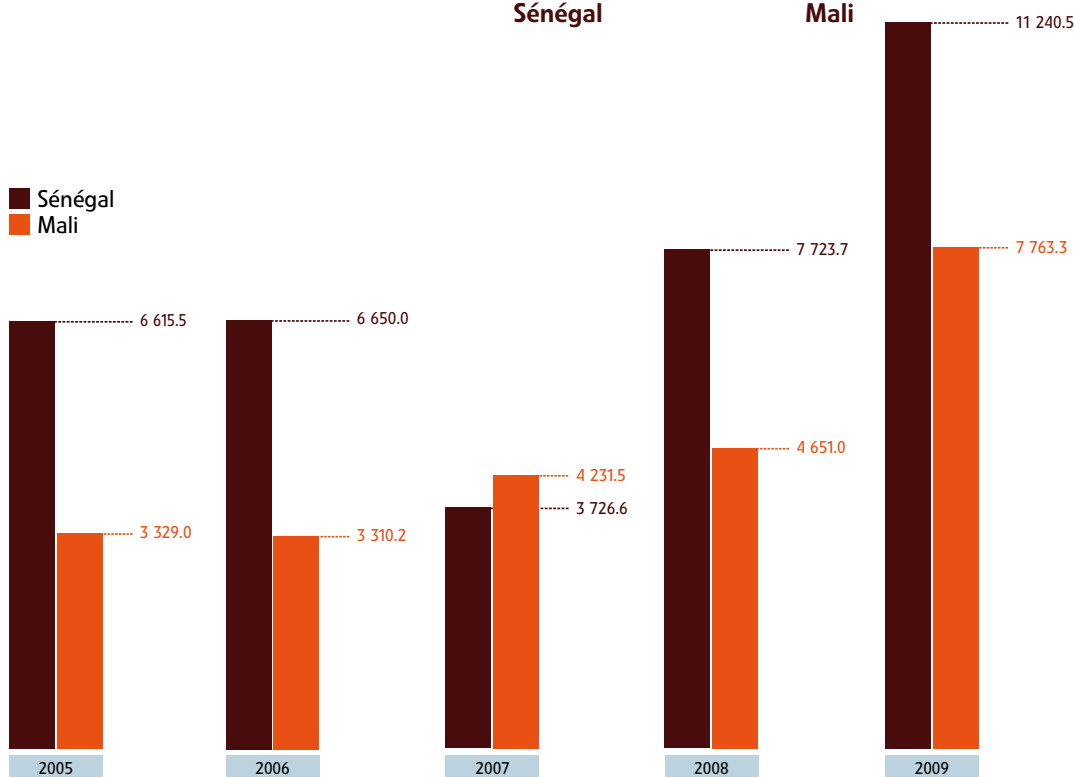


Distribution par secteur des déboursements 2009 du bureau de Dakar



76

■ Sénégal
■ Mali



Évolution des activités au Sénégal et au Mali (en milliers EUR)



Représentant régional | Igor Wajnsztok

Les programmes couverts par le Bureau régional de Dakar ont connu une année 2009 particulièrement intense pour assurer la concrétisation de la mise en œuvre opérationnelle après la période de lancement du deuxième semestre 2008.

Les comités de pilotage tenus en février ont permis d'entériner les plans d'actions et de valider des plans de suivi-évaluation ambitieux.

Disposant de modalités d'exécution spécifiques, ces programmes ambitionnent d'être exemplaires en terme de qualité du suivi.

Au **Sénégal**, la Coopération luxembourgeoise se positionne en qualité de chef de file dans le sous-secteur de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle et comme co-chef de file dans le sous-groupe de l'Hydraulique rurale, rendant notre action particulièrement visible.

Au **Mali**, nous avons choisi de loger près de 30 % des fonds du programme auprès de l'Agence nationale d'Investissement des Collectivités locales pour assurer le financement de près de 500 actions qui seront réalisées sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités. Ce processus réforme nos modalités habituelles de mise en œuvre, représente un enjeu important d'effort d'alignement sur les procédures nationales et rend particulièrement marqué le renforcement des capacités que nous organisons au bénéfice de ces collectivités.

Le programme régional AFR/017 « Promotion de Secteurs financiers inclusifs dans la Zone UEMOA », suit avec une attention toute particulière les réalisations des actions d'adaptation et de renforcement de la supervision de la microfinance en zone Union européenne Monétaire Ouest-africaine (UEMOA) dans le nouveau cadre réglementaire qu'exécute la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) au titre de la convention signée fin 2008.

L'ensemble de ces programmes présente des axes fortement orientés vers le développement local et propose en particulier une valorisation des structures et des cadres existants, tant au niveau local que régional, dans le pilotage des actions.

Les résultats attendus en terme de renforcement i) des dispositifs et mécanismes de concertation, de coordination et de suivi-évaluation au niveau local et régional, ii) des capacités des collectivités locales et des citoyens pour une bonne gouvernance locale effective, iii) de la participation effective des groupes les plus vulnérables et des femmes au développement local, ont été attentivement déclinés dans l'ensemble des actions et sont portés par les composantes d'accompagnement spécifiques aux deux programmes Sénégal et Mali.

Notons aussi le démarrage du projet des Manuscrits de Tombouctou et les avancées de la formulation du projet d'adduction d'eau potable dans le quartier de Sénou à Bamako.

Enfin, quatre projets au Sénégal et quatre au Mali sont en phase de clôture au terme de l'année 2009 et seront définitivement clos dans le courant de l'année 2010.



Dakar

Sénégal
Mali



Sénégal



SEN/014 Centre Hospitalier Abass Ndao - Phase II

En vue de renforcer les acquis et d'accompagner l'hôpital vers son autonomie financière, le projet a pu bénéficier d'une rallonge financière en 2008. Les dernières activités y relatives seront finalisées au courant du premier semestre 2010.

Budget total EUR : 3 095 000

2003-2010

Déboursés 2009 : 227 943

78

SEN/025 Programme de Santé de Base

En appui à la mise en œuvre du Plan national de Développement sanitaire (PNDS), ce programme du PIC II permettra d'appuyer le développement et le renforcement du système de santé dans les régions de Louga, Matam et Saint-Louis.

Budget total EUR : 11 500 000

2008-2012

Déboursés 2009 : 3 516 160



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

SEN/016 Lycée d'Enseignement technique et de Formation professionnelle de Thiès

Démarré en septembre 2003, le projet a permis d'appuyer la construction et la mise en service de ce lycée qui a accueilli ses premiers élèves en 2006. Les dernières actions de consolidation du projet finiront courant du premier semestre 2010 et le lycée continuera de bénéficier d'une attention particulière au travers du programme SEN/024 du PIC II.

Budget total EUR : 12 824 093

2003-2010

Déboursés 2009 : 412 368

SEN/018 Appui aux Centres d'Enseignement technique féminin de la Région de Saint-Louis

Le projet a permis la construction, respectivement la réhabilitation, et la mise en service des Centres d'Enseignement technique féminin des villes de Saint-Louis, Matam, Podor et Dagana. Seules les actions relatives à l'insertion des élèves sortants n'ont pas pu être finalisées et seront poursuivies au titre du programme SEN/024 du PIC II.

Budget total EUR : 4 552 115

2002-2010

Déboursés 2009 : 7 751



SEN/024 Formation technique et professionnelle et Insertion professionnelle

Suite logique des appuis luxembourgeois au secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle au Sénégal, le programme SEN/024 contribue à la mise en œuvre de la politique sectorielle sénégalaise de la Formation professionnelle et technique dans le cadre du Programme décennal de l'Éducation et de la Formation (PDEF), tout en poursuivant les efforts déployés dans les projets précédents.

Budget total EUR : 14 190 000

2008-2012

Déboursés 2009 : 2 259 752



DÉVELOPPEMENT LOCAL

79

SEN/012 Eau potable et Assainissement en Milieu rural à Thiès et Louga

Ce projet, après avoir pu bénéficier de plusieurs rallonges, aura permis à plus de 100 000 habitants des deux régions concernées d'avoir un accès durable à l'eau potable. La fin des actions d'accompagnement des usagers et des gestionnaires des infrastructures, constituant la dernière activité, est prévue pour la fin du premier semestre 2010.

Budget total EUR : 8 658 115

2000-2010

Déboursés 2009 : 874 788

SEN/023 Composante d'Accompagnement des Programmes du PIC 2007-2011

La composante d'accompagnement du PIC II garantit la cohérence stratégique et opérationnelle des programmes bilatéraux dans leur ensemble et accompagne ces appuis sectoriels avec des appuis spécifiques au profit de la bonne gouvernance et de la société civile.

Budget total EUR : 4 090 000

2008-2012

Déboursés 2009 : 883 836

SEN/026 Programmes d'Accès à l'Eau potable et à l'Assainissement dans les Zones rurales des Régions de Thiès et de Louga

En appui à la mise en œuvre du Programme d'Eau potable et d'Assainissement du Millénaire (PEPAM), ce programme SEN/026 intervient dans les régions de Thiès et de Louga au profit de 62 000 bénéficiaires en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et près de 68 000 bénéficiaires en ce qui concerne le volet assainissement liquide exécuté en partenariat avec le Centre régional pour l'Eau Potable et l'Assainissement à faible coût (CREPA).

Budget total EUR : 14 220 000

2008-2012

Déboursés 2009 : 3 057 870



Dakar

Sénégal
Mali



Mali



MLI/005 Décentralisation des Services sociaux de Base – Bla et Tominian

Ancré dans le processus de décentralisation, le projet MLI/005 a permis d'accroître l'accessibilité, l'équité et la qualité des services sociaux de base offerts à l'ensemble des populations des cercles de Bla et de Tominian de la région de Ségou.

Budget total EUR : 3 460 000

2004-2009

Déboursés 2009 : 34 470

80

MLI/016 Programme d'Appui à la Santé de Base

En synergie avec les actions des autres partenaires, ce programme contribue à la mise en œuvre du Programme national de Développement socio-sanitaire (PRODESS II) dans la région de Ségou et le cercle de Yorosso de la région de Sikasso. Le programme tient compte de la spécificité des aires de santé à forte population en appuyant leur médicalisation.

Budget total EUR : 7 182 700

2008-2012

Déboursés 2009 : 1 223 143



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

MLI/019 Programme d'Appui à la Formation et à l'Insertion professionnelle

Avec comme objectif spécifique l'amélioration de l'accès des jeunes et des femmes à un emploi grâce à la formation professionnelle et au développement de la petite entreprise artisanale, ce programme vient directement en appui à la mise en œuvre de la politique malienne de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle dans la région de Ségou et le cercle de Yorosso de la région de Sikasso.

Budget total EUR : 13 657 700

2008-2012

Déboursés 2009 : 1 501 967



MICROFINANCE ET SECTEURS FINANCIERS INCLUSIFS

AFR/017 Promouvoir la Création de Secteurs financiers inclusifs dans la Zone UEMOA

Premier programme bilatéral d'ampleur de la Coopération luxembourgeoise dans le secteur de la microfinance, le programme AFR/017 vient en appui à la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour mettre en œuvre les actions prévues au titre du Programme économique régional (PER) de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) dans ce secteur.

Budget total EUR : 18 825 000

2008-2013

Déboursés 2009 : 1 382 892

AFR/018 Assistance technique à l'Union économique et monétaire Ouest-Africaine dans le Secteur des Télécommunications

Afin de permettre un développement ordonné du secteur des Technologies de l'Information et de la Communication à travers une coordination forte par la Commission, ce projet appuie la réalisation d'un état des lieux complet du secteur au niveau régional, la définition d'une stratégie commune, d'un schéma directeur, de son plan d'action et du rôle de l'UEMOA, de sa Commission et des États membres dans son exécution.

Budget total EUR : 900 000

2008-2011

Déboursés 2009 : 200 869



DÉVELOPPEMENT LOCAL

MLI/004 Aménagement de la Plaine de San

Grâce à une augmentation du budget de 3 000 000 EUR en 2007, le projet a pu dépasser les résultats quantitatifs escomptés avec l'aménagement de 829 ha de plaine rizicole en maîtrise totale de l'eau, la réhabilitation de 775 ha et l'amélioration des réseaux de circulation des eaux.

Budget total EUR : 6 300 000

2004-2009

Déboursés 2009 : 24 363



Dakar

Sénégal
Mali



MLI/008 Hydraulique villageoise dans le Cercle de Barouéli

Ce projet d'hydraulique villageoise tripartite République du Mali - République tchèque - Grand-Duché de Luxembourg, a permis la réhabilitation de 194 forages et la réalisation de 42 nouveaux forages équipés de pompes à motricité humaine. Les activités d'accompagnement des associations d'usagers et des collectivités territoriales se poursuivront sous la responsabilité des services techniques de l'hydraulique jusqu'en fin 2010.

Budget total EUR : 2 350 000

2006-2009

Déboursés 2009 : 375 648

MLI/009 Appui aux Initiatives locales de Gestion de l'Environnement urbain à Bamako

Né d'une initiative de l'association malienne Yeelen, ce projet a permis, à travers ses actions d'amélioration de l'environnement urbain, de changer fondamentalement le visage des quartiers bamakois de Missira, de Médina Coura, de Quinzambougou et de Bagadadji, d'y mettre en place des systèmes fonctionnels de collecte des déchets et d'appuyer les initiatives locales en matière d'amélioration et de gestion de l'environnement.

Budget total EUR : 1 750 000

2003-2009

Déboursés 2009 : 44 384

MLI/013 Renforcement des Capacités du Médiateur de la République du Mali

Ce projet d'appui institutionnel, impliquant fortement la Médiation luxembourgeoise, a visé un renforcement des capacités du Médiateur de la République du Mali.

Budget total EUR : 280 300

2006-2009

Déboursés 2009 : 8 357

MLI/014 Adduction d'Eau potable dans le Quartier de Sénou à Bamako

Ce projet qui vise à faire bénéficier les habitants du quartier bamakois de Sénou d'un accès à l'eau potable durable est toujours en phase de formulation. Son démarrage sera dépendant du démarrage des travaux de viabilisation du quartier.

Budget total EUR : 120 000

Formulation

Déboursés 2009 : 20 538

MLI/015 Collecte, Achat et Conservation des Manuscrits de Tombouctou

Ce projet, faisant suite à des appuis luxembourgeois multi-bi, est entré en exécution depuis avril 2009. Il appuie la conservation physique et numérique des manuscrits et l'exploitation scientifique ainsi que la diffusion de leur contenu. Un troisième résultat de taille devrait rendre son importance à cet immense patrimoine et permettre de l'intégrer dans l'élaboration des politiques, stratégies et programmes de développement locaux.

Budget total EUR : 4 000 000

2008-2014

Déboursés 2009 : 245 849



MLI/017 Accès à l'Eau potable, à l'Assainissement de Base et à l'Aménagement urbain dans la Zone de Concentration Sud du PIC II

En matière d'eau potable et d'assainissement liquide ce programme vient en appui à la mise en œuvre des actions prévues au titre du Programme national sectoriel Eau et Assainissement (PROSEA) avec la réalisation d'adductions d'eau potable au profit de plus de 80 000 bénéficiaires. Pour ce qui est des actions d'assainissement solide, elles concernent essentiellement des centres urbains de la région de Ségou et certaines communes de Bamako en construisant en partie sur les acquis du projet MLI/009.

Budget total EUR : 10 068 300

2008-2012

Déboursés 2009 : 2 554 218

MLI/018 Programme de Sécurité alimentaire

En construisant sur les acquis du projet MLI/004, ce projet permet l'aménagement et la mise en valeur agricole de plus de 600 ha de bas-fonds et de 20 périmètres maraîchers au profit d'associations de producteurs agricoles. D'autre part, il favorise la création de richesses à travers ses appuis aux initiatives de conservation, transformation et valorisation de la production agro-sylvo-pastorale.

Budget total EUR : 3 259 200

2008-2012

Déboursés 2009 : 306 040

MLI/020 Composante d'Accompagnement du PIC 2007-2011

Cette composante porte sur la bonne gouvernance et la promotion d'une culture de paix avec pour mandat de veiller également à la mise en cohérence des activités menées par les programmes sectoriels bilatéraux du PIC II. Dans ce cadre, le renforcement des capacités de planification et de gestion, la prise en compte des thématiques transversales dans la mise en œuvre des actions, le renforcement de l'équité sociale et la pérennisation des acquis constituent des axes de travail importants.

Budget total EUR : 6 832 100

2008-2012

Déboursés 2009 : 1 424 292

Hanoï

Vietnam
Laos

116/182 88 576 758

Indice de développement humain
en 2008 | Vietnam

Population | Vietnam (Juillet 2009)
© CIA Factbook

56

Espérance de vie
à la naissance | Laos

1.14 %

Taux d'accroissement de la population | Vietnam

84

90.30 %

Taux d'alphabétisation | Vietnam

71

Espérance de vie à la naissance
Vietnam

22/1000

Mortalité infantile | Vietnam

6 834 345

Population | Laos (Juillet 2009)
@CIA Factbook

133/177

Indice de développement
humain en
2008 | Laos

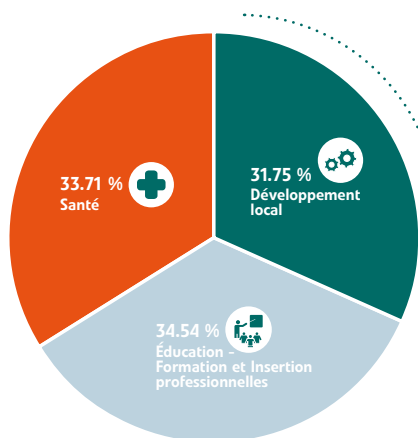
331 210 km²

Superficie | Vietnam

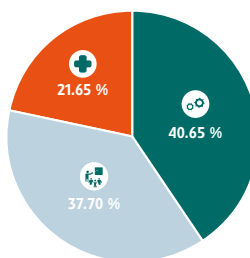


Hanoï

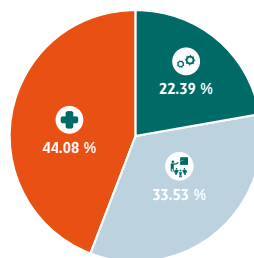
Vietnam
Laos



Distribution par secteur des déboursments 2009 du bureau de Hanoï

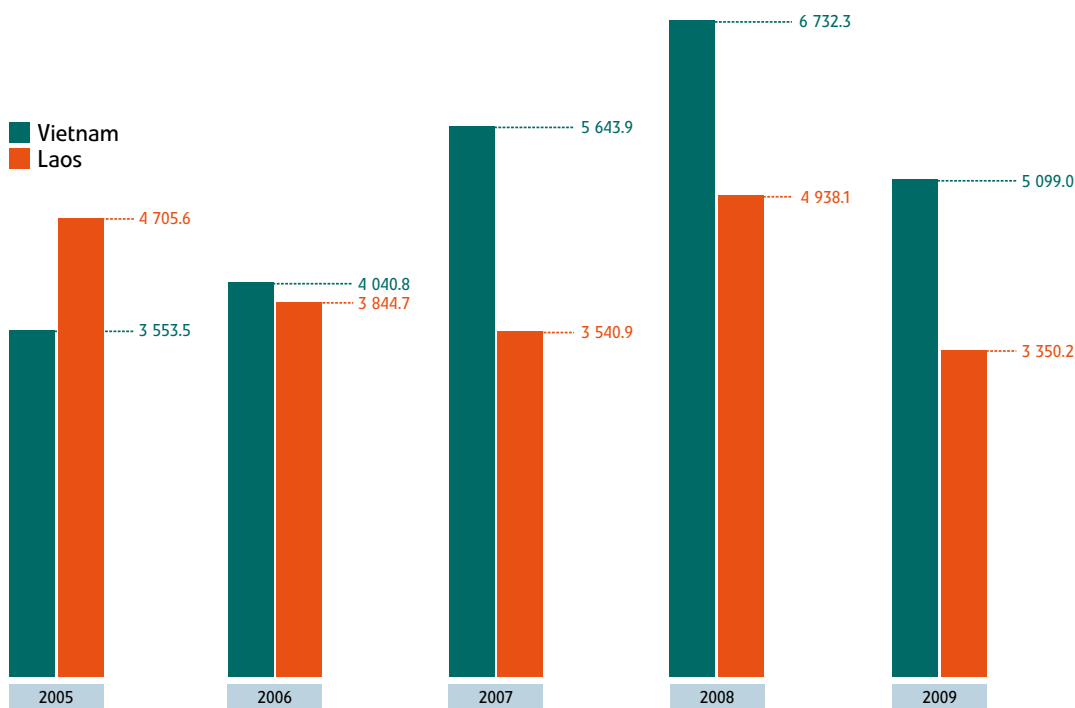


Vietnam



Laos

86



Évolution des activités au Vietnam et au Laos (en milliers EUR)



Hanoï

Représentant régional | Peter Heeres

Le Bureau régional de Hanoï coordonne les activités de Lux-Development du Vietnam et du Laos depuis 2002. Il travaille donc en étroite consultation avec l'ambassade de Luxembourg qui a l'avantage de se trouver sous le même toit. Le Bureau de liaison de Vientiane au Laos a été créé en 2001 et a été renforcé en novembre 2009 par un Chargé de Programme à temps plein. Les projets et programmes sont établis dans le cadre de la Déclaration de Hanoï pour le Vietnam et de la Déclaration de Vientiane pour le Laos qui sont des versions nationales de la Déclaration de Paris sur l'Efficacité de l'Aide.

Le programme actuel pour le **Vietnam** suit les lignes directrices du quinquennat du deuxième Programme indicatif de Coopération (PIC) 2006-2010 entre le Luxembourg et le Vietnam avec un budget de 50 millions EUR. Ce PIC met l'accent sur la réduction durable de la pauvreté.

Au cours de l'année 2009, le programme a été mis en œuvre au travers de 11 projets dans le domaine de la Santé, du Développement local, de l'Irrigation, de la Formation professionnelle et de la Formation bancaire. Un montant total de 5.1 millions EUR a été déboursé en 2009 et réparti comme suit : Santé 22 %, Développement local 41 %, Formation professionnelle 27 % et Formation bancaire 10 %.

Trois nouveaux projets ont vu le jour en 2009. Le projet « Santé à Bac Kan et Cao Bang » dans le secteur de la Santé a débuté en mai. Ce projet est étroitement lié au programme de santé de l'Union européenne et vise à augmenter l'accès et la bonne utilisation des services de soins de santé primaires par les pauvres. Deux projets ont démarré dans le secteur du Développement local : le projet Développement rural dans l'Ouest de la Province de Nghe An (Phase III) et le projet d'assistance technique dans le développement de petits commerces pour les plus pauvres des zones rurales à Cao Bang. Le programme « Renforcement des ressources humaines dans l'hôtellerie et l'industrie touristique au Vietnam » débutera en janvier 2010.

Dans le cadre de la coopération avec le **Laos**, 2009 est la troisième année du PIC de 35 millions EUR (2007-2010). Les documents politiques clés pour lesquels le programme est développé sont le Plan national de Développement socio-économique et la stratégie nationale d'éradication de la Pauvreté. Le programme a été mis en œuvre au travers de projets/programmes dans les secteurs de la Santé, du Développement local, de la Formation professionnelle autour du tourisme et de la Banque. Un total de 3.3 millions EUR ont été dépensés en 2009 dont 44 % pour la Santé, 22 % pour le Développement local, 33 % pour la Formation professionnelle et pour la Formation bancaire.

Le Programme d'Appui aux Initiatives de Santé a été prolongé en 2009 en vue d'intégrer la province de Vientiane ainsi que certaines activités en collaboration avec la Coopération belge par le biais d'un accord bilatéral entre les gouvernements de Belgique et du Luxembourg. Le Luxembourg est l'un des principaux bailleurs dans le secteur de la Santé au **Laos**. En 2010, une troisième phase d'une durée de quatre ans débutera dans le secteur du développement local dans la province de Bolikhamxay. Ce programme visera à améliorer les moyens de subsistance et la gouvernance dans les districts les plus pauvres de cette province.

Les PICs du Vietnam et du Laos ont fait l'objet d'une évaluation à mi-parcours organisée par le MAE fin 2009. Les principales observations des missions mentionnent que les programmes dans ce deux pays sont mis en œuvre de façon pragmatique, souple et réactive, ce qui est clairement apprécié par la plupart des intervenants. De nouveaux PICs pour le Vietnam et le Laos seront en préparation en 2010.

Hanoï

Vietnam
Laos



Vietnam



SANTÉ

VIE/013 Appui Santé à Hué

Après la mise en place et l'implémentation d'un fonds de maintenance avec l'hôpital de Hué, le projet a été clôturé fin septembre.

Budget total EUR : 1 075 500

2002-2009

Déboursés 2009 : 42 669

VIE/017 Appui au Secteur de la Santé dans la Province de Hung Yen

Pendant l'année 2009 le projet s'est concentré sur le suivi des derniers équipements fournis. Il s'est clôturé après la réception finale du plan de traitement des eaux usées de l'hôpital de Hung Yen.

Budget total EUR : 2 987 200

2003-2009

Déboursés 2009 : 12 983

VIE/024 Appui à la Chaîne du Froid - Réseau national de Transfusion sanguine

Après la vérification des sites pour la réception du matériel de la chaîne du froid, les équipements ont été installés dans 237 hôpitaux. En parallèle, des formations sur la maintenance des équipements de chaîne du froid ont eu lieu pour les utilisateurs et les gestionnaires des hôpitaux.

Budget total EUR : 3 100 000

2007-2010

Déboursés 2009 : 490 249

VIE/025 Appui à la Chaîne du Froid - Programme national d'Immunisation

Après l'installation des équipements dans les sites de vaccination en 2008, des discussions ont eu lieu en 2009 avec le programme élargi de vaccination sur les plans de maintenance à mettre en place et la gestion informatique des équipements, y compris les pièces de rechange.

Budget total EUR : 4 200 000

2007-2010

Déboursés 2009 : 381 173



VIE/027 Soutien à la Politique de Soins de Santé pour les Pauvres de Cao Bang et Bac Kan

Ce projet a démarré en mai et vise à augmenter l'accès aux soins de santé primaires de qualité pour les pauvres, ainsi que leur utilisation appropriée.

Budget total EUR : 4 999 100

2008-2012

Déboursés 2009 : 177 123



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

89

VIE/021 Formation professionnelle à Bac Kan

L'année a démarré avec le chantier de l'école. En parallèle, les équipements ont été commandés et partiellement livrés. Les curricula des quatre sections ont été finalisés et la formation des professeurs a continué.

Budget total EUR : 4 350 000

2005-2010

Déboursés 2009 : 1 400 057

VIE/026 Projet de Développement du Marché des Capitaux

Le projet soutient la *State Securities Commission* qui est responsable de la surveillance du secteur financier au Vietnam. Les experts techniques ont apporté leurs inputs en termes de surveillance du marché financier, de législations, de transactions boursières et de technologie informatique.

Budget total EUR : 3 000 000

2007-2010

Déboursés 2009 : 511 769

VIE/031 Renforcement des Ressources humaines dans le Secteur Hôtelier et le Secteur du Tourisme au Vietnam

2009 a permis de finaliser la formulation du projet qui va soutenir neuf écoles hôtelières au Vietnam du point de vue développement des capacités et renforcement institutionnel. Le projet va démarrer en janvier 2010.

Budget total EUR : 2 950 000

2009-2012

Déboursés 2009 : 16 416

Hanoï

Vietnam
Laos



DÉVELOPPEMENT LOCAL

VIE/014 Développement rural dans l'Ouest de la Province de Nghe An

Ce projet qui a démarré en 2002, a été clôturé en décembre avec la réception finale des ponts suspendus construits dans le cadre des projets d'infrastructure dans la province de Nghe An.

Budget total EUR : 7 758 000

2002-2009

Déboursés 2009 : 103 573

90

VIE/019 Projet d'Irrigation de Nam Tuan

Les défis de 2009 pour le projet d'irrigation de Nam Tuan ont été la finalisation des travaux d'irrigation, le soutien des associations d'usagers d'eau pour la gestion de l'eau, ainsi que la maintenance des canaux d'irrigation.

Budget total EUR : 3 293 100

2005-2010

Déboursés 2009 : 524 374

VIE/020 Jacinthes d'Eau à Can Tho

Les recherches sur les Jacinthes d'eau, les technologies « biogas » ainsi que sur l'aqua et l'agriculture financées par le projet, ont été clôturées en septembre. Beaucoup d'efforts ont été investis dans la formation des fermiers sur les nouveaux modèles testés avec succès.

Budget total EUR : 1 000 000

2006-2010

Déboursés 2009 : 311 083

VIE/023 Projet de Développement local à Quang Diên

Ce projet vise à contribuer à une réduction durable de la pauvreté et à un développement socio-économique dans le district de Quang Dien de la province de Thuan Thien Hue, particulièrement à travers le financement de petites infrastructures publiques.

Budget total EUR : 4 000 000

2007-2011

Déboursés 2009 : 813 357

VIE/028 Développement rural à l'Ouest de Nghe An

Cette troisième phase de développement rural dans la province de Nghe An a démarré en février. Le projet cible les communautés les plus pauvres dans trois districts montagneux.

Budget total EUR : 6 000 000

2008-2013

Déboursés 2009 : 263 219



VIE/029 Assistance technique dans le Développement des Affaires avec les Pauvres des Zones rurales à Cao Bang

Ce projet fournit de l'assistance technique pour renforcer les capacités des autorités de la province de Cao Bang dans le cadre de l'initiative « *Developing Business with the Rural Poor* » financée par le FIDA.

Budget total EUR : 2 475 044

2009-2012

Déboursés 2009 : 56 946

Laos

91



LAO/010 Formation d'Infirmières dans la Province de Vientiane

Suite à un impact indéniable sur le bon fonctionnement de l'hôpital Maria Theresa, le projet a pu être clôturé au deuxième trimestre 2009.

Budget total EUR : 1 475 550

2005-2009

Déboursés 2009 : 6 417

LAO/015 Projet de Santé dans la Province de Vientiane - Phase III

Ce projet a été clôturé en 2009. Les activités de soutien au financement de la santé publique ainsi que de renforcement des capacités seront poursuivies dans le cadre du programme d'appui aux initiatives de santé (LAO/017).

Budget total EUR : 5 544 052

2003-2009

Déboursés 2009 : 41 942

LAO/017 Programme d'Appui aux Initiatives de Santé

Le programme de santé, a pu bénéficier d'une rallonge en 2009 en vue d'intégrer la province de Vientiane dans sa composante décentralisée, ainsi qu'un soutien substantiel sur les renforcements des systèmes de santé.

Budget total EUR : 16 750 000

2007-2012

Déboursés 2009 : 106 776

Hanoi

Vietnam
Laos



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

LAO/008 Appui à l'École de Formation professionnelle de Khammouane

Le projet assiste le service provincial de l'éducation afin de renforcer les capacités et la qualité de l'école professionnelle de Khammouane et ceci pour fournir un personnel qualifié et adapté aux besoins du marché.

Budget total EUR : 3 295 997

2002-2009

Déboursés 2009 : 7 646

LAO/016 Formation professionnelle Finances et Banques

L'institut de formation bancaire reçoit un support pour le développement du curriculum et la mise en place d'une politique de développement des ressources humaines dans le secteur financier bancaire. Le projet participe également à la construction d'une bibliothèque.

Budget total EUR : 2 000 000

2007-2010

Déboursés 2009 : 373 861

LAO/020 Appui au Développement des Ressources humaines en hôtellerie et Tourisme

Ce projet a travaillé avec l'administration nationale du tourisme du Laos sur les concepts du futur Institut de Tourisme et d'Hôtellerie : organisation d'un concours d'architecture et d'un *business plan*. Les futurs enseignants sont partis en formation à Singapour et au Luxembourg.

Budget total EUR : 5 500 000

2008-2013

Déboursés 2009 : 735 893

LAO/023 Renforcer la Primauté du Droit à travers l'Éducation Universitaire Juridique

Grâce à l'appui luxembourgeois et dans le cadre de l'amélioration de la bonne gouvernance, le projet, en collaboration avec l'UNICRI (*United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute*), va renforcer les capacités de la faculté de droit, afin de proposer un enseignement de qualité dans des locaux adaptés.

Budget total EUR : 181 290

2009-2012

Déboursés 2009 : 5 984



DÉVELOPPEMENT LOCAL

LAO/011 Projet de Développement rural intégré à Pakkading

Ce projet visait à fournir un accès équitable à des services sociaux adaptés pour les plus pauvres du district de Pakkading afin d'augmenter leurs chances de participer au développement économique du district. Les activités du projet se sont achevées en 2009.

Budget total EUR : 5 900 000

2004-2009

Déboursés 2009 : 311 582

LAO/014 Projet de Développement rural intégré à Bolikhan

L'objectif du projet était d'assister le Gouvernement dans la mise en œuvre de sa stratégie de lutte contre la pauvreté, visant les 47 districts les plus pauvres. Le projet a amélioré les revenus des ménages, la sécurité alimentaire et les conditions de vie dans ce district qui a d'ailleurs été enlevé de la liste des 47 districts les plus pauvres à la suite de ce projet, clôturé en 2009.

Budget total EUR : 2 100 000

2004-2009

Déboursés 2009 : 48 439

LAO/021 Développement intégré à Bolikhamxay

Ce projet, qui va démarrer en 2010, s'intègre dans la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté. Il appuie la mise en œuvre du plan de développement socio-économique de la province de Bolikhamxay.

Budget total EUR : 6 000 000

2009-2012

Déboursés 2009 : 20 621

LAO/412* Appui aux Initiatives communautaires à Oudomxay

Le projet fournit de l'assistance technique pour ce qui est gestion, monitoring, évaluation et microfinance d'un programme financé par le Fonds International pour le Développement agricole, le Programme alimentaire mondial et le Ministère des Finances du Luxembourg. Le Luxembourg assure également le financement de la composante sur les services financiers ruraux du projet.

Budget total EUR : 2 905 550

2002-2010

Déboursés 2009 : 369 504

** Projet financé par le Ministère des Finances*



Managua

Nicaragua
El Salvador
Équateur

124/182

Indice de développement humain
en 2008 | Nicaragua

7 185 218

Population | El Salvador © CIA Factbook

21 041 km²

Superficie | El Salvador

1.78 %

Taux d'accroissement de la population | Nicaragua

22/1000

Mortalité infantile | El Salvador

106/182

IDH 2008 | El Salvador

94

25/1000

Mortalité infantile | Nicaragua

72

Espérance de vie à la naissance
Nicaragua

21

Moyenne d'âge de la population | Nicaragua

5 891 200

Population | Nicaragua © CIA Factbook

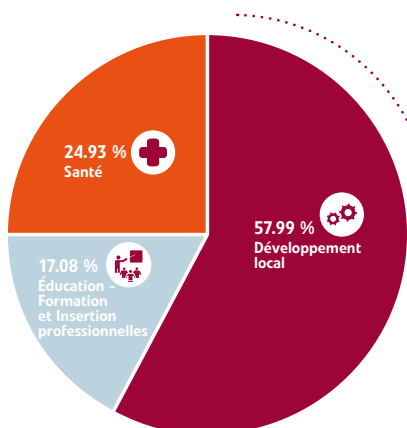
130 370 km²

Superficie | Nicaragua

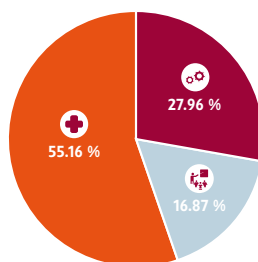


Managua

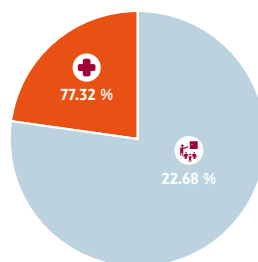
Nicaragua
El Salvador
Équateur



Distribution par secteur des déboursments 2009 du bureau de Managua



Nicaragua

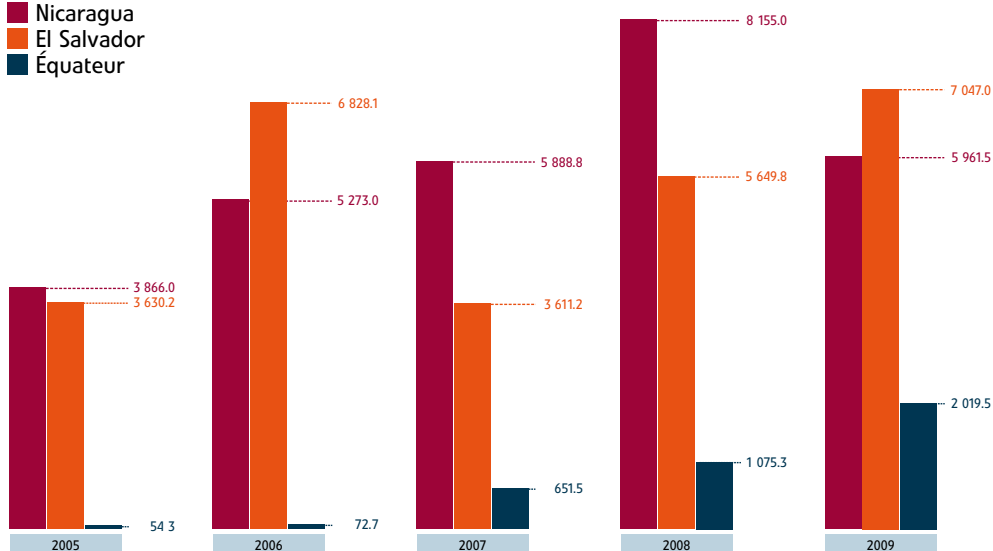


Équateur

* El Salvador : Développement local 100 %

96

Nicaragua
El Salvador
Équateur



Évolution des activités au Nicaragua, au Salvador et en Équateur (en milliers EUR)



Managua

Représentant régional | Pascal Rossignol

Le Bureau régional de Managua assure la coordination des programmes du Nicaragua, du Salvador et de l'Équateur. Au courant de l'année 2009, 15 millions EUR ont été investis dans la région, par le biais de 12 projets dans les trois pays. Dans l'ensemble, le programme appuie les secteurs prioritaires de la Coopération luxembourgeoise, à savoir la santé, la formation professionnelle, y compris l'eau potable et l'assainissement.

Au **Nicaragua**, le dialogue politique reste difficile avec l'administration nationale. Le questionnement des élections municipales et la dénonciation de fraude ont été largement couverts par les médias internationaux pendant la première moitié de l'année 2009. Dans un climat de manque de confiance par rapport au pouvoir électoral et à l'ordre institutionnel du pays, la communauté internationale a réagi en supprimant ou congelant divers programmes d'aide. Depuis, sans véritable évolution sur les débats de fond, et en l'absence d'une véritable position consensuelle, malgré les efforts déployés dans le contexte de la table ronde des bailleurs de fonds et en dépit d'un nouveau plan de gestion de l'aide officielle au développement soumis par le gouvernement, les grandes initiatives d'aide se prennent davantage au niveau bilatéral.

Au **Salvador**, nous sommes impliqués dans l'appui au réseau d'aide sociale *Red Solidaria* dont la cible est la lutte contre la pauvreté. Suite au processus électoral de 2009, ce programme a été rebaptisé (*Comunidades Rurales Solidarias*), légèrement remanié et complété pour toucher également les zones urbaines, sans que ne soient questionnés ses fondements. Par ailleurs, le gouvernement salvadorien s'est lancé dans la définition de nouvelles politiques dont la plus importante sera le Plan quinquennal pour le Développement économique et social, lequel comprend la stratégie nationale de Développement productif qui intéresse directement notre programme de coopération.

En **Équateur**, l'appui direct de la Coopération technique luxembourgeoise s'est achevé en 2009 par un transfert des dernières activités à nos contreparties.

Dès la fin 2008, le bureau régional a réalisé un important effort d'analyse du positionnement de notre programme par rapport au contexte propre à la région centraméricaine et aux perspectives d'adaptation aux évolutions de la coopération internationale visant l'amélioration de l'efficacité de l'aide (cadre des accords de Paris et Accra). Ainsi, diverses mesures permettant d'améliorer nos performances en termes d'appropriation, d'alignement et d'harmonisation ont été prises dans les différents secteurs de concentration, en phase avec la Vision 2012 de l'Agence.

Managua

Nicaragua
El Salvador
Équateur



Nicaragua



NIC/016 Transfusion sanguine

L'évaluation finale réalisée en 2009 a pu constater l'atteinte de tous les résultats initialement prévus dans les temps mais aussi la nécessité de continuer à renforcer les institutions garantes de la qualité de la transfusion sanguine au Nicaragua, le Ministère de la Santé et le Système National du Sang de la Croix Rouge nicaraguayenne.

Budget total EUR : 5 900 000

2005-2009

Déboursés 2009 : 1 006 281

NIC/020 Appui intégré aux SILAIS² de Masaya, Carazo et Rivas - Phase II

Le projet poursuit ses activités en attachant une attention particulière à l'appropriation de celles-ci par les contreparties locales, les SILAIS de Masaya, Carazo et Rivas et l'homologue national, le Ministère de la Santé. Un effort particulier dans ce sens a été réalisé en 2009 et sera poursuivi jusqu'à la fin du projet.

Budget total EUR : 8 310 000

2007-2011

Déboursés 2009 : 2 282 364



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

NIC/013 École professionnelle d'Hôtellerie de Managua

Exécuté en parallèle avec le projet NIC/018 – Appui à la formation en hôtellerie et tourisme au Nicaragua (qui constitue la seconde phase), les activités réalisées en 2009, concernent essentiellement quelques compléments en infrastructure sur l'École Hôtelière de Managua (ENAH).

Budget total EUR : 4 233 000

2003-2009

Déboursés 2009 : 75 146



NIC/018 Appui à la Formation en Hôtellerie et Tourisme au Nicaragua - Phase II

L'année 2009 a été l'année de la consolidation définitive; l'école est devenue une référence pour l'ensemble du secteur hôtelier, l'INTUR (Institut du Tourisme) et l'INATEC (Institut de Technologie), ainsi que l'ensemble de la formation professionnelle au Nicaragua.

Budget total EUR: 5 080 000

2006-2012

Déboursés 2009: 907 553

NIC/023 Formation de Techniciens en Électronique et en Soudure

S'appuyant sur les résultats satisfaisants du projet NIC/018 – Appui à la formation en hôtellerie et tourisme au Nicaragua, le projet NIC/023 se propose de renforcer les capacités nationales, afin de mettre en place un modèle de Système national des Qualifications et de la Formation professionnelle durable sur le plan technique et économique en intervenant d'abord dans les sous-secteurs de l'électricité/électronique, de la soudure et des énergies renouvelables.

Budget total EUR: 5 000 000

2010-2013

Déboursés 2009: 23 111



DÉVELOPPEMENT LOCAL

NIC/021 Programme d'Eau potable et d'Assainissement à Nueva Segovia, Madriz et Estelí

L'année 2009 a permis l'établissement des socles techniques requis pour envisager avec un maximum de pertinence et les meilleures perspectives de durabilité, les activités liées à la rénovation des systèmes d'eau potable et à la résolution de la problématique de l'assainissement dans les communautés du projet.

Budget total EUR: 8 000 000

2008-2011

Déboursés 2009: 657 982

NIC/022 Route du Café

Le projet mise sur le tourisme comme facteur de développement territorial. Grâce au niveau d'appropriation élevé de tous les acteurs du projet (tant publics que privés), l'essentiel des objectifs de la planification participative, des projets pilotes démonstratifs, de la formation aux métiers du tourisme, du financement des PME et de la promotion et commercialisation ont été atteints.

Budget total EUR: 4 500 000

2007-2011

Déboursés 2009: 1 009 051

Managua

Nicaragua
El Salvador
Équateur



El Salvador



DÉVELOPPEMENT LOCAL

SVD/017 Eau et Assainissement Oriente

Lors de cette dernière année d'exécution du projet, il s'est vérifié que ANDA (Administration nationale des Réseaux d'Eau potable et d'Assainissement) devait porter une attention particulière, d'une part sur l'amélioration du suivi et de l'entretien des installations et, d'autre part, sur la coordination avec les communautés en ce qui concerne les réseaux de distribution.

Budget total EUR : 6 662 041

2005-2010

Déboursés 2009 : 1 136 347

SVD/019 Appui institutionnel à ANDA

Ce type de projet institutionnel est fortement affecté par les événements politiques comme les élections et le changement de personnel au sein des institutions. Dans le cas présent, le fait d'avoir réussi à resserrer les liens avec les différentes instances d'ANDA, malgré les difficultés, a permis de consolider la vision du document de projet et de réaliser, dans un laps de temps un peu plus long que prévu initialement, les différentes activités.

Budget total EUR : 2 495 000

2005-2010

Déboursés 2009 : 639 976

SVD/021 Programme d'Appui au Réseau solidaire

La stratégie d'exécution du programme, qui prévoyait initialement de réaliser en parallèle les activités des six composantes, a été modifiée lors de la programmation annuelle de 2009. Cette circonstance a été perçue comme une opportunité car elle a permis d'adapter la portée du programme aux nouvelles priorités du gouvernement entrant et de proposer une série d'investissements attractifs en phase avec la politique des nouvelles autorités.

Budget total EUR : 20 000 000

2007-2011

Déboursés 2009 : 5 270 649



Équateur



SANTÉ

ECU/010 Construction et Équipement de l'Hôpital de Macas

La modalité de gestion mise en place par le projet (exécution nationale avec un appui technique) constitue un progrès important en termes de coopération étant donné qu'elle pose de nouveaux défis aussi bien pour les institutions qui apportent les ressources que pour celles qui les reçoivent. Il faut créer des espaces de communication qui permettent une exécution opportune des projets, en plus de la définition claire et précise des procédures à suivre pour rendre effective l'utilisation des ressources en garantissant la transparence et l'efficacité.

Budget total EUR : 1 461 538

2007-2009

Déboursés 2009 : 458 076

101



ÉDUCATION

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

ECU/009 Appui à l'Éducation dans les Provinces d'Esmeraldas et de Manabí

Terminé en août 2009, le projet a contribué à l'amélioration de la qualité de l'éducation de base dans les communautés de Masaya et Manabí. Toutes les activités de formation, d'infrastructures et d'équipement ont été réalisées à l'exception de la construction et de l'équipement de l'école du Millénaire de Manabí qui ont finalement été délégués au Ministère de l'Éducation.

Budget total EUR : 2 394 444

2007-2009

Déboursés 2009 : 1 561 382



Ouagadougou

Burkina Faso
Niger

177/182

Indice de développement humain
en 2008 | Burkina Faso

15 306 252

Population | Niger © CIA Factbook

1 267 000 km²

Superficie | Niger

3.10 %

Taux d'accroissement de la population | Burkina Faso

117/1000

Mortalité infantile | Niger

182/182

IDH 2008 | Niger

102

84/1000

Mortalité infantile | Burkina Faso

53

Espérance de vie à la naissance
Burkina Faso

19.8

16.1

14.1

Moyenne d'âge de la population | Burkina Faso

15 746 232

Population | Burkina Faso © CIA Factbook

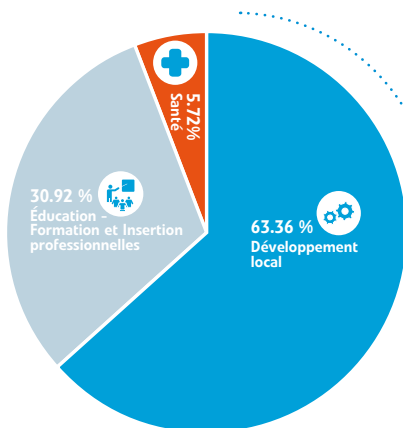
274 200 km²

Superficie | Burkina Faso

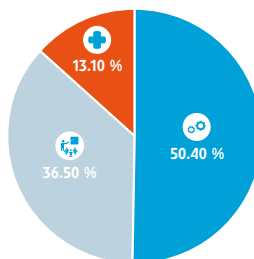


Ouagadougou

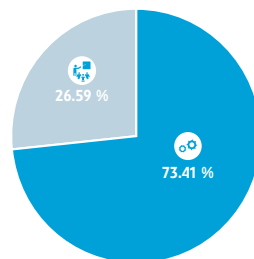
Burkina Faso
Niger



Distribution par secteur des déboursments 2009 du bureau de Ouagadougou

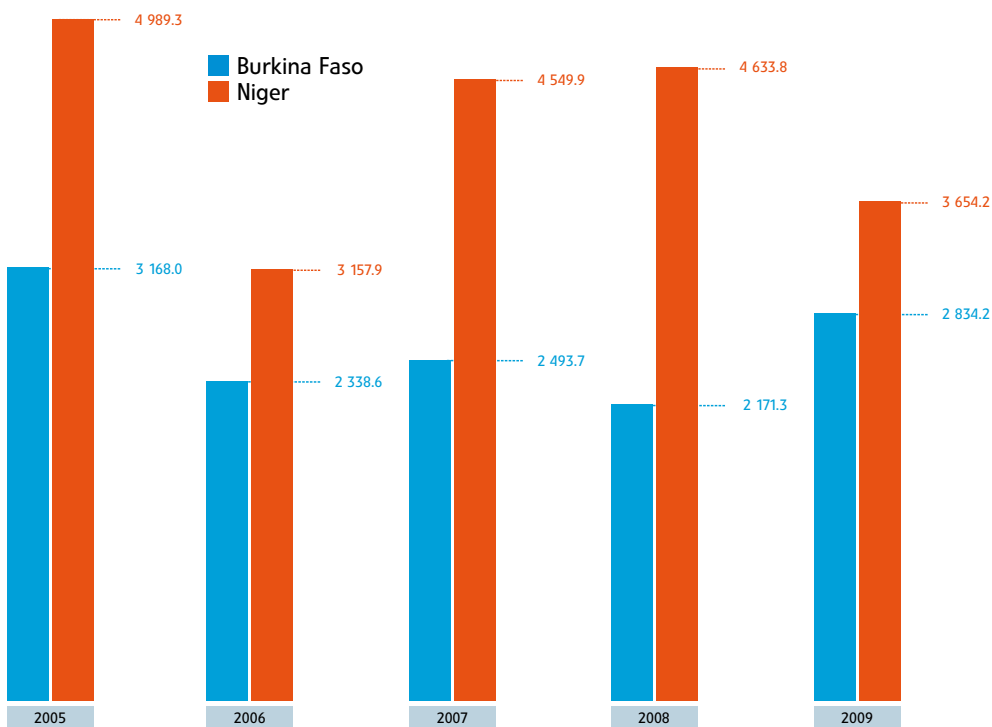


Burkina Faso



Niger

104



Évolution des activités au Burkina Faso et au Niger (en milliers EUR)



Ouagadougou

Représentant régional | Paolo Cervino

Le Bureau régional de Ouagadougou est responsable du suivi des programmes au Burkina Faso et au Niger. Créé en janvier 2003, il a été rejoint par le Bureau de la coopération du Ministère des Affaires étrangères (MAE) en octobre 2006 (devenu Ambassade en 2008). La localisation conjointe facilite la communication entre l'Agence et le MAE. Les contacts informels sont quotidiens et des réunions d'échange plus formelles ont lieu à peu près toutes les deux semaines.

La coopération au développement entre le Grand-Duché de Luxembourg et le **Burkina Faso** a connu un essor considérable depuis 1996. En 1998, le Burkina Faso est devenu un pays partenaire privilégié de la Coopération luxembourgeoise. Un premier Programme indicatif de Coopération (PIC) de 20 millions EUR a été implémenté pendant la période 2003-2007. À l'issue de sa mise en œuvre, un deuxième PIC de 62.9 millions EUR a été élaboré et signé le 12 novembre 2007 pour une durée de quatre ans.

Il est à noter que le PIC II marque une évolution de l'approche projet de la Coopération luxembourgeoise au Burkina Faso pour se rapprocher d'une approche programme. Ainsi, le nouveau programme BKF/016 « Appui au Programme national de Plateformes multifonctionnelles » constitue une première étape dans cette direction. La formulation a été dirigée par le Ministère de l'Économie et des Finances du Burkina Faso, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Coopération luxembourgeoise. Le document de programme qui en a résulté prévoit sa mise en œuvre à travers un outil de financement commun et un manuel de procédures unique. De façon similaire, un appui au programme national de formation professionnelle est en cours d'élaboration en partenariat avec l'Agence Française de Développement (AFD) et un appui au Programme national de Gestion des Ressources forestières (via le Programme triennal de l'Environnement et du Cadre de Vie / PROTECV) est en cours d'élaboration avec la Coopération suédoise (ASDI).

Le **Niger** compte parmi les six pays partenaires privilégiés de la Coopération luxembourgeoise sur le continent africain. Les relations entre les deux pays datent de 1989. Le premier Accord de Coopération a été signé le 12 juillet 1995 et un second lui a succédé le 12 décembre 2002. Depuis, un premier Programme indicatif de Coopération (PIC), couvrant la période 2003-2007, a été élaboré et mis en œuvre.

La deuxième génération du PIC couvre la période 2008-2012. En comparaison avec le précédent, les financements alloués au Niger ont été considérablement augmentés à une enveloppe de 60 millions EUR. 20% de ces ressources sont exécutées dans un cadre multilatéral. Deux secteurs de concentration sont prévus dans le PIC II du Niger : le développement rural ainsi que la formation professionnelle et technique avec l'insertion des jeunes et la promotion de l'emploi.

Cependant, suite à la crise constitutionnelle du Niger, le Ministère des Affaires étrangères (MAE) du Grand-Duché de Luxembourg a décidé, le 25 août 2009, de suspendre la signature de nouveaux mandats d'exécution. La formulation des projets relatifs au PIC 2008-2012 a aussi été suspendue. Seuls les trois projets en cours d'exécution à la date de la décision du MAE ont été poursuivis.

Ouagadougou

Burkina Faso
Niger



Burkina Faso



BKF/013 Programme d'Appui au Centre national de Transfusion sanguine – Phase II

Les collectes de poches de sang ont dépassé les objectifs fixés pour 2009. Devant un tel succès, le projet s'est vu accorder une extension budgétaire pour agrandir ses locaux et ainsi développer encore davantage son activité.

Budget total EUR : 2 466 100

2007-2010

Déboursés 2009 : 371 179



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

BKF/010 Alphabétisation et Formation pour le Développement durable dans la Région des Hauts- Bassins

Ce projet ayant permis d'élargir la couverture en alphabétisation de la Région des Hauts-Bassins est en phase de clôture et le relais a été pris pour une dernière phase de désengagement par le projet BKF/014.

Budget total EUR : 4 202 410

2004-2010

Déboursés 2009 : 37 710

BKF/011 Formation professionnelle élémentaire au Burkina Faso

Bien avant d'avoir pu investir dans des travaux ou des équipements, le projet a su, dès la rentrée 2009-2010, informer et sensibiliser la population pour encourager les inscriptions et développer des filières dans les établissements partenaires.

Budget total EUR : 5 000 000

2007-2013

Déboursés 2009 : 473 753

BKF/014 Alphabétisation et Formation pour le Développement durable dans la Région des Hauts-Bassins – Phase III

Cette troisième phase du projet doit mettre en place l'autonomisation progressive des centres d'apprentissage. Pour ce faire, des études puis des formations ont permis aux différents intervenants de mieux s'organiser et se gérer pour améliorer la décentralisation des services.

Budget total EUR : 3 000 000

2008-2012

Déboursés 2009 : 519 848



BKF/018 « Programme d'Appui à la Mise en œuvre de la Politique nationale d'Enseignement et de Formation technique et professionnelle au Burkina Faso, de son Schéma directeur et de son Plan d'Action pluriannuel »

Lux-Development a reçu un mandat pour mener trois études préalables, en collaboration avec l'Agence Française de Développement qui déboucheront ensuite sur la définition d'un appui à la mise en œuvre de la politique nationale de l'Enseignement et Formation technique professionnelle (EFTP).

Budget total EUR : 110 000

2002-2009

Déboursés 2009 : 3 090



DÉVELOPPEMENT LOCAL

107

BKF/012 Projet d'Appui à la Gestion des Ressources naturelles dans la Région des Hauts-Bassins

Ce projet vise à soutenir l'aménagement des forêts permettant le développement de l'économie locale tout en préservant l'environnement.

Budget total EUR : 5 956 729

2006-2011

Déboursés 2009 : 1 091 035

BKF/015 Appui au Développement d'un Inventaire forestier national

Les activités de ce projet, dont l'objectif est de participer à la gestion durable des ressources forestières à travers la réalisation d'un second inventaire forestier national et la mise en place d'un dispositif national permanent, ne vont vraiment démarrer qu'en 2010.

Budget total EUR : 4 000 000

2009-2014

Déboursés 2009 : 121 694

BKF/016 Programme national des Plates-formes multifonctionnelles

L'objectif de ce programme national est de doter les villages de plate-formes multifonctionnelles génératrices d'énergie. Le Luxembourg, via Lux-Development, participera à la mise en place de ce programme.

Budget total EUR : 209 000

2009-2014

Déboursés 2009 : 139 033

BKF/017 Appui à la Diffusion du Zébu Azawak

Ce projet, formulé en 2009, poursuit les actions de l'Agence belge de développement dans ce secteur. Il vise à améliorer les performances de l'élevage Azawak et la gestion des ressources pastorales qui y sont liées.

Budget total EUR : 157 000

2009-2010

Déboursés 2009 : 76 818

Ouagadougou

Burkina Faso
Niger



Niger



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

NIG/016 Programme régional d'Appui au Développement de l'Éducation de Base à Dosso

Ce projet, débuté en 2005, a été prolongé de plusieurs mois en 2009 pour finaliser les dernières actions et réceptionner les derniers travaux.

Budget total EUR : 6 100 000

2005-2010

Déboursés 2009 : 947 269

NIG/017 Programme d'Appui à la Formation professionnelle et technique et à l'Insertion des Jeunes

L'exécution de ce programme, formulé en 2008 et 2009, a été suspendue compte-tenu de la situation politique au Niger.

Budget total EUR : 155 000

2008-2009

Déboursés 2009 : 139 632

NIG/019 Appui à la Mise en Oeuvre du Plan décennal de Développement de l'Éducation dans la Région de Dosso

Une équipe de formulation a préparé un document de programme en 2009, mais la situation politique du Niger étant instable et la Coopération luxembourgeoise interrompue avec ce pays, ce programme est actuellement suspendu.

Budget total EUR : 207 900

2009-2010

Déboursés 2009 : 89 329



DÉVELOPPEMENT LOCAL

NIG/014 Développement de l'Artisanat au Niger (DANI III)

Ce projet, troisième et dernière phase de l'appui luxembourgeois dans le secteur de l'artisanat au Niger, a consolidé les acquis des phases précédentes et procédé à notre désengagement en confiant la gestion technique et financière des activités à la Direction de la Promotion de l'Artisanat.

Budget total EUR : 2 064 000

2003-2010

Déboursés 2009 : 8 981

NIG/015 Dosso Ma Za'ada - Appui au Développement territorial dans le Département de Dosso

Ce projet, débuté en 2005, a été prolongé de plusieurs mois en 2009 pour finaliser les dernières actions.

Budget total EUR : 8 459 556

2005-2010

Déboursés 2009 : 1 552 402

NIG/018 Programme d'Appui aux Collectivités territoriales et à la Mise en Oeuvre de la Stratégie de Développement rural

Une équipe de formulation a préparé un document de programme en 2009, mais la situation politique du Niger étant instable et la Coopération luxembourgeoise interrompue avec ce pays, ce programme est actuellement suspendu.

Budget total EUR : 235 000

2009-2010

Déboursés 2009 : 173 904

NIG/116 Soutien aux Initiatives communales d'Eau et d'Assainissement scolaire dans le Département de Boboye au Niger

Ce projet, cofinancé par la Commission européenne, appuie les communes dans la maîtrise d'ouvrage d'infrastructures hydrauliques pour une centaine d'écoles primaires et le renforcement des capacités des enseignants, des élèves et de leurs parents. Le projet a reçu un accord de prolongation d'une année.

Budget total EUR : 3 552 193

2005-2010

Déboursés 2009 : 947 269



Praia

Cap-Vert

121/182

Indice de développement humain
en 2008

429 474

Population © CIA Factbook

6.2/1000

Taux de mortalité

0.56 %

Taux d'accroissement de la population

3.5 %

Taux d'urbanisation

23.5/1000

Taux de natalité

110

41/1000

Mortalité infantile

72

Espérance de vie à la naissance

11.1

Moyenne d'âge de la population

3.07

Enfants/femme

76.6 %

Taux d'alphabétisation

4 043 km²

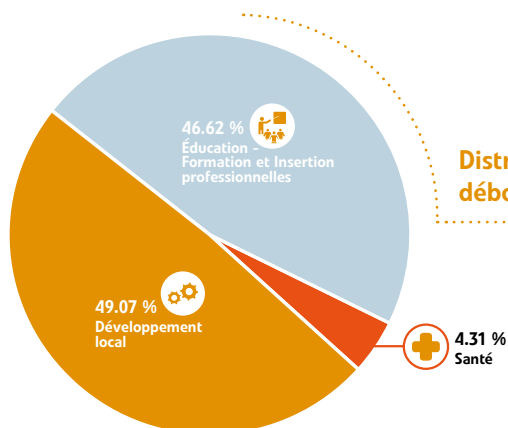
Superficie





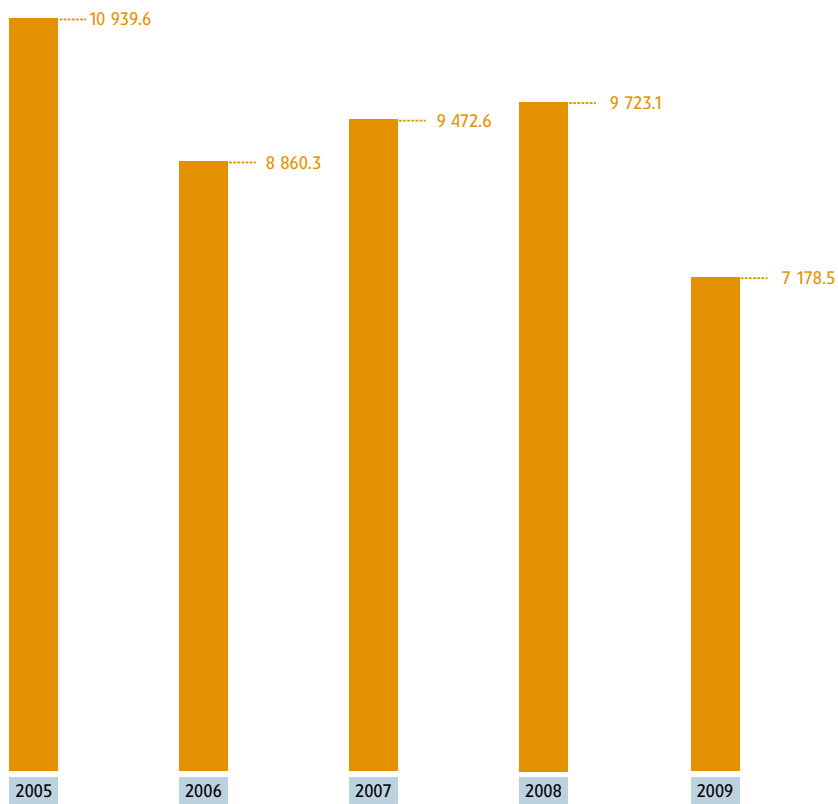
Praia

Cap-Vert



Distribution par secteur des
déboursements 2009 du bureau de Praia

112



Évolution des activités au Cap-Vert (en milliers EUR)



Praia

Représentant régional | Mauro Lupo

La coopération entre le Cap-Vert et le Grand-Duché de Luxembourg date des premières années de l'indépendance de l'archipel (1975). Toutefois, ce n'est qu'après 1993 avec la désignation du Cap-Vert parmi les pays cibles de la politique de Coopération luxembourgeoise que les liens entre les deux pays se sont resserrés en devenant « une belle histoire ». Entre 1993 et 2000 pas moins de 35 millions EUR ont été investis dans des domaines aussi divers que la santé, l'infrastructure scolaire, l'électrification, l'assainissement, l'eau ou encore l'agriculture. Dans ces dernières années les secteurs d'interventions ont été réduits, se limitant surtout à deux secteurs principaux, la Formation professionnelle et l'Emploi et l'Eau et Assainissement. 2009, pour avoir été une année de transition entre deux Programmes indicatifs de Coopération (PIC), a vu une légère baisse des déboursments.

Le PIC 2006-2010 entre le Cap-Vert et le Luxembourg, d'un montant global de 45 millions EUR, se traduit par la mise en œuvre de projets de développement dans trois secteurs prioritaires : Éducation et Formation professionnelle, Santé, Eau et Assainissement. Les secteurs de concentration du PIC contribuent indiscutablement et durablement à la réduction de la pauvreté et à l'atteinte des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM). Pour ayant déjà atteint les buts visés par les ODM en ce qui concerne l'accès à l'eau potable et à l'enseignement primaire, il reste néanmoins beaucoup à faire dans le secteur de l'assainissement, parent pauvre de celui de l'eau. Cependant, ce pays où la gouvernance est considérée exemplaire et performante constitue un modèle pour l'ensemble de l'Afrique.

L'évolution du Cap-Vert vers le groupe des pays à revenu moyen a été rendue possible grâce à l'augmentation de son revenu par tête d'habitant, à l'amélioration de son indice de développement humain et la diminution de l'indice de pauvreté qui est passé de 37 % en 2001 à 25 % en 2009. Il n'en reste pas moins que la crise récente qui a secoué l'Europe a eu des répercussions assez négatives dans le pays du fait de la diminution des transferts des immigrés vers le Cap-Vert et de la diminution de l'investissement étranger dans l'immobilier à vocation touristique.

La coopération au développement du Luxembourg a connu une croissance positive tout au long des années 1990 jusqu'à ce jour. En 2009, le Grand-Duché de Luxembourg peut modestement estimer avoir contribué à l'ascension du Cap-Vert au rang des Pays à Revenu Intermédiaire, ainsi qu'à l'établissement du Partenariat Spécial avec l'Union européenne aussi bien qu'à l'adhésion à l'Organisation mondiale du Commerce. Ceci grâce à l'avancée de ce pays dans les indices de développement humain ainsi qu'à la stabilité aussi bien au niveau politique, social et économique. Avec l'ouverture de deux aéroports internationaux (Boa Vista et São Vicente) durant les deux dernières années, le Gouvernement capverdien mise sur la croissance du tourisme en tant que moteur de développement économique pour les années à venir, tout en se donnant pour but de dépasser le cap de 600 000 touristes par an à l'horizon 2013.



Praia

Cap-Vert



Cap-Vert



SANTÉ

CVE/056 Appui au Plan de Développement de la Région sanitaire Santiago Nord

À travers la construction et/ou la rénovation de formations sanitaires (hôpital régional, centres et postes de santé), le projet a fortement contribué à renforcer l'offre de soins dans la Région sanitaire Santiago Nord.

Budget total EUR : 10 948 000

2004-2011

Déboursés 2009 : 172 145

CVE/060* Amélioration des Structures d'Accueil et de Traitement des Toxicomanes

Le projet a mis sur pied une Communauté thérapeutique résidentielle dotée de services spécialisés pour le sevrage physique des toxicomanes, l'accompagnement psychothérapeutique des patients et l'appui à la réinsertion socioprofessionnelle.

Budget total EUR : 1 342 000

2003-2010

Déboursés 2009 : 125 237

** Projet financé par le Ministère des Finances*

CVE/075 Appui à la Mise en Oeuvre du Programme national de Santé scolaire - Phase III

Ce projet entend contribuer à l'amélioration du niveau de santé des enfants et des adolescents scolarisés, en appuyant la mise en œuvre du Programme national de Santé scolaire et du Programme national des Cantines scolaires.

Budget total EUR : 3 200 000

Formulation

Déboursés 2009 : 12 085



ÉDUCATION

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

CVE/059 École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert

Le projet a pour objectif le développement d'un système national de formation et de qualification dans les secteurs du tourisme et de l'hôtellerie. La première École d'Hôtellerie et de Tourisme du Cap-Vert est en cours de construction à Praia et devrait ouvrir ses portes en octobre 2010.

Budget total EUR : 6 897 000

2006-2010

Déboursés 2009 : 1 712 567



CVE/064 Renforcement de l'Enseignement technique

Le projet de Renforcement de l'Enseignement technique a contribué, durant ces cinq années d'exécution, à la reformulation des curricula, à la conception de nouveaux programmes d'enseignement technique, à la création de matériels didactiques et à la formation de professeurs pour les disciplines techniques et de moniteurs d'atelier pour les activités de formation professionnelle.

Budget total EUR : 3 460 000

2004-2010

Déboursés 2009 : 57 979

CVE/071 Appui à la Formation professionnelle

Ce projet soutient le Plan stratégique de la Formation professionnelle adopté en décembre 2006 par l'Assemblée nationale, qui vise à mieux coordonner l'offre de formation des institutions responsables de la formation professionnelle et de la mettre en phase avec la demande du marché du travail.

Budget total EUR : 12 540 000

2008-2012

Déboursés 2009 : 1 530 233

CVE/074 Étude sur le Système de Gestion et de Manutention des Infrastructures scolaires de l'Enseignement de base et secondaire

L'étude consiste en une analyse des systèmes existants de gestion et manutention des infrastructures scolaires pour proposer, le cas échéant, des pistes de réflexion en vue d'améliorer la qualité de ces systèmes et estimer le coût des actions à entreprendre.

Budget total EUR : 100 000

2008-2010

Déboursés 2009 : 1 786

CVE/076 Construction et Équipement d'un Lycée à Ponta Verde (Fogo)

Outre la construction et l'équipement d'un lycée à Ponta Verde - sur l'île de Fogo -, l'actuel lycée de São Filipe bénéficiera, à travers ce projet, de nouveaux équipements pour ses laboratoires.

Budget total EUR : 4 500 000

2009-2012

Déboursés 2009 : 44 185



DÉVELOPPEMENT LOCAL



CVE/035 Infrastructures routières à Santo Antão

Afin de contribuer à l'amélioration de l'environnement socio-économique et au désenclavement des populations rurales de l'île de Santo Antão, une route de 23 kilomètres a été construite entre Porto Novo et Janela, à l'extrémité nord-est de l'île. Cette infrastructure routière a été inaugurée en mai 2009. Il s'agit d'un projet cofinancé par la Commission européenne et la Coopération luxembourgeoise.

Budget total EUR : 10 705 000

1997-2010

Déboursés 2009 : 3 755

CVE/049 Marchés de Tarrafal

Un nouveau marché de produits alimentaires et biens manufacturés a été construit dans la ville de Tarrafal, sur l'île de Santiago, tandis que le marché historique a été réhabilité et transformé en centre artisanal et culturel, créant ainsi un pôle d'animation dans le centre ville.

Budget total EUR : 1 488 000

2002-2010

Déboursés 2009 : 174 297

CVE/067 Aide alimentaire 2006-2010

Le projet d'aide alimentaire, régi par une Convention de cinq ans entre les gouvernements du Luxembourg et du Cap-Vert, porte sur la fourniture annuelle de froment panifiable acheminé par bateau et livré à l'Agence nationale de Sécurité alimentaire (ANSA).

Budget total EUR : 7 500 000

2006-2010

Déboursés 2009 : 1 613 038

CVE/069 Eau São Domingos – Phase II

Au cours de l'intervention, les capacités institutionnelles du Service autonome de l'Eau et de l'Assainissement (SAAS) de la municipalité de São Domingos ont été renforcées, ce qui a largement contribué à améliorer la qualité du service d'approvisionnement en eau offert à la population et à développer des systèmes d'assainissements individuels.

Budget total EUR : 1 773 000

2007-2010

Déboursés 2009 : 1 050 151

CVE/070 Eau et Assainissement Fogo et Brava

Sur les îles de Fogo et Brava, la production et la distribution de l'eau sont assurées par la société « intercommunale » Aguabrava. Le projet a pour objectif le renforcement des capacités de l'ensemble du personnel d'Aguabrava, par la mise en place d'une véritable gestion technique, commerciale, administrative et financière, en vue de la rendre totalement autonome à l'horizon 2011.

Budget total EUR : 5 000 000

2007-2011

Déboursés 2009 : 680 999



Pristina

Kosovo

Serbie

Monténégro

67/182

Indice de développement humain
en 2008 | Serbie

672 180

Population | Monténégro © CIA Factbook

36.7

Moyenne d'âge
de la population |
Monténégro

-0.85 %

Taux d'accroissement de la population | Monténégro

118

13 812 km²

Superficie | Monténégro

74

Espérance de vie à la naissance
Serbie

65/182

IDH 2008 | Monténégro

1 804 838

Population | Kosovo © CIA Factbook

10 887 km²

Superficie | Kosovo

Moyenne d'âge de la population | Kosovo

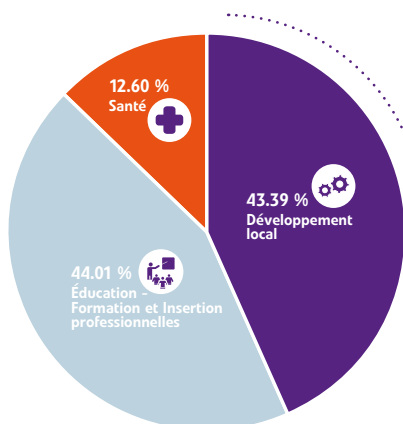


Pristina

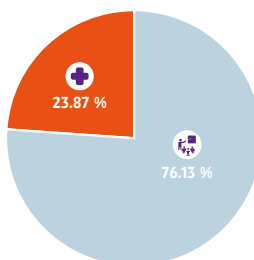
Kosovo

Serbie

Monténégro

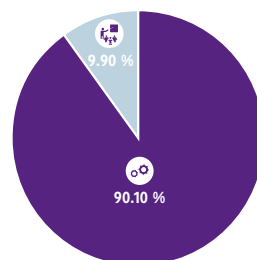


Distribution par secteur des déboursements 2009 du bureau de Pristina



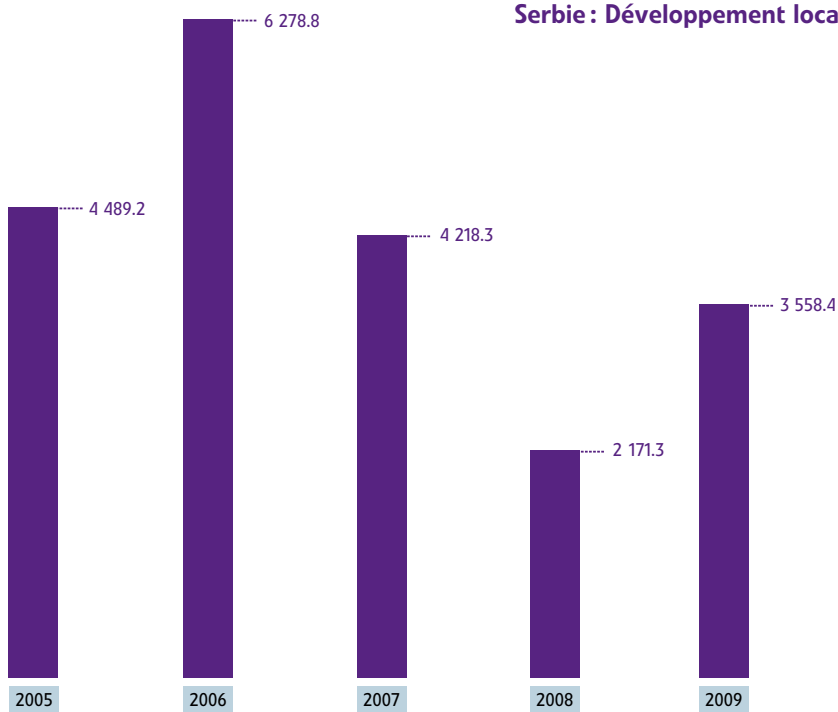
Kosovo

Serbie : Développement local 100 %



Monténégro

120



Évolution des activités aux Balkans (en milliers EUR)



Pristina

Représentant régional | François Delfosse

A sa modeste échelle, en comparaison avec les Programmes indicatifs de Coopération dans les pays partenaires privilégiés, le programme Balkans est particulièrement dynamique, reflet d'un engagement ambitieux, durable et cohérent de la Coopération luxembourgeoise dans les Balkans Occidentaux.

La consolidation du bureau régional, basé à Pristina, Kosovo, a été un enjeu d'importance pour Lux-Development, une traduction opérationnelle de cet engagement envers les Balkans. L'ancrage du bureau dans la réalité de terrain et la proximité avec les projets et leur contexte respectif a indéniablement créé une synergie positive, qui bénéficiera à moyen et long terme à la qualité du programme Balkans.

Mais l'essentiel est évidemment ailleurs, dans la dynamique opérationnelle, qui se traduit par un portefeuille du programme Balkans enrichi en 2009 de trois nouveaux projets, d'un mandat de formulation et d'une décision d'extension, alors qu'un projet était clôturé, dans le secteur de l'agriculture au Monténégro.

Naturellement, les trois formulations qui ont eu lieu en 2008 ont abouti à l'ouverture de trois nouveaux projets, dans le secteur de l'eau et l'assainissement en Serbie (municipalité de Novi Pazar), celui de la santé au Kosovo, et enfin dans celui de l'éducation au Monténégro.

Outre ces ouvertures, Lux-Development a reçu un mandat de formulation pour un futur projet dans le secteur de l'éducation professionnelle au Kosovo, alors que l'évaluation à mi-parcours d'un autre projet au Kosovo a conclu à la pertinence d'une extension de ce dernier, et ce dans le même secteur de l'éducation professionnelle.

Ceci est le reflet d'une saine concentration géographique et sectorielle des opérations dans trois secteurs prioritaires que sont la santé, l'éducation ainsi que l'eau et l'assainissement. Dynamique et cohérent.

Pristina

Kosovo
Serbie
Monténégro



Monténégro



DÉVELOPPEMENT LOCAL

YUG/009 Projet de Renforcement du Secteur laitier au Monténégro - Phase II

Ce projet dont les activités sont terminées depuis la mi-2009 a contribué à l'augmentation des revenus de la population rurale du Nord-Est du Monténégro à travers le développement du secteur laitier.

Budget total EUR: 2 975 400

2005-2010

Déboursés 2009 : 347 267

YUG/012 Développement de la Sylviculture au Monténégro - Phase II

Après une première phase réussie, le projet appuie le renforcement des capacités opérationnelles des institutions forestières et des acteurs du Monténégro. Le projet vise à inciter des changements législatifs et institutionnels, afin de rapprocher le Monténégro des normes et de la législation de l'Union européenne.

Budget total EUR: 3 500 000

2007-2011

Déboursés 2009 : 709 668



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

MNE/011 Appui à la Formation professionnelle au Monténégro

Ce projet, qui a démarré en été 2009, a pour principal objectif le développement et la mise en œuvre de stratégies sectorielles nationales et régionales. Par ailleurs, l'offre éducative dans le domaine de l'agriculture et du tourisme sera renforcée.

Budget total EUR: 4 100 000

2009-2013

Déboursés 2009 : 116 116



Pristina

Kosovo
Serbie
Monténégro



Kosovo



SANTÉ

124

KSV/014 Renforcement du Secteur de la Santé au Kosovo

Le projet a débuté en avril 2009 et a pour principal objectif la mise en œuvre de stratégies nationales de santé. Plus précisément, le projet se concentre sur la conceptualisation et la réalisation d'un système de gestion intégrée des soins de santé.

Budget total EUR: 6 500 000

2009-2013

Déboursés 2009: 383 728



ÉDUCATION

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

KSV/015 Appui à la Réforme de la Formation professionnelle au Kosovo

Le mandat de formulation a été reçu à la fin de l'année 2009 et le projet s'investira dans l'établissement de deux centres de compétence : l'école d'économie à Prizren et l'école de santé à Ferizaj en appuyant la construction, l'équipement, le développement de curricula et la formation du personnel.

Budget total EUR: 8 000 000

2009-2014

Déboursés 2009: 61 493



YUG/010 Appui à la Formation professionnelle au Kosovo

Ce projet concerne essentiellement les jeunes de 16 à 25 ans au Kosovo. Le Ministère du Travail et de la Protection sociale ainsi que le Centre Don Basco à Pristina sont les deux piliers pour la mise en œuvre des activités.

Budget total EUR : 3 500 000

2006-2010

Déboursés 2009 : 1 162 246

125

Serbie



DÉVELOPPEMENT LOCAL

SRB/013 Appui à la Municipalité de Novi Pazar - Phase II

Le projet a été lancé en septembre 2009 et investit dans la réhabilitation et l'expansion du réseau d'approvisionnement d'eau à Novi Pazar. Il vise à offrir un approvisionnement en eau fiable et à un prix socialement et économiquement acceptable.

Budget total EUR : 4 500 000

2009-2013

Déboursés 2009 : 112 598

Autres pays

Maroc
Mongolie
Namibie
Rwanda
Tunisie

167/182

Indice de développement humain
en 2008 | Rwanda

2 108 665

Population | Namibie © CIA Factbook

26 338 km²

Superficie | Rwanda

2.87 %

Taux d'accroissement de la population | Rwanda

46/1000

Mortalité infantile | Namibie

128/182

IDH 2008 | Namibie

126

62/1000

Mortalité infantile | Rwanda

57

Espérance de vie à la naissance
Rwanda

2.87 %

10 746 311

Population | Rwanda © CIA Factbook

Moyenne d'âge de la population | Rwanda

824 292 km²

Superficie | Namibie





Autres pays

Maroc
Mongolie
Namibie
Rwanda
Tunisie

Mongolie



SANTÉ

128

MON/003 Centre de Diagnostic cardio-vasculaire - Phase II

La deuxième phase du centre de diagnostic cardio-vasculaire s'est concentrée en 2009 sur les formations de médecins à l'utilisation des échographies fournies en 2008, ainsi que les techniques de diagnostic y relatives. Le projet a aussi participé à l'effort du Gouvernement de mettre en place une stratégie *eHealth*.

Budget total EUR : 2 431 300

2007-2010

Déboursés 2009 : 416 800



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

MON/004 Renforcement des Capacités et Formation dans le Secteur financier

Ce projet en formulation va appuyer la commission de régulation financière qui est responsable de réguler le secteur financier non bancaire en Mongolie à travers le développement des capacités et le renforcement institutionnel.

Budget total EUR : 44 000

Formulation

Déboursés 2009 : 25 259

Rwanda



INT/108 Initiative ESTHER - Phase II

La Coopération luxembourgeoise prolonge sa contribution dans le domaine de la santé au Rwanda et vise au travers de ce projet la consolidation et la pérennisation des acquis avant la reprise finale par les autorités. Le programme se recentre aussi sur les espaces de plus-value, notamment le renforcement de la clinique centrale de recherche sur le VIH/Sida (Clinique TRAC) et le Réseau rwandais des Personnes vivant avec le VIH/Sida (réseau RRP+).

Budget total EUR: 4 765 000

2008-2010

Déboursés 2009: 1 978 044

RWA/023 Appui à la Décentralisation et à l'Intégration SIDA/Santé-PADISS

Ce programme appuie la mise en œuvre du plan stratégique du secteur de la santé du Gouvernement rwandais en renforçant la décentralisation et en améliorant la coordination des actions et le contrôle de la qualité du système de santé notamment en ce qui concerne la santé materno-infantile et la problématique du VIH/Sida. Le projet intervient en particulier sur le District de Rwamagana et son Hôpital. Il assurera aussi avec une «Task Force» du Ministère de la Santé le développement de «Plans d'Établissement» pour tous les hôpitaux du pays.

Budget total EUR: 6 000 000

2010-2013

Déboursés 2009: 56 051

129



DÉVELOPPEMENT LOCAL

RWA/022 Développement de l'Économie rurale du Bugesera

Le projet se propose de contribuer à augmenter, sécuriser et diversifier les débouchés agricoles dans la région du Bugesera. Il appuie notamment un important programme pilote d'irrigation sur 230 ha qui permet d'ouvrir la voie à des productions à haute valeur ajoutée indépendamment des conditions de pluviosité. D'autre part, l'infrastructure de transport et de distribution est améliorée dans la région (deux marchés et une piste). Plusieurs coopératives d'agriculteurs sont appuyées par le projet, notamment pour exploiter les périmètres irrigués. La phase d'investissement est en grande partie exécutée et il est maintenant prévu de prolonger le projet pour assurer la consolidation des acquis.

Budget total EUR: 8 541 500

2003-2010

Déboursés 2009: 869 511

Autres pays

Maroc
Mongolie
Namibie
Rwanda
Tunisie



Namibie



DÉVELOPPEMENT LOCAL

130

NAM/343 Formalisation des Agglomérations informelles

Le projet appuie le processus de formalisation de plusieurs quartiers des villes de Rundu et de Katima Mulilo dans le nord du pays. Environ 12 000 personnes seront touchées à terme et pourront acquérir une parcelle à un prix subventionné. Un appui est apporté aussi aux autorités pour améliorer les services publics et développer les réseaux d'eau et d'assainissement dans les quartiers nouvellement formalisés.

Budget total EUR : 9 450 000

2000-2011

Déboursés 2009 : 2 206 026

NAM/345 Décentralisation des Services d'Eau rurale - Kavango et Caprivi

Ce projet veut s'inscrire dans la politique nationale de décentralisation des services et touche en particulier la question de l'approvisionnement en eau en milieu rural dans les régions du Kavango et du Caprivi. Le projet prévoit la rénovation et la construction de points d'eau dans les deux régions ainsi que la formation des comités de ces points d'eau à la gestion et à la maintenance des infrastructures. Les services d'appui de la région sont également renforcés dans le cadre du projet.

Budget total EUR : 3 196 769

2000-2011

Déboursés 2009 : 539 330



NAM/348 Système d'Information géographique (SIG) - Phase IV

Le nouveau projet SIG s'inscrit dans la Vision 2030, le troisième Plan national de Développement namibien, et vise à appuyer le processus de transformation du *Central Bureau of Statistics* (CBS) pour le rendre plus efficace. À terme, le CBS devra être une institution suffisamment autonome et capable d'apporter une réponse adéquate en termes de statistiques. Le projet a été prolongé, notamment pour permettre l'accompagnement dans la phase de préparation du prochain recensement au mois d'août 2011.

Budget total EUR: 1 259 650

2000-2011

Déboursés 2009: 464 115



ÉDUCATION FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

NAM/347 Appui à la Formation professionnelle

Ce projet s'inscrit dans le Programme d'Amélioration du Secteur de l'Éducation et de la Formation du Ministère de l'Éducation et dans le plan national « Vision 2030 ». Suite logique des interventions de la Coopération luxembourgeoise en Namibie, l'intervention appuie la mise en place de la *Namibia Training Authority* (NTA). Cette nouvelle agence aura dorénavant la responsabilité de la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle et assurera, au moins dans une phase de transition, la gestion de certaines écoles professionnelles.

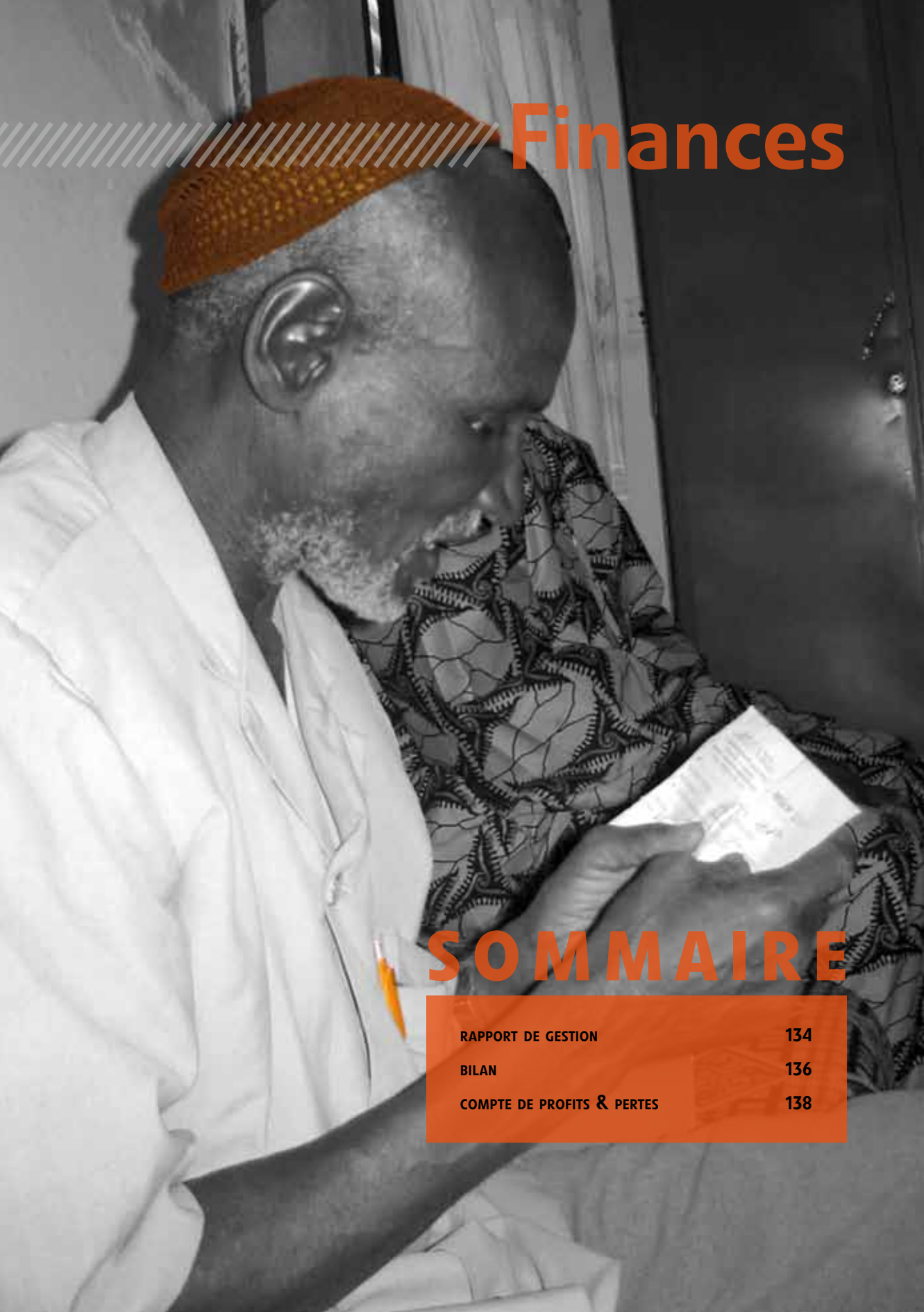
Budget total EUR: 4 965 000

2003-2011

Déboursés 2009: 1 705 725

Récapitulatif par pays

	Budget total EUR	Déboursés 2009 EUR
BUREAU DE DAKAR	158 061 675	20 587 499
<i>Sénégal</i>	<i>79 076 375</i>	<i>11 240 468</i>
<i>Mali</i>	<i>59 260 300</i>	<i>7 763 269</i>
<i>Afrique régionale</i>	<i>19 725 000</i>	<i>1 583 762</i>
BUREAU DE HANOÏ	105 831 383	8 449 199
<i>Vietnam</i>	<i>54 178 944</i>	<i>5 098 973</i>
<i>Laos</i>	<i>51 652 439</i>	<i>3 350 226</i>
BUREAU DE MANAGUA	74 036 023	15 027 918
<i>Nicaragua</i>	<i>41 023 000</i>	<i>5 961 488</i>
<i>El Salvador</i>	<i>29 157 041</i>	<i>7 046 972</i>
<i>Équateur</i>	<i>3 855 982</i>	<i>2 019 458</i>
BUREAU DE OUAGADOUGOU	45 874 888	6 488 354
<i>Burkina Faso</i>	<i>25 101 239</i>	<i>2 834 160</i>
<i>Niger</i>	<i>20 773 649</i>	<i>3 654 194</i>
BUREAU DE PRAIA	69 453 000	7 178 457
<i>Cap-Vert</i>	<i>69 453 000</i>	<i>7 178 457</i>
BUREAU DE PRISTINA	39 930 400	3 044 663
<i>Kosovo</i>	<i>18 000 000</i>	<i>1 607 467</i>
<i>Albanie</i>	<i>6 855 000</i>	<i>151 597</i>
<i>Monténégro</i>	<i>10 575 400</i>	<i>1 173 001</i>
<i>Serbie</i>	<i>4 500 000</i>	<i>112 598</i>
AUTRES PAYS	49 890 619	9 545 451
<i>Maroc</i>	<i>2 938 000</i>	<i>787 757</i>
<i>Mongolie</i>	<i>2 475 300</i>	<i>442 059</i>
<i>Namibie</i>	<i>26 206 119</i>	<i>4 943 043</i>
<i>Rwanda</i>	<i>15 781 200</i>	<i>3 001 965</i>
<i>Tunisie</i>	<i>2 490 000</i>	<i>370 627</i>
DIVERS	2 731 510	560 507
<i>AAA, EUR, MAE</i>	<i>2 731 510</i>	<i>560 507</i>
TOTAL	454 809 498	70 882 048



Finances

SOMMAIRE

RAPPORT DE GESTION	134
BILAN	136
COMPTE DE PROFITS & PERTES	138

LE RAPPORT DE GESTION

Situation de la société

L'année 2009 peut être considérée comme une année de consolidation pour l'Agence (Lux-Development).

Le montant total des déboursements effectués dans l'intérêt des 112 projets et programmes gérés par l'Agence s'est élevé à 70 882 048 EUR, contre 68 545 805 EUR en 2008, soit une augmentation de 2.6%.

Pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec la mise en œuvre des projets et programmes, le Ministère des Affaires étrangères avait approuvé en 2008 un budget de 8 723 220 EUR à l'Agence pour 2009, dont 8 488 336 EUR ont été appelés au cours de l'exercice.

134

Au 31 décembre 2009, L'Agence comptait 109 collaborateurs (contre 104 en 2008), qui se répartissent comme suit : 56 au siège et 53 sur le terrain, y compris dans les six bureaux régionaux.

L'Agence opère des bureaux régionaux à Praia, Dakar, Ouagadougou, Pristina, Hanoi et Managua.

L'Agence a clôturé l'exercice 2009 avec un bénéfice de 36 147 EUR après rétrocession à l'État.

Évolution des affaires

Pour 2010, le Ministère des Affaires étrangères a réservé une enveloppe totale de 85 000 000 EUR (75 000 000 EUR en 2009) à l'Agence pour l'exécution de ses projets et programmes.

Pour couvrir les frais de fonctionnement en relation avec la mise en œuvre des projets et programmes de 2010, le Ministère des Affaires étrangères a confié un budget de 9 136 143 EUR à l'Agence.

Au 31 décembre 2010, l'Agence prévoit un nombre de collaborateurs sensiblement identique au 31 décembre 2009.

En 2010, les pays partenaires privilégiés resteront au nombre de 10 : Cap-Vert, Sénégal, Mali, Burkina Faso, Niger, Namibie, Vietnam, Laos, Nicaragua et Salvador. L'Agence restera opérationnelle dans cinq autres pays, à savoir le Kosovo, le Monténégro, la Serbie, le Rwanda et la Mongolie.

LE RAPPORT DE GESTION

Autre fait marquant

Au début de l'année, les prévisions de déboursements pour le Niger furent assez optimistes. Néanmoins, suite aux revirements politiques survenus dans ce pays, le Ministère des Affaires étrangères a décidé en août de suspendre le lancement de nouveaux projets et programmes. À l'heure actuelle, la situation reste incertaine, ce qui peut avoir une influence sur le niveau des déboursements globaux en 2010.

Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice

Aucun événement important n'est survenu après la clôture des comptes au 31 décembre 2009.

Luxembourg, le 02 juin 2010

135

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2009



136

ACTIF	2009 (EUR)	2008 (EUR)
ACTIF IMMOBILISÉ		
Immobilisations incorporelles		
Concessions, brevets, licences et marques	29 500	5 025
Immobilisations corporelles		
Autres installations, outillage et mobilier	217 821	235 940
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	247 321	240 965
ACTIF CIRCULANT		
Créances		
Créances résultant de ventes et prestations de services		
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	401 171	470 107
Autres créances		
- dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an	261 047	105 758
	662 218	575 865
Avoirs en banque, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse		
Fonds du siège	1 544 216	1 187 877
Fonds des bureaux régionaux	171 280	203 572
	1 715 496	1 391 449
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 377 714	1 967 314
COMPTES DE RÉGULARISATION	47 582	276 133
TOTAL DE L'ACTIF	2 672 617	2 484 412

BILAN

AU 31 DÉCEMBRE 2009

PASSIF	2009 (EUR)	2008 (EUR)
CAPITAUX PROPRES		
Capital souscrit	250 000	250 000
Réserves		
Réserve légale	25 000	25 000
Réserve spéciale	38 000	38 000
Résultats reportés	461 616	354 851
Résultats de l'exercice	36 147	105 200
TOTAL CAPITAUX PROPRES	810 763	773 051
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour impôts	4 759	-
Autres provisions	968 237	651 317
TOTAL PROVISIONS	972 996	651 317
DETTES (dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an)		
Dettes sur achats et prestations de service	184 285	220 880
Dettes fiscales	177 680	138 145
Dettes au titre de la sécurité sociale	192 711	122 343
Autres dettes		
> rétrocession envers l'État luxembourgeois	144 586	420 798
> dettes envers l'État et les projets	156 798	118 947
> autres	-	2 363
TOTAL DETTES	856 060	1 023 476
COMPTES DE RÉGULARISATION	32 798	36 568
TOTAL DU PASSIF	2 672 617	2 484 412

COMPTÉ DE PROFITS & PERTES

POUR L'EXERCICE
SE CLÔTURANT AU
31 DÉCEMBRE 2009

CHARGES	2009 (EUR)	2008 (EUR)
Charges brutes	2 189 472	2 217 002
Rétrocession à l'État luxembourgeois	144 586	420 798
Charges provenant d'associations momentanées	33 105	82 705
Frais de personnel		
Salaires et traitements	6 434 903	5 097 245
Charges sociales couvrant les salaires et traitements	635 962	548 888
Pensions complémentaires	94 170	93 953
	7 165 035	6 152 941
Corrections de valeur sur frais d'établissement et sur immobilisations corporelles et incorporelles	99 596	100 558
Intérêts et charges assimilées	20 368	25 360
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	1 414	-
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	7 210	-
Bénéfice de l'exercice	36 147	105 200
TOTAL DES CHARGES	9 696 933	9 104 564

COMPTE DE PROFITS & PERTES

POUR L'EXERCICE
SE CLÔTURANT AU
31 DÉCEMBRE 2009

PRODUITS	2009 (EUR)	2008 (EUR)
Montant net du chiffre d'affaires	8 528 659	7 753 730
Autres produits d'exploitation	1 117 058	1 188 381
Produits provenant d'associations momentanées	33 105	82 705
Autres intérêts et produits assimilés	18 111	79 748
TOTAL DES PRODUITS	9 696 933	9 104 564

CREDITS

Coordination Lux-Development

Richard Schmid

Rédaction

François Bary

Rédaction Dossier spécial : Développement local

Marc Riehl

Conception graphique et réalisation

Cathy Scheltien

Crédits photos

Couverture : Inti Ocon, Nicaragua

Sommaire page 3 : Juan Carlos Marcitllach, El Salvador

Moments-clés page 7 : Pascale Junker, Niger

Lux-Development page 11 : Richard Schmid

Reportage photographique page 15 : Mr. Pham Van Hung, Laos

Couverture Dossier Développement local page 31 : Robert De Waha, Niger

Dossier Développement local page 49 : Juan Carlos Marcitllach, El Salvador

Introduction Lux-Development | Nos programmes page 70 : Inti Ocon, Nicaragua

Introduction Bureau de Dakar page 75 : Marc Riehl, Sénégal

Introduction Bureau de Hanoï page 85 : Alice Risch, Vietnam

Introduction Bureau de Managua page 95 : Inti Ocon, Nicaragua

Introduction Bureau de Ouagadougou page 103 : Jean-Loup Blister, Burkina Faso

Introduction Bureau de Praia page 111 : Frédérique Rouffe, Cap-Vert

Bureau de Praia page 117 : Sandrine Thinnes, Cap-Vert

Introduction Bureau de Pristina page 119 : Mersina Xhemajli, Kosovo

Bureau de Pristina page 127 : Mensura Nuhodzic, Monténégro

Introduction Finances page 133 : Anne Bastin, Mali

Page 142 : Guirec Halflants, Namibie



Bureaux régionaux

Bureau de DAKAR

Texte Bureau régional : Igor Wajnsztok

Textes projets : Max Glesener

Bureau de HANOÏ

Texte Bureau régional : Peter Heeres

Textes projets : Christine Karasi-Omes

Bureau de MANAGUA

Texte Bureau régional : Pascal Rossignol

Textes projets : Vanessa Stoz

Bureau de OUAGADOUGOU

Texte Bureau régional : Paolo Cervino

Textes projets : Caroline Wilmouth

Bureau de PRAIA

Texte Bureau régional : Mauro Lupo

Textes projets : Frédéric Rouffe

Bureau de PRISTINA

Texte Bureau régional : François Delfosse

Textes projets : Dzeneta Ramic

Autres pays

Textes projets : Guirec Halfants





A 10, rue de la Grève

BP 2273 / L-1022 Luxembourg

T +352 29 58 58 1

F +352 29 58 58 200

E ask@lux-development.lu

www.lux-development.lu



LUX-DEVELOPMENT

Agence luxembourgeoise pour la Coopération au Développement